

GEORGES DUNAND

# NE PERDEZ PAS LEUR TRACE !

*HISTOIRE ET SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI*  
ÉDITIONS DE LA BACONNIÈRE, NEUCHÂTEL

GEORGES DUNAND

## NE PERDEZ PAS LEUR TRACE !

Vers la fin de la deuxième guerre mondiale, en Slovaquie, des partisans et des juifs combattent ou rusent pour que leur peuple survive, et des serviteurs de la Croix-Rouge luttent eux aussi, pour avoir le droit de secourir les persécutés ou de relever tout au moins la trace des disparus. Georges Dunand, délégué du C.I.C.R. en Slovaquie de l'automne 1944 à la Libération, a rapporté de son séjour ce récit véridique et sans fard qui permet de saisir la complexité d'une telle mission et les problèmes tant moraux que pratiques qu'elle peut faire surgir. Par ailleurs, cette relation de mission donne en même temps une vue fort pénétrante, d'un intérêt humain singulier, sur la vie à Bratislava et sur l'évolution des esprits, conjointement à la tournure des événements qui marquèrent l'effondrement de la dictature et de l'occupation étrangère.

*COLLECTION*  
*HISTOIRE ET SOCIÉTÉ*  
*D'AUJOURD'HUI*

9.7.

1949

# LES CONVENTIONS DE LA CROIX-ROUGE N'AVAIENT PAS PRÉVU CELA



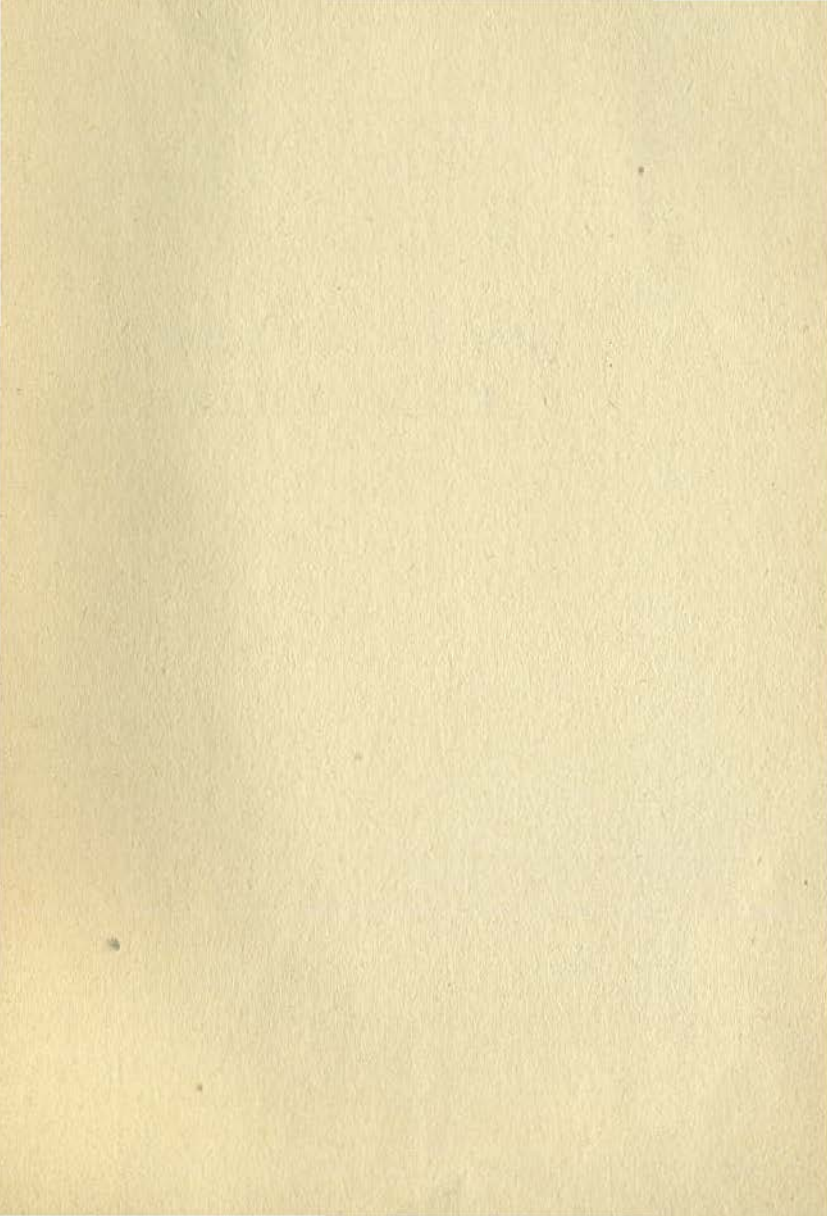
Comment faire  
quand les victimes sont hors la loi?  
— Il faut lutter... ou ruser  
pour les secourir.

GEORGES DUNAND

Editions  
de la  
Baconnière

*Cet ouvrage est distribué en France par :*

- LE CENTRE DE DOCUMENTATION ET VENTE DU LIVRE SUISSE,  
57, rue de l'Université, Paris 7<sup>e</sup>.
- LA MAISON DU LIVRE FRANÇAIS,  
4, rue Félibien, Paris 6<sup>e</sup>.
- LA PRESSE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE,  
O. ZELUCK, ÉDITEUR, 11, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup>.



NE PERDEZ PAS  
LEUR TRACE !



GEORGES DUNAND

ANCIEN DIRECTEUR-DÉLÉGUÉ

DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

# NE PERDEZ PAS LEUR TRACE !

*HISTOIRE ET SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI*  
ÉDITIONS DE LA BACONNIÈRE, NEUCHÂTEL

TOUS DROITS RÉSERVÉS  
COPYRIGHT 1950 BY LES ÉDITIONS DE LA BACONNIÈRE  
A BOUDRY, NEUCHÂTEL (SUISSE)

A MAX HUBER  
PRÉSIDENT D'HONNEUR  
DU COMITÉ INTERNATIONAL  
DE LA CROIX-ROUGE

Il est question, dans les pages qui suivent, d'événements qui, au premier abord, paraîtront particuliers à un pays et propres à une époque récente mais révolue : vers la fin de la deuxième guerre mondiale, en Slovaquie, des partisans et des juifs combattent ou rusent pour que leur peuple survive, et des serviteurs de la Croix-Rouge doivent eux aussi lutter, pour avoir le droit de secourir les persécutés ou de relever tout au moins la trace des disparus.

Mais dans ce pays, qui conquiert si vite le cœur de ceux qui le visitent, vivaient des hommes semblables aux autres hommes, et ce que l'envahisseur et la dictature ont fait là-bas a été précédé ou a été suivi, dans bien des endroits du monde, par des persécutions inspirées du même esprit de haine, et par une même résistance, souvent désespérée, des combattants et des samaritains.

Je voudrais donc que l'on vît dans mon écrit, au delà du cas particulier qui n'est au fond qu'un symbole, l'évocation de l'esprit de liberté, et de l'aide impartiale à toutes les créatures jetées à terre.

La Croix-Rouge panse une partie des plaies. Mais elle n'est pas seule à se pencher sur les victimes et, au sein de cette Croix-Rouge même, le Comité international dont il est constamment question ici n'est pas seul à agir. Sans les Sociétés nationales de la Croix-Rouge qui, dans chaque pays, luttent pour le respect du principe de la fraternité humaine, le Comité international serait presque impuissant. On ne devrait jamais écarter la main que ces sociétés tendent vers la douleur ; cependant on l'écarte souvent, mais le C.I.C.R. de Genève peut, dans une certaine mesure, transcrire dans la réalité de la guerre totale l'idée du secours impartial, lorsque seul un intermédiaire neutre est admis ou du moins toléré.

Ce Comité international, j'en ai servi la cause dans les circonstances que je raconte ici. Mais beaucoup d'autres hommes et femmes de Suisse, et des milliers d'hommes et de femmes de tous les pays, ont participé à la même mission idéale. Plusieurs sont morts dans cette entreprise. Beaucoup ont mené un combat plus hasardeux ou plus fructueux que celui que je décris. J'espère qu'ils seront nombreux à témoigner de ce que, par eux, l'esprit d'humanité s'est acharné à tenter, et a accompli.

G. D.

## SUR LES ARRIÈRES DU FRONT DE L'EST

Hier soir, le ciel s'était éclairci au-dessus de Genève, la pleine lune modelait le jardin, la pente, le lac, et blanchissait la montagne, en haut de l'horizon. Avant de les border pour la nuit, j'ai appelé les enfants sur la terrasse et l'un d'eux, d'un fausset un peu moqueur, a chantonné ma petite romance des crépuscules d'été : Bonsoir, Madame la lune. Madame-la-lune, dame des enfants qui imaginent le cours des étoiles, des souvenirs trop doux qui serrent la gorge, des couples enlacés aux soirs de paix — Notre-Dame-des-terreurs des nuits de guerre, qui a montré la route aux avions bombardiers et dénoncé les fugitifs aux policiers, les maquisards aux rabatteurs.

J'ai revu soudain les soirs de lune de 1944, les rues paisibles de Genève ou de Berne aux encoignures feutrées de chuchotements heureux et les rues inquiètes de Bratislava, vidées par le couvre-feu, devenues impraticables aux persécutés que l'obscurcissement ne protégeait plus des gendarmes plantés le long des trottoirs. A cette époque de la guerre, le ciel nocturne là-bas était silencieux ; les aviateurs alliés, partis des bases proches d'Italie et ne craignant plus guère de défense allemande, venaient de jour, presque quoti-

diennement, bombarder Vienne que je croyais entendre geindre et s'effondrer, quelque part dans le sud, tandis que les avions argentés passaient en carrousel au-dessus de Bratislava. De l'est, les aviateurs russes, trop lointains ou trop incertains, ne venaient pas encore semer leurs bombes soufflantes. Le ciel nocturne restait donc silencieux.

QUI N'AVAIT PAS PEUR ? Mais la nuit était grosse de bien d'autres terreurs. Qui n'avait pas peur, de quoi n'avait-on pas peur ? L'époque où l'on n'avait craint que son patron, et de mourir dans son lit, ou de s'ennuyer, paraissait fabuleuse.

A Bratislava, en Slovaquie, en automne 1944 — comme dans tant d'autres pays soumis, à la même époque, aux mêmes effets de la dictature — qui avait peur de quoi ?

Les uns étaient atterrés par le sentiment d'avoir suivi une mauvaise politique, les autres, plus nombreux encore, par le souci de voir leur patrie écrasée par l'ennemi intérieur et le prétendu allié.

Les libéraux et les gens de gauche, tout en luttant, vivaient dans la crainte de la dictature, de la garde Hlinka<sup>1</sup>, des profiteurs du régime prêts à se faire attribuer l'administration des biens de membres de l'opposition ou la disposition de leurs logements. Mais les partisans de la dictature avaient peur de ne pas être assez purs aux yeux du régime et des protecteurs du Reich, ni assez double-jeu aux yeux des patriotes restés dans le pays ou émigrés à Londres ou à

---

<sup>1</sup> Membres armés du parti nationaliste, devenus garde prétorienne de la dictature.

Moscou, ou encore aux yeux des Russes qui approchaient. La dictature avait peur de ses ennemis, de ses amis, de ses protecteurs allemands et peut-être de la vengeance divine. Les jeunes Slovaques avaient peur d'être envoyés aux travaux de terrassement et de là à l'armée. Les jeunes *volks-deutsche*<sup>1</sup> d'être recrutés pour le front (et ils sentaient qu'une autre terreur plus horrible approchait : la persécution pour leur langue maternelle plus que pour leurs actes personnels).

Et les juifs savaient devoir tout redouter : la Gestapo et les gardistes acharnés à leur donner la chasse, les concurrents d'avant-guerre prêts à les dénoncer pour les éliminer de la profession, les habitants qui leur donnaient asile et, soudain perdant pied, les chassaient à la rue, et les amis imprudents, trop actifs, dont la police suivrait la piste trop visible. Tout à coup, dans la rue, une souricière se refermait sur eux. Dans leur cachette, on frappait à la porte. Au restaurant, on s'arrêtait derrière leur dos. Dans la rue nocturne, la lune montrait leur passage. Et le martyre commençait : les menottes, le poste de la Gestapo, les coups, le camp provisoire, le wagon à bestiaux sans paille, sans espace, sans eau, sans pain ; le camp d'anéantissement. L'un ou l'autre préférerait mourir tout de suite, dans la rue, mitraillé dans une tentative de fuite. Qui n'avait pas peur ? De quoi n'avait-on pas peur ?

Devait-on, pouvait-on encore craindre les bombes ? O bombes, bien moins cruelles que la police ! Néanmoins, jour après jour, lorsque la radio de Vienne interrompait son émission à cause de l'approche des bombardiers alliés, les usines arrêtaient leurs machines, les bureaux fermaient,

---

<sup>1</sup> Citoyens de langue allemande.

les tramways rentraient au dépôt et des milliers de personnes quittaient même les caves de leurs maisons pour s'entasser dans un tunnel en construction sous la colline du château. Car, malgré tout, la masse des gens n'étaient ni libéraux, ni communistes, ni fascistes, ni juifs, ni *volksdeutsche* mais, tout simplement, tout sainement, tout heureusement, en même temps que tous ceux que chargeait une terreur plus lourde, ils avaient peur pour leur vie.

A cette époque, pourtant, la Slovaquie était un pays heureux. Elle jouissait encore des effets premiers de la sécession de 1939, quand les Slovaques au pouvoir s'étaient séparés des Tchèques puis avaient accepté la protection allemande. Dans l'Europe rougeoyante, le pays était resté presque intact, l'agriculture florissante, l'industrie et l'université en essor. Seuls de petits contingents de soldats se battaient — étaient censés se battre — contre la Russie. L'Allemagne n'achetait de force qu'une part de la production, laissant le pays vendre le reste en Europe axiste et dans les pays neutres, contre de bon argent ou de bonnes marchandises de compensation. Hitler, disait-on, avait une tendresse pour la Slovaquie.

Quant à la dictature interne, exercée au nom d'un prêtre catholique, Mgr Tiso, elle attendait souvent que la pente fatale d'une politique d'autorité la contraignît à frapper ses ennemis réels ou les adversaires que toute dictature doit inventer.

Les juifs mêmes, longtemps, s'étaient crus presque protégés. Il est vrai que, par vagues, des dizaines de milliers d'entre eux avaient été livrés à l'Allemagne ; on chuchotait même en riant que Berlin débitait le clearing germano-slovaque des frais de transport et d'entretien de ces juifs,

destinés au « service de travail » dans le Reich puis à la mort dans les camps de Pologne. Mais d'autres milliers, s'ils avaient été internés, étaient restés dans le pays même, dans ces camps supportables, presque confortables, et quelque vingt mille vivaient libres, utilisés ou tolérés, parfois même brevetés par le président de la république, comme des espèces de domestiques de la cour dictatoriale.

Très peu de bombardements, de réquisitions, de levées de troupes, une autonomie qui faisait oublier certains mauvais souvenirs de la prépondérance de Prague, la liberté encouragée de détester les Hongrois, de bons échanges commerciaux avec les neutres... Au fond, on aurait dû n'avoir peur de rien parmi ce peuple à peine cruel et tout naturellement joyeux et accueillant, installé comme dans un nid entre le Danube et les Basses Carpathes, laborieux et prospère.

A la même époque, l'Europe (Suisse, Suède et péninsule ibérique exceptées) était un pandémonium. Le cyclope allemand, au front saignant, écrasait un pays de plus à chacun de ses chancelléments. Les Alliés pilonnaient l'ouest avant de le libérer. Les mères des soldats de l'Axe savaient que leurs fils partaient désormais pour autre chose que de glorieux voyages et les mères des jeunes civils ennemis accompagnaient leurs enfants dans l'univers concentrationnaire, pour y mourir derrière de mêmes palissades. Bien plus, la moitié de l'Europe ne savait pas si elle pouvait se réjouir de la fin entrevue de la guerre, qui la livrerait à d'autres occupants.

UN RECOURS. Les camps militaires étaient emplis de millions de prisonniers. Une grosse partie d'entre eux, les Russes en Allemagne et les Allemands en Russie (comme les Alliés en Extrême-Orient) souffraient autant ou pis que les juifs. Toutefois, les autres, quatre, cinq millions d'hommes, en Allemagne, en Angleterre (comme aux Indes, en Australie, en Amérique), avaient un recours, une ressource presque invraisemblable, anachronique, que leur enviaient bien des civils : une convention internationale et la Croix-Rouge, le Comité international de la Croix-Rouge, à Genève. Madame la Croix-Rouge, pour les plus simples.

Une ressource anachronique ? En effet, cette dernière guerre, et les luttes internationales ou civiles qui l'ont suivie en Europe et en Asie, ont été menées avec une telle sauvagerie, une telle réciprocité de cruauté aveugle (déclenchée par l'idéologie nazie, mais payée de retour par les Alliés que talonnait la nécessité de vaincre) qu'on a pu se demander si c'était par goût d'une curiosité de musée, à la suite de marchandages internes, par une prémonition du pire, ou vraiment par un reste d'humanité que l'action du C.I.C.R. en faveur d'une partie des prisonniers de guerre et des internés civils a été tolérée et souvent même soutenue, de 1939 à 1945 et à nouveau depuis lors.

En tout état de cause, plusieurs millions de victimes de la guerre ont eu un recours. Pendant la deuxième guerre mondiale, le C.I.C.R., comme la puissance protectrice<sup>1</sup>, recevait les listes de la plupart des millions de captifs, visi-

---

<sup>1</sup> Nom donné au pays neutre qui représente un belligérant chez l'ennemi et y assure une certaine protection des ressortissants de son mandataire.

tait leurs camps de détention, échangeait leurs messages contre ceux de leurs familles et, en plus, prenant des initiatives, tantôt timidement, tantôt comme à l'esbroufe, s'était mis à transmettre des paquets de secours, des dizaines de millions de paquets, et à contrôler de plus en plus strictement la vie dans les camps. Pas dans tous les camps, mais dans des centaines d'entre eux, dans tous ceux qu'on lui ouvrait ou tous ceux qu'on ne lui fermait pas tout à fait. Ainsi, par cette porte du camp — que les captifs ne passaient que pour aller travailler aux champs ou à la fabrique comme dans des groupes de forçats — entraient des lettres, des télégrammes même, des paquets, des pharmacies, des trains entiers de ravitaillement, mais surtout, avec le délégué du Comité international, un témoin, une main tendue, une voix qui, parlant tout bas, obtenait pour les prisonniers plus que ne le faisaient toutes les menaces de la propagande du pays d'origine.

Les délégués du C.I.C.R. ? La vue de leur brassard, dont la croix, selon la légende, aurait été peinte la première fois du sang d'un soldat blessé à Solférino, a éveillé parfois plus d'amertume que de reconnaissance chez les victimes, plus d'ironie que d'amitié chez les geôliers. Pourtant, l'œuvre accomplie a été énorme et presque tous ces délégués ont été respectés. Ils se sont trouvés protégés parce qu'ils étaient de bonne volonté, parce qu'ils avaient un passeport suisse et aussi parce qu'ils ne portaient pas d'armes, parce qu'ils étaient si évidemment, si ridiculement dépourvus de puissance que l'armée ou la police trouvaient peut-être quelque amusement à leur présence ! Mais, surtout, ils étaient persuadés d'avoir une juste et grande mission et leur brassard avait du prestige.

Une croix rouge sur fond blanc et, autour de la croix, l'inscription « Comité international, Genève ».

N'est-il pas étonnant que, dans le monde, il y ait tant d'Etats, de blocs, de partis politiques et d'Eglises, et un seul C.I.C.R. ? Pas une Croix-Rouge unique, hélas, dans le domaine pratique du temps de guerre, car, auxiliaire des armées nationales, elle est alors souvent étatisée, dans des pays de régimes très différents. Mais un seul Comité international, depuis quatre-vingts ans, à travers dix guerres et au milieu des décombres, des couches successives de décombres de vingt Etats.

Ce Comité international qui, depuis 1939, poursuivant sa carrière de protecteur moral et matériel des victimes de la guerre, a secouru des millions d'êtres et manié des milliards de francs suisses — c'est, dans ses méthodes de délibération, un peu un Vatican, comme la cour de Rome sanctionné par lui-même, silencieux longtemps puis lançant une protestation, agissant sans le dire ou renonçant à agir sans vouloir (sans pouvoir) dire ses raisons, si ce n'est, lorsque la crise sera passée, dans un rapport que personne ne lira attentivement. Ce Comité a été longtemps l'apanage moral des membres d'un clan, des familles protestantes habitant certaines rues hautes de Genève. Leur champ de bataille aussi : où le tout premier Henry Dunant a mordu la poussière. Il n'est plus exclusivement ni protestant ni genevois, mais il n'est guère descendu dans les bas quartiers. Il est resté aussi quelque peu une arène. Mais, constitué en conclave de citoyens d'un pays traditionnellement neutre, il échappe aux passions du temps de guerre internationale ou civile et garde une vue claire. Et quant à l'arène, j'imagine que l'on dispute et que l'on se dispute aussi en conclave à

Rome, ou en toute assemblée, et que la controverse est d'autant plus amère qu'on connaît mieux ses collègues et qu'on se sent plus de dévouement à une cause.

C'est probablement ce dévouement des membres du Comité et des milliers de collaborateurs, joint à l'inébranlable neutralité suisse, qui explique la permanence d'une institution aussi contraire à l'anarchie moderne. *Inter Arma Caritas*, la devise est simple à appliquer (pour des neutres...) car le devoir quotidien ne pose guère de problème moral. Et la faiblesse des moyens écarte la folie des grandeurs ; la pauvreté est parfois une bonne chose. Enfin, il n'existe peut-être pas d'autre grande œuvre au service de laquelle il soit à ce point inutile, il soit même pernicieux de vouloir être habile. Il suffit d'être convaincu.

Mais il ne suffirait pas d'être bénisseur. Junod a appelé le délégué du C.I.C.R. un « troisième combattant » entre les fronts<sup>1</sup>. Le captif sera heureux, une première fois, d'un sourire ami et d'une main tendue. Mais, créature de vraie chair derrière des barbelés de vrai fer, il a besoin d'un protecteur qui écarte les pires des sévices et lui apporte l'essentiel des nouvelles, des médicaments, des aliments et des habits qui lui permettront de vivre encore à l'heure de la libération.

C'est donc pour qu'ils soient des témoins *actifs* que le Comité international a envoyé quelque deux cents délégués dans presque tous les pays en guerre depuis 1939. Il l'a fait d'ailleurs sans aucun titre, sans aucun mandat : la puissance protectrice en a un, mais le C.I.C.R. n'a presque pas

---

<sup>1</sup> D<sup>r</sup> Marcel JUNOD, ancien délégué du C.I.C.R., *Le troisième combattant*, Payot, 1947.

d'autres privilèges que ceux qu'il réclame ou prend. De sorte que, selon la bonne volonté des gouvernements, il obtient beaucoup plus que les conventions ne lui donnent, ou rien.

Il offre ses services, qui sont agréés. S'ils sont repoussés, le Comité international insiste, non sans se livrer à de longues réflexions, de longues discussions internes, mais sans pouvoir consulter presque personne dans un monde secoué par les passions nationales ou civiles. Certains pays, comme l'U.R.S.S., lui sont restés entièrement fermés pendant la seconde guerre mondiale. D'autres ne se sont ouverts que peu à peu, telle cette Slovaquie où, sans trop savoir pourquoi, je devais arriver par une nuit d'octobre 1944.

AUSSI POUR LES JUIFS ET LES PARTISANS ? Ces bases étroites et précaires de l'action du Comité international, j'en avais trouvé une esquisse dans les textes du « dossier du délégué » lus, au début d'octobre 1944, sur un coin de table étroite, dans la salle des délégués, à l'hôtel désaffecté de la Métropole, à Genève. La salle était petite, pauvre et bruyante, maintenue en désordre par les serviettes bourrées et les provisions de route de vingt délégués qui sortaient des documents de leurs poches, réclamaient leurs passeports et leurs vaccins, téléphonaient, dictaient à l'unique secrétaire indignée et souriante. En automne 1944, j'ai dû y voir, quelques instants, Junod vif et rond qui attendait son visa russe de transit pour le Japon, Marti débonnaire qui repartait pour Berlin en flammes, Ehrenhold solide comme les bateaux qu'il déchargeait et rechargeait en Suède, de Reynier qui allait sauter d'un bond

à Stockholm ou Athènes, le convoyeur d'un bateau du Comité, un chef de colonne de camions en partance pour l'Allemagne, une rare déléguée aussi. Et je revois, dans son étroit bureau, Siordet, le chef des délégations, qui canalisait avec amitié toute cette agitation et me demandait si je voulais aller à Bratislava.

Bratislava, en Slovaquie. Là-bas, pas bien loin d'ailleurs, à l'un des coins de la Hongrie. Dans le pays d'où venait le sucre qu'on mangeait en Suisse ou qu'on mettait dans les paquets de Croix-Rouge.

Pour y faire quoi ? Pour y secourir les juifs et les partisans et pour être sur place lorsque les Allemands se retireraient devant les Russes et que le travail d'après-guerre pourrait commencer. Il n'y aurait pas, ou presque pas de travail traditionnel à y accomplir, presque aucun prisonnier de guerre à visiter, pas de population libre à secourir car, bien au contraire, la Slovaquie constituait un « îlot de prospérité ». Mais il y aurait beaucoup d'initiatives à prendre, si le pouvoir les admettait.

Cette délégation à Bratislava devait être, dans l'ordre des dates, la dernière que le Comité ouvrirait pendant la deuxième guerre mondiale et elle n'a été instituée auprès de personne : ni auprès de la Croix-Rouge slovaque, car le C.I.C.R. s'était interdit de donner une reconnaissance officielle à de nouvelles Croix-Rouges tant que durerait l'état de guerre, ni vraiment auprès du gouvernement slovaque dont l'existence internationale était discutable. Le C.I.C.R. était juridiquement incapable, lui, un comité purement privé, de « reconnaître » un Etat, mais il évitait de donner l'impression qu'il tînt pour admise l'existence d'une Slovaquie indépendante de la Tchécoslovaquie. Le délégué serait

simplement, en fait, à Bratislava, comme un autre était à Zagreb, ou à Alger auprès des gaullistes. Il serait recommandé au bon accueil du gouvernement de fait et de la société de Croix-Rouge de fait. Le plus qu'on espérait de ce gouvernement, si peu libre lui-même, c'est qu'il tolérerait l'envoyé du Comité. Quant à la société de Croix-Rouge, le Comité international collabore, au delà du droit formel, avec tout groupement charitable, avec toute « société de secours aux blessés », comme dit la Convention, de sorte que le problème de la reconnaissance officielle de cette société pouvait être renvoyé à plus tard.

Fallait-il accepter une mission aussi vague, aussi perdue d'avance quant à sa première phase ? Aller là-bas, tenter de secourir, bien à l'avant du territoire piqueté par les conventions humanitaires, les juifs et les partisans mis hors de combat ? Ma foi, si le Comité-Vatican, dans sa sagesse, en avait mis au point le projet, pourquoi ne pas aller là-bas ? Avec du courage, fait de beaucoup de naïveté et épicé d'un peu de frousse.

Mais le visa allemand de transit serait-il accordé ? C'est à la réticence de Berlin que la mission achoppait depuis plusieurs mois : « Pourquoi envoyer un délégué là où il n'y a personne à protéger ? » Car des juifs il ne pouvait pas être fait mention : autant invoquer le sort d'un bétail, ou plutôt d'un gibier malfaisant. Et les partisans étaient hors la loi.

— Espérons que le visa va venir, disait Siordet, en m'observant un peu.

— Espérons qu'il ne viendra pas, espérons qu'il viendra, me disais-je suivant l'heure, selon la curiosité ou la crainte.

Irais-je, seul entre la Gestapo et les bombes anglaises, mais avec ce prestige : être délégué du Comité international

de la Croix-Rouge, de ce vieux bateau du XIX<sup>e</sup> siècle, magnifique et un peu ridicule de résister à tant d'assauts : tempêtes, espoirs démesurés et même ironie, hostilité ?

Pas de statut, pas de droit, un travail imprécis et hors des traditions, mais aussi la force, également étonnante et un peu ridicule, de la minuscule Suisse neutre et armée. En couronnement, la figure du Président du Comité, de Max Huber, ce visage malaxé par le cœur, cette voix du Bon Samaritain trop doux, trop patient sous les coups et qui soudain s'indignait. Qui tenait toute l'œuvre immense par la chaleur, la force muette de son dévouement.

La veille du départ, j'avais reçu quelques lettres d'introduction, un beau passeport diplomatique, un peu d'argent, un horaire fantaisiste, du Nescafé, un vaccin, l'ordre de ne pas avoir d'armes ni de porter de lettres privées, et un cordial. Un curieux cordial, amer, mais un cordial tout de même ; Carl Burckhardt résume les ordres du Comité :

— Votre mission sort du cadre de ce que font la plupart de nos délégués. Il y a beaucoup à tenter, probablement peu à obtenir. Nous ne pouvons guère vous donner d'instructions précises, en dehors de nos principes immuables.

Et il ajoute :

— Voici le mot d'ordre : « Aller de l'avant. » Mais prenez garde que le Comité ne doive vous désavouer.

Quoi, m'envoyer dans une aventure pareille, puis me désavouer ? Et cependant, ce mot devait être mon meilleur viatique : Si vous prenez une initiative que le Comité doive réprouver, il vous rappellera, pour que l'ensemble de son œuvre n'en souffre pas. Et que, sur votre poste, la même œuvre locale puisse être continuée par un autre. Donc, allez de l'avant sans trop de crainte.

LE SOLEIL

DE L'ANSCHLUSS

Nous avons presque oublié dans quelles étranges conditions les passagers même les plus privilégiés voyageaient dans l'Allemagne de 1944. Maintenant, on traverse le vieux Reich, par exemple pour aller en Scandinavie, dans de bons wagons et, de sa couchette ou de sa table au wagon-restaurant, on voit défiler une Allemagne cultivée et presque active, où les ruines immenses des villes prennent l'air d'un décor. On sait quelle misère gîte dans ce décor mais, selon son indifférence ou son ressentiment, on l'oublie ou on la nie. Et l'Arlberg-Express, qui va régulièrement de Paris à Vienne par la Suisse, est confortable et ponctuel.

En 1944... Eh bien, en 1944, l'amateur de sensations était tout d'abord bien déçu. Les douaniers allemands étaient débonnaires dans leur uniforme juste assez usé et le train arrivait à l'heure et sans trop brinqueballer au sud du lac de Constance. Il y avait pour moi un bon coin-fenêtre dans le wagon des premières et les voyageurs étaient aussi grognons et aimables qu'il est normal.

Quel beau soleil sur le Tyrol, passé le tunnel de l'Arlberg, ce soleil dans un ciel bleu tendre que je ne peux plus voir sans un serrement de cœur, car c'était le soleil et le ciel de ces journées du printemps de 1938 pendant lesquelles Hitler saisit l'Autriche apeurée, dans un monde muet, un monde rassuré par sa propre volonté de croire la victime consentante. Ce ciel tendrement radieux de l'Anschluss qui serait aussi celui de la campagne de France, et celui des bombardements aériens, avec juste assez de brume pour masquer les avions.

Doux pays de Haute-Autriche, semblable aux vallées les plus souriantes des Alpes suisses, semé de chalets et d'églises

à la silhouette légère, dont le clocher s'arrondit en un gros bulbe de couleur ou porte une lanterne ajourée. Je revois, sur une falaise, au-dessus d'une forêt cuivrée, un mince clocher blanc qui semblait ainsi se jeter vers le ciel. De chauds rayons baignent le train, qui s'arrête parfois dans un bois ou sous un rocher, comme en un jeu de cache-cache, car au zénith un avion douteux a marqué une petite tache blanche.

Le joli paysage de boîte à musique cesse soudain de sourire : cet avion faisait partie d'une escadrille qui vient, devant nous, d'écraser une partie de la gare d'Innsbruck. En quelques instants, le train se vide : il faut aller à pied et en se hâtant, car c'est en tête de la colonne qu'on a le plus de chances de trouver un véhicule ou une chambre. Heureusement qu'un délégué de Croix-Rouge partant pour le front de l'Est n'a pas trop de bagages, car où trouverait-il des porteurs ? Tout de même, j'en ai bien pour quarante kilos et la charge est inconmode. Dans Innsbruck, la vue des ruines à chaque coin de rue chasse les voyageurs hors de la ville. Passe un soldat avec une espèce de char à bras et le Suisse protégé dans son pays par un rationnement impeccable et encore généreux découvre la puissance incompréhensible de la cigarette.

Six cigarettes, c'est un paiement royal pour le transport de mes valises jusqu'à l'autre banlieue où une queue attend le tramway rural. Qui va où ? Il faut simplifier le problème : qui va un peu plus vers l'est, jusqu'à Hall-in-Tirol, dit-on. A Hall, il y aura un train quelconque allant vers l'est aussi, à moins que les bombardiers anglais ne réapparaissent. Heureusement, le soir vient. Les bombardiers ne reviendront plus aujourd'hui et le tram, pris d'assaut, nous conduit

jusqu'à une gare de village, où le buffet est ouvert. Un buffet de film triste, avec une lampe jaune, la fumée du tabac-ersatz mêlée à l'odeur du café-ersatz. A l'une des grandes tables, appuyée contre une pyramide de bagages, je retrouve une silhouette entrevue à la frontière, une jeune tuberculeuse qui rentre de Davos en Carinthie rejoindre son mari. Personne ne se plaint, car on a avancé de quelques kilomètres et il y a une assiette de soupe et d'assez bon pain noir, et de l'eau propre. Chacun a peu ou beaucoup de provisions, mais on n'y touchera que lorsqu'il n'y aura plus rien à acheter sur place, car qui sait combien de temps durera le voyage ?

A deux, cela va presque bien pour grimper dans le train qui arrivera à quai un peu plus tard : j'ai plus de bagages à porter mais la malade ouvre la voie dans le noir jusqu'à un coin de compartiment. Comment s'appelait-elle, qui était-elle, avec son visage résigné et son manteau de fourrure témoignant du temps heureux d'avant l'Anschluss et la guerre ? Pour le moment, elle est protégée par le coin du compartiment et par ma présence à son côté. Somnolente, elle se serre contre mon épaule, niche sa tête contre la mienne et nous dormons comme des amoureux tandis que le train cahote, s'arrête à chaque station ou à chaque chantier de réparation puis repart miraculeusement. Un autre dormeur, sur le banc d'en face, heurte mes genoux de sa tête : quand on est serré de toutes parts, on dort très passablement, comme je l'apprendrai bientôt, en ployant le dos et en laissant tomber sa tête presque sur les genoux.

Salzburg. Il est deux heures du matin, les voyageurs se dépêtrent sans un mot et vont, dans la gare noire, chercher, en évitant les décombres, la piste d'un autre train. Une seule lumière filtre, celle de la station de Croix-Rouge de

l'armée allemande, où les soldats, dans l'atmosphère permanente de vieil ersatz de tabac et de café, attendent effondrés sur leurs sacs et leurs fusils. Contre toute vraisemblance, l'express de Berlin arrive à l'heure ; il compte même des wagons-lits, évidemment inaccessibles ! Sans savoir comment, porté par une vague d'êtres humains et de bagages, je me trouve dans un couloir, un pied dans un compartiment, ma valise entre les jambes, mon autre sac entre les jambes d'un voisin. Personne ne pourra bouger pendant cinq heures jusqu'à l'arrivée dans la gare démantelée de Vienne. Mais tout le monde reste enjoué et patient : on avance.

Je ne sais par quel coup de fortune j'ai trouvé l'auto du consulat de Suisse mais, en fin d'après-midi, je me réveille, encore recru de fatigue, dans une chambre de l'hôtel Sacher, qui me fait penser à une magnifique vieille dame mal soignée, couverte de broches, de tresses dorées, de dentelles usées et de lourdes étoffes rouges. Le trou dans le plafond de la salle de bains monumentale, c'est comme le grain de folie dans le crâne de la vieille et noble femme, qui se souvient de la cour impériale, des parades des chevaux de l'empereur et croit que le délabrement de Vienne, le bruit des bottes nazies et l'ouragan des bombes anglaises sont une divagation ridicule du nouvel âge.

La guerre est-elle réelle ou n'est-elle qu'un décor de rêve triste ? Le consul général de Suisse me fait conduire en auto à son appartement, en passant par des rues semées de petits cratères de bombes, presque invisibles dans la nuit totale. La maison, près du Ring, semble intacte mais toutes les vitres ont été brisées il y a plusieurs semaines ; il est impossible d'en acheter d'autres et la poussière des champs de ruines tombe des rideaux tandis que nous mangeons un

repas que le consul a voulu aussi bon que possible pour l'hôte venu entre deux bombardements. L'électricité ne serait pas aussi belle que ces bougies et, de devoir tendre l'oreille aux bruits du ciel, je sens encore mieux combien ce confort instable est précieux.

Cette nuit, de mon lit immense au Sacher, un lit dans une chambre de rendez-vous galant pour roman de 1900, j'entendrai Vienne chanter, de la voix des réquisitionnés italiens ou français qui, mêlée aux nouvelles du front, doit sonner moqueusement aux oreilles des occupants. Pour le reste, Vienne est toute tranquille, protégée la nuit par sa vulnérabilité même, qui fait qu'il est plus commode de la bombarder de jour, comme à la parade, dans un ciel vide de chasseurs allemands. Je suppose que la radio joue, en *Ostmark*, et le speaker vient de dire : *Auf dem Reichsgebiet befindet sich kein feindliches Flugzeug*. Un peu plus tard, Radio Berlin se taira et l'on comprendra que les Alliés, dans le nord, ont envahi le ciel, ce ciel où Goering jurait de ne jamais les laisser pénétrer. Berlin connaîtra une nouvelle nuit rouge, tandis que, d'Anvers ou de La Haye, les bombes volantes allemandes iront ébranler Londres.

L'IDYLLE

ET LA TERREUR

Après Vienne, déjà marquée de graves meurtrissures qui, pendant ce dernier hiver de guerre, deviendront de profondes plaies, Bratislava paraît, au premier regard, une idylle, comme l'avaient voulue tant de ses maîtres successifs.

Le Danube coule large, brun de terre autrichienne ou bleu de valse. Le vieux château, le « Hrad », sur la colline, serait très laid si, il y a plus d'un siècle, des régiments muti-

nés ne l'avaient fait sauter (les ruines du XX<sup>e</sup> siècle deviendront-elles aussi aimables ?). La ville moderne, de l'ère tchécoslovaque toute récente, est nette et spacieuse. Et la vieille ville est émouvante. La rue des Juifs est sordide et j'imagine qu'il y vivait beaucoup d'artisans et que tant de portes branlantes et de vitres recollées sont les témoins des pogromes du nouveau régime. Mais de la gauche de la rue des Juifs partent des escaliers romantiques, aux marches tordues et pivotantes, qui conduisent à une petite chapelle toute en pâtisserie rococo ou mènent aux sentiers de la colline du château. A droite courent des ruelles tortueuses, bordées de maisons basses aux façades ouvragées. A la rue Saint-Michel, les petits palais d'été où vivaient les nobles de Budapest tracent une belle courbe et la porte Saint-Michel projette sa flèche bulbeuse vers un ciel très doux. Il ne peut sûrement pas y avoir de guerre ni de police politique entre le dôme Saint-Martin où les rois de Hongrie étaient couronnés dans la liesse paysanne et la rue du Chapitre où habitent encore le nonce et l'évêque, la place du Palais Primatial couronné de statues, le couvent des Franciscains et toutes ces salles de marchands de vins qui, depuis des siècles, ont puisé dans leurs profondes caves l'une des joies de vivre dans un pays de belles femmes et de bonne chère.

Pourtant il y a la guerre et la police d'Etat.

Il y a toujours eu la guerre ou la police, la guerre *et* la police dans le doux pays de Slovaquie, depuis autant de siècles qu'y coulent le vin, le lait et le miel. On a toujours voulu subjuguier les paysans slovaques, fixés trop près de la grande voie d'invasion du Danube ; en outre, des cols de leurs montagnes, on peut menacer — du nord — la Hongrie ou — du sud — la Pologne et même la Russie.

Sous la domination austro-hongroise, les Slovaques ont à peine pu parler leur langue ; moins heureux ou moins policés que les Tchèques, ils n'ont pas conquis la monarchie bicéphale en envahissant les ministères. Les nobles de Budapest possédaient, des terres slovaques, ce que les colons allemands n'avaient pas occupé aux siècles précédents et les intendants juifs, en enrichissant leurs maîtres hongrois et eux-mêmes, avaient préparé l'extermination de leurs propres descendants. Au temps de la République, disait-on, les Tchèques trop impatients ou trop bons administrateurs avaient rogné l'autonomie constitutionnelle de la Slovaquie et on les appelait pour cela « les Prussiens parmi les Slaves ». Quant aux Prussiens, ils étaient venus pour de bon en 1939, « protégeant » la Slovaquie indépendante, engagés à purifier sa race et à livrer bataille sur ses terres et ses corps.

Bratislava, dans la Tchécoslovaquie restaurée, est devenue depuis 1945 presque entièrement slovaque, mais, en 1944 encore, les gens de langue hongroise y étaient nombreux et les « Allemands » encore plus. La ville nouvelle, le gouvernement et l'université étaient slovaques ; dans la vieille ville, les noms des rues et des boutiques étaient indiqués encore en trois langues, dont les sons se mêlaient partout, sur le trottoir, au restaurant, au marché, au cimetière.

Ce dernier mot me rappelle une belle journée, tôt après mon arrivée à Bratislava. Le cimetière, n'est-ce pas l'un des lieux du monde humain où l'on se sent le plus de mansuétude, de douceur faite (plus que d'« horreur sacrée ») de la crainte très diffuse de la mort, de l'ordre calme des tombes, d'un mélange de regret des décédés et de la satisfaction soit d'avoir échappé à la tyrannie ou au reproche muet de ces anciens vivants soit d'être encore sur terre soi-même, avec

sa vigueur ou ses infirmités — qui sont en fin de compte le signe convaincant que l'on vit encore. Comment s'étonner que chez beaucoup de peuples la Toussaint soit une fête, de piété et aussi de joie de vivre ? J'écris cette page à Genève, une après-midi d'hiver, par un ciel bleu comme de la lingerie, et, devant le filigrane des arbres criblés de soleil, je me souviens en souriant de la Toussaint de 1944, à Bratislava, comme d'une dernière journée de rémission. Même les bombardiers chôment et Vienne aura pu, parmi les vieilles sépultures, ouvrir en toute quiétude des tombes fraîches et y porter les restes mutilés des morts de la veille. Un bateau descend en mugissant le Danube et l'on croirait presque qu'il amène des promeneurs d'Autriche, pour lesquels les tables seraient dressées à la Redoute. Par les rues propres coule la foule de circonstance, chargée de couronnes et de chrysanthèmes. Au cimetière, les tombes sont munies de petites lanternes de fer forgé ; on vend à l'entrée de courtes bougies ou des lumignons dans de minuscules godets de terre cuite. Le bord des tombes est ponctué de toutes ces lumières qui brillent au soleil. Défilent des enfants avec leurs parents endimanchés, de belles jeunes femmes en fichu noir et des vieilles qui s'agenouillent. Il fait beau et paisible. Pour un peu on ne s'étonnerait pas que les familles célèbrent des agapes serceines entre les monuments.

Un peu en dehors de ville, je verrai un autre jour le cimetière juif, aux tombes ouvertes et aux chapelles éventrées et, quelques mois après, je suppose que, dans les cimetières de la ville, on aura martelé des dédicaces allemandes ou hongroises et renversé d'autres monuments.

La race ou la langue, cela peut être un crime chez les morts, aussi impardonnable que chez les vivants.

LA RÉVOLUTION    Les morts et les vivants, enchevêtrés  
EST ÉCRASÉE.        dans la haine.

Le jour de mon arrivée, la ville est en fête obligatoire : Banska Bystrica est tombée, la révolution slovaque de l'été 1944 est officiellement écrasée.

Cet été-là, au moment où les Russes approchaient des Carpathes, une partie du gouvernement et des troupes slovaques ont pris le maquis, pour libérer eux-mêmes leur pays. Comme l'armée Bor à Varsovie. Le pays était vide d'Allemands et, pendant quelques jours, les patriotes l'ont tenu presque entier jusqu'aux approches de Bratislava. On a même chuchoté qu'une auto avait été préparée pour le chef du gouvernement, Mgr Tiso, mais qu'il avait finalement renoncé à rejoindre les rebelles. Mais les Russes n'avançaient plus, bien que les cols des Carpathes fussent presque ouverts. Alors, à travers la Hongrie ainsi que de l'ouest de Vienne, des divisions S.S. étaient venues exercer la « protection » allemande. Les chefs militaires de la révolution étaient maintenant tués ou pourchassés et la S.S. occupait le fond des vallées.

La guerre était installée en Slovaquie.

Le retard que subissait partout l'avance russe en automne 1944 donnait au régime hitlérien l'espoir de gagner la course des armes nouvelles, des *Wunderwaffen*, et le temps d'« assurer les arrières » du front reconstitué. On n'y croyait guère, dans le peuple allemand, et les vieillards mobilisés chantaient, paraît-il :

— Hé, les vieilles peaux de bique — c'est nous les armes magiques : *Wir, die alten Affen — wir sind die Wunderwaffen.*

Mais « assurer les arrières » devait devenir le leitmotiv des justifications de la S.S. ou de la Gestapo, maîtresses

maintenant de la Slovaquie, qui forceraient le régime Hlinka-Tiso à se compromettre toujours plus irrémédiablement. Le vin, le lait et le miel couleraient désormais vers le Reich seulement, dont les fonctionnaires et officiers viendraient par milliers rafler les marchandises de Bratislava et extirper l'opposition et la juiverie. Les troupes slovaques du front de l'Est et les régiments du pays restés loyaux ont été internés en Allemagne. Les dés sont tombés, la Slovaquie est sujette, les membres du gouvernement réduits au rôle de marionnettes épouvantées.

Au Grand Hôtel Carlton où « l'appartement présidentiel » m'attendait (!), la façade était pavoisée pour la victoire gouvernementale proclamée le jour anniversaire de la République tchécoslovaque de Mazaryk ; au centre des étendards, on avait cru bien faire en plaçant un grand oriflamme de Croix-Rouge.

Était-ce, en plus d'une amabilité pour l'arrivée du délégué du Comité international (salutation plutôt compromettante), le signe que les vainqueurs appliqueraient la devise *Inter Arma Caritas* ? Je le crus quelques heures, car je sus tout de suite que le gouvernement, en conseil de cabinet, s'était enquis de la date de mon arrivée. Je soulevai donc la question du traitement des insurgés faits prisonniers, dès le premier jour, au cours de mes visites de présentation à la Croix-Rouge slovaque, ainsi qu'auprès des ministres de la guerre, de l'intérieur, des affaires étrangères, enfin chez le président du Conseil.

Le gouvernement accordera-t-il le statut de belligérant aux insurgés, qui d'ailleurs continuent la lutte dans la forêt, entre la neige qui descend des montagnes et la S.S. qui monte du Danube ?

S'il le fait, les insurgés captifs se trouveront par là même au bénéfice de la convention internationale de 1929 protégeant les prisonniers de guerre. Une puissance protectrice pourra bientôt intervenir en leur faveur, et le C.I.C.R. sera plus à l'aise pour agir. Il est vrai que la convention dit seulement que le Comité international offrira aux belligérants de constituer pour eux une agence de renseignements sur les soldats disparus de l'autre côté du front. Cette convention est dépourvue de sanctions, en dehors de l'action persuasive des agents de la puissance protectrice et de la crainte mutuelle des mesures de rétorsion : sanction qui frapperait des innocents pour venger d'autres innocents. Mais l'action persuasive de la puissance protectrice (c'est-à-dire du substitut de la représentation diplomatique et consulaire qui, en temps de paix, aurait protégé ses nationaux), déjà relativement efficace dans tous les cas où le belligérant qui détient les prisonniers a mis le doigt dans l'engrenage d'humanité de la convention, a été doublée par le Comité international qui, sans compétence, a envoyé ses délégués dans les camps. Sans compétence ? En effet, aucun article d'aucune convention ratifiée ne parle encore<sup>1</sup> de délégués ni de droit d'intervention du C.I.C.R. Un article, cependant, laisse la porte ouverte : « Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle

---

<sup>1</sup> En 1949, une grande conférence diplomatique réunie à Genève, donnant suite aux travaux juridiques du C.I.C.R. confirmés en 1948 par une conférence internationale de la Croix-Rouge, a adopté deux conventions principales qui, en faveur des prisonniers de guerre et des civils ennemis, donnent des compétences étendues au C.I.C.R., confirmant l'état de fait qu'il avait créé ces dernières années par ses initiatives. Mais, formellement, ces conventions ne seront en vigueur que lorsqu'elles auront été ratifiées par les Etats. Elles devront en outre être *appliquées* et respectées en cas de guerre internationale ou civile...

à l'activité humanitaire que le Comité international de la Croix-Rouge pourra déployer pour la protection des prisonniers de guerre, moyennant l'agrément des belligérants intéressés ». Ce qui signifie : si une convention donne certains droits au C.I.C.R., il n'en faut pas conclure qu'il ne peut rien faire de plus ou d'autre par sa propre initiative.

Mais l'action du C.I.C.R. dépendait alors et dépend encore « de l'agrément des belligérants intéressés ». Cependant, il a le droit de prendre des initiatives, de tenter sa chance, ou plutôt de tenter la chance des victimes.

Ce droit d'initiative, le C.I.C.R. s'est efforcé de lui donner une portée toujours plus large, en faisant valoir auprès d'un belligérant les compétences supplémentaires qui lui avaient été reconnues par tel Etat ennemi en faveur des prisonniers de guerre ressortissant dudit belligérant. Au surplus, le Comité de Genève n'entendait pas et ne pouvait pas limiter ses initiatives aux seuls prisonniers de guerre ou à leurs familles sans nouvelles. Les civils ennemis n'étaient au bénéfice d'aucune convention, mais ils avaient besoin d'une protection. Les populations occupées, même si les vieilles conventions humanitaires de La Haye leur étaient appliquées, devaient être assistées. Et les partisans, tout aussi dépourvus en droit international, ne pouvaient guère avoir que lui comme protecteur.

Ce droit d'initiative est au fond un devoir. Mais ce dernier, il faut l'accomplir avec discernement et notamment ne pas mettre en jeu, dans une entreprise vaine, le crédit du Comité que chaque échec risque de diminuer aux yeux des violents.

Cependant, la Croix-Rouge peut et doit demander, et redemander si on lui dit non. S'efforcer, lorsque le droit positif est muet et la justice bafouée, de créer un droit

nouveau ou, silencieusement, d'ouvrir la voie à la simple charité.

En tout cas, les conventions protègent les prisonniers de guerre proprement dits, c'est-à-dire les soldats pris aux armées régulières d'un gouvernement dont on reconnaît l'existence juridique et avec lequel on est en état de guerre reconnue.

Or, dans la confusion européenne de la deuxième guerre mondiale, l'occupation totale de plusieurs pays dont les gouvernements sont partis en terre étrangère, la conclusion d'armistices critiqués par une large part de la population vaincue, le renversement des alliances poussèrent les patriotes à constituer des maquis un peu partout. L'occupant considérait les maquisards et contraignait le gouvernement fantôme à les considérer comme des francs-tireurs, des « bandits », selon l'expression à la mode dans les chancelleries de l'Axe, des gens sans foi ni loi et pour qui ne valait aucune loi. Même pas la loi de l'humanité. Le pouvoir menait contre eux non pas une lutte, mais une répression qui frappait les partisans, leurs familles et leurs villages.

En Serbie, on donnait la chasse aux jeunes enfants des partisans combattant à la montagne et, dans beaucoup de cas, on a recouru aux représailles à l'aveuglette, comme dans ce bourg où l'on a massacré tous les enfants du collège.

En Slovaquie, la S.S. triomphant des révolutionnaires rasa des villages, exécuta des prisonniers et viola des femmes de tout âge, telle cette fillette de dix ans amenée ensuite à Bratislava pour y être soignée d'une syphilis, clandestinement car son martyre rendait ses parents suspects. Un combat terminé, les partisans prisonniers n'étaient que des criminels détenus, qui pouvaient se féliciter d'être encore vivants.

D'ailleurs, quelques mois plus tard, les mêmes partisans, libérés du camp d'Allemagne ou redescendus victorieux de la montagne, n'en useraient-ils pas de même façon à l'égard des anciens gouvernementaux ? Dans combien de pays la libération, par une explosion compréhensible des passions, n'a-t-elle pas été souillée de massacres aveugles, de saisies servant à l'enrichissement personnel, de viols et de tortures ?

Dans les deux cas, tour à tour, les délégués du Comité international ont demandé que les captifs soient traités selon l'esprit des conventions. Et dans les deux cas le pouvoir a invoqué contre une telle requête, de façon bien trop sincère souvent, les crimes des prisonniers, l'horreur de leur mouvement insurrectionnel ou de leur éphémère régime de gouvernement, l'inexistence juridique, surtout, de leurs autorités. En France contre les F.F.I., en Yougoslavie contre l'armée de libération yougoslave, en Italie contre la résistance, en Pologne contre les partisans de la forêt, en Grèce contre les dissidents, et aussi en Slovaquie.

1944 fut la grande année des maquis et des révolutions à l'arrière des lignes allemandes. La Croix-Rouge *devait* aller au delà des conventions formelles : le Comité international de la Croix-Rouge, dans un mémoire du mois d'août 1944 adressé à tous les Etats en guerre, proclama que tous les combattants avaient droit à la protection due aux blessés et aux prisonniers, en dehors de toute controverse quant à la légalité de l'autorité dont ils se réclamaient, en tant qu'ils combattaient ouvertement et loyalement. La plupart des gouvernements, dont celui de l'Allemagne, avaient répondu à ce mémoire dans un esprit positif, mais qu'en serait-il en pratique ? En France, les Allemands ayant fusillé quatre-

vingts résistants tirés de la prison de Montluc, quatre-vingts soldats allemands sont exécutés en Savoie ; *ensuite*, cela devait aller mieux, de part et d'autre. En Yougoslavie, malgré l'insistance du Comité international et de ses délégués à Zagreb et à Belgrade, cela ne marcha bien ni d'un côté ni de l'autre, ni avant, ni après la libération.

En Slovaquie, avant l'arrivée du délégué, les jeux étaient faits et perdus pour les révolutionnaires. Le gouvernement, en septembre, avait répondu à ce mémoire du Comité en indiquant qu'il était prêt à appliquer aux partisans, non la Convention de 1929 sur les prisonniers de guerre, mais la convention de La Haye de 1907, bien plus commode et vague, et à condition encore que les partisans aient démontré leur loyauté de combattants en ne portant pas d'uniforme slovaque. Or le gros des révoltés était constitué par des régiments et surtout des officiers slovaques. S'ils gardaient leur uniforme en en changeant les insignes, ils passeraient en cour martiale. S'ils jetaient leur uniforme et combattaient en civil, ils seraient considérés comme des déserteurs et des bandits.

Bratislava pavoisée fêtait d'ailleurs leur écrasement.

Quelle Bratislava ? Pas celle des Slovaques qui, vingt-cinq ans plus tôt, avaient bravé les Hongrois et pleuré le général Stefanik, tombé du ciel en rejoignant la patrie ; ceux d'entre ces Slovaques qui n'avaient pas pris le maquis, avaient des frères ou des cousins morts dans la révolte, internés en Allemagne ou terrés à la montagne ou en ville même.

Pas la Bratislava des Vieux-Pressbourgeois non plus, de l'ancienne souche allemande ou hongroise qui avait fondé la ville et se tenait à l'écart des parvenus de Berlin ou de Budapest.

Pas davantage la Bratislava du petit palais du gouvernement, dont la moitié des occupants avaient pris le maquis en juillet et dont le reste savaient désormais qu'ils étaient livrés à l'Allemagne, ou plutôt à l'E.M. de l'armée allemande et à la S.S.

NE PERDEZ PAS LEUR TRACE ! Ce gouvernement, désormais de façade, contraint de continuer à régner sans plus gouverner, accepterait-il mes arguments ?

Il était urgent d'intervenir. Les prisonniers partaient par milliers pour l'Allemagne. Le chef des insurgés avait été pris avec son E.M. et les missions clandestines alliées.

— Nous agissons dans la coulisse — me fit-on dire dès mon arrivée — pour les faire ravitailler, ne pas laisser perdre leur trace. Mgr Tiso, même s'il le veut, n'osera ni ne pourra les faire libérer ; mais il ne voudra pas les exécuter non plus. Il faut gagner du temps, obtenir qu'on ne les tue ni qu'ils ne meurent de privations avant la victoire des Alliés. La Croix-Rouge est puissante, les Allemands la craignent. Elle fait tant pour les prisonniers américains. Elle peut donc, sinon libérer nos gens, du moins les protéger dans leur captivité.

Mes premières visites devraient être protocolaires, mais tant pis, personne n'a le temps : on fera les politesses et le travail tout à la fois. Heureusement, j'ai tout de suite un allié : Tatjana M., la directrice du service étranger de la Croix-Rouge slovaque ; grâce à son esprit de décision et à l'appui du consul général de Suisse (celui même qui, transféré à Washington, portera quelques mois plus tard au Département d'Etat la première offre de capitulation

japonaise), je suis reçu par les ministres compétents et par le président du Conseil.

— Le Comité international, composé de citoyens suisses dont le pays est miraculeusement protégé, comprend cependant l'amertume des belligérants et les sentiments qui doivent animer aussi votre gouvernement. Mais il s'agit de vos compatriotes, du sang de votre peuple que vous-mêmes dites menacé. Et n'y a-t-il pas des signes des temps ? La situation ne peut-elle se renverser et ne désirerez-vous pas peut-être, sous peu, avoir fait un geste qui imposera une obligation semblable à vos ennemis ? (Attention, va-t-il officiellement s'indigner ? Non, il a confiance, pas au point de se confier à ce visiteur étranger, mais assez pour ne pas jouer la comédie de la victoire certaine.) Si vous les reconnaissez comme belligérants, eux devront en faire de même. Si vous avez besoin d'un intermédiaire, non pour les questions de politique nationale mais pour le travail humanitaire pratique, je prendrai le risque d'un voyage à la montagne pour négocier un bon traitement réciproque des blessés, des civils, des prisonniers, apporter des médicaments et des lettres, soumises bien entendu à votre censure.

La réponse est partout la même : les chefs sont des bandits, des communistes, des juifs, des Tchèques, bref, les pires ennemis de la race slovaque. Cependant, les troupes ont simplement été détournées de leur devoir par de plus grands responsables et l'on fera preuve de mansuétude à leur égard.

— Notre grand protecteur nous l'a promis et nous devons comprendre que, pour assurer ses arrières, il emmène les insurgés et les régiments douteux en Allemagne pour les trier. Les bons éléments reviendront.

Quant à les reconnaître comme des prisonniers de guerre, devait-on m'expliquer encore, cela équivaudrait à les reconnaître comme belligérants.

— Je ne sais pas, Monsieur le ministre, je suis aussi un peu juriste dans mon pays, mais ici et en guerre, faut-il être aussi précis ? Peut-être pas des belligérants, noir sur blanc, mais simplement des combattants qui, tombés à terre, ont droit à un traitement physique et moral humain ou, si vous les estimez coupables d'un crime de droit commun, à un jugement individuel de la part de leurs juges naturels, c'est-à-dire nationaux... Vous dites que les égarés seront pardonnés et vous me rappelez la mansuétude séculaire du peuple slovaque. La lutte maintenant déclenchée, et qui menace de continuer à la montagne tant que le conflit général ne sera pas vidé, ne s'en trouverait-elle pas adoucie, à l'avantage de ce peuple slovaque tout entier ? On peut toujours dire non au C.I.C.R. qui n'en publiera rien, du moins tant que la guerre durera, mais voudrez-vous vraiment dire non vous-même, prendre la charge de ce « non », alors que votre raison et votre cœur, me semble-t-il, disent oui ?

— Nous ne pouvons vous dire oui, car ils ont fait trop de mal, à nous et à nos protecteurs allemands. Les insurgés croiraient que nous les craignons et Berlin penserait que nous pactisons avec eux. Déjà l'Allemagne hésite à nous rendre les soldats qu'elle a internés à l'arrière alors qu'ils n'avaient pas participé au putsch.

Mon interlocuteur est pris lui-même depuis longtemps dans le filet chaque jour plus étroit de la soumission, de la collaboration. Il y perdra la vie, maintenant s'il se révolte, à la libération s'il ne se révolte pas. Où est le plus grand danger ? Dans la révolte maintenant.

— Je ne peux rien moi-même, me dit le lendemain un haut fonctionnaire avec qui j'avais repris le problème, mais je ferai un mémoire pour le Conseil des ministres. Je transmettrai.

— Dans un esprit positif ?

— Oui, oui, dans un esprit sympathique.

— Officieusement, de vous à moi, pourrais-je avoir copie de ce mémoire ?

— Je ne sais. Oui, cela pourrait avoir un certain intérêt plus tard. Je ne sais... Non, je ne pense pas. Mais je ferai ce mémoire, sûrement, sachez-le.

— Alors, vous ne m'en voudrez pas de venir vous demander dans quelques jours quelle aura été la décision du Conseil des ministres.

Pour les grandes audiences, je suis accompagné de dirigeants de la Croix-Rouge slovaque et notamment de la directrice du service étranger dont j'ai déjà parlé, qui fait l'interprète si mon interlocuteur ne parle pas de langue occidentale. Pour les conversations de travail, je suis seul, mais je répète ensuite à ma traductrice, à l'intention de sa Société, mes principaux arguments.

Que puis-je attendre de la Société nationale de Croix-Rouge ? En fait, chaque société nationale d'un pays belligérant doit en premier lieu s'occuper de ses nationaux aux mains de l'ennemi. Dès la naissance de la Croix-Rouge, la société nationale a été conçue comme un auxiliaire volontaire de l'armée nationale. Parce qu'elle est de Croix-Rouge et que « nous sommes tous frères », elle a aussi pour devoir de secourir tous les blessés de l'un et l'autre camp restés sur le terrain. Agissant ainsi chacune de son côté du front, les sociétés nationales des pays ennemis tendent, de la pluralité de leurs œuvres particulières, à faire une somme de solidarité.

Cependant, l'exercice à travers le front de ces efforts nationaux n'est le plus souvent possible que grâce au C.I.C.R. Au C.I.C.R. qui sert de pont.

Mais les partisans de Slovaquie n'ont pas de société nationale de Croix-Rouge. Lorsque des partisans en ont eu une, comme en Yougoslavie, cette société n'a pas plus que l'armée rebelle été reconnue comme régulière par le gouvernement légal.

La Croix-Rouge gouvernementale peut-elle la remplacer ? Bien rarement. Jamais peut-être, car le pouvoir le lui interdit. Cependant, souvent — toujours — une partie au moins des dirigeants de la société gouvernementale mettent leur vie en jeu et, illégalement, secourent les rebelles tombés au pouvoir du gouvernement.

Au bout de peu de jours, je me demandais, pensant notamment à cette directrice du service étranger de la Croix-Rouge de Bratislava : De quel côté est-elle ? Dans les audiences, quand le délégué de Genève intercède avec toujours plus de force pour les insurgés puis pour les juifs, elle suit la discussion avec sympathie et semble tentée de dire quelque chose. Le mieux sera de lui faire un peu confiance, pas trop pour ne pas l'embarrasser. Soudain, elle sort de sa réserve. Elle s'est convaincue que l'envoyé de Genève est discret (sait-on jamais, il est venu tant d'agents de l'étranger, tant d'agents provocateurs parfois et ce Comité international, on ne le connaît guère, on n'en sait pas grand-chose. Il est vrai que le Comité est suisse mais son courrier est-il assez sûr et son délégué prudent ?) Elle me dit tout à coup, à propos de ma démarche en faveur des insurgés auprès de ce haut fonctionnaire :

— Il fera ce mémoire, car c'est un brave homme, presque

un des nôtres, je crois. Le gouvernement examinera ce mémoire, mais pour la forme, car il est trop tard pour défendre la Slovaquie contre Hitler. Le gouvernement doit être d'autant plus pur que sa loyauté a pu sérieusement être mise en doute. Il a déjà avalé tant de couleuvres : il doit au surplus laisser interner et maltraiter les insurgés, dont beaucoup trop sont de proches parents des gouvernementaux.

En effet, un général insurgé a été pour Tiso contre Prague, en 1939, ou a fait semblant, avant de passer à Londres puis de rejoindre le maquis en avion. Un autre général était haut officier à Bratislava ce printemps. Ils sont actuellement tous deux dans une prison de Bratislava, où l'on tente de les garder pour les préserver de la déportation. Mais les Allemands saisissent leurs proches, leurs amis, tout ce qui est suspect ou pourrait le devenir ! On « assure les arrières ».

Les trains de captifs brûlent les gares ou circulent de nuit ; ni la Croix-Rouge, ni les prêtres, ni les habitants des villages ne peuvent s'approcher pour les ravitailler. Bientôt, on me dira :

— Les Slovaques ne peuvent rien faire ; c'est auprès des Allemands qu'il faut agir.

Vais-je m'adresser aux Allemands ? Je ne suis pas accrédité auprès d'eux, officiellement ils ne sont pas là, le gouvernement slovaque se formalisera peut-être ? Tant pis, ne faisons pas de manières, allons-y. Non, n'y allons pas encore. Le gouvernement d'ici ne demande qu'une chose : être considéré comme incompetent. Mais l'un ou l'autre de ses membres songe à l'avenir et, tant que je ne m'adresserai pas ailleurs, je conserve une chance d'obtenir d'eux quelque chose. Et pensons à cet autre point encore plus important : à Bratislava au moins, un peu d'aide clandestine parvient

aux prisonniers. Présenter des demandes précises aux Allemands les rendra plus sévères ; préférons cette attente.

Que penserait le Comité international ? « Le Comité doit toujours agir ouvertement, m'a recommandé le Président Huber, ce sera votre force. Et si l'on vous refuse une autorisation en bonne et due forme, vous devez tout au moins obtenir que l'autorité légale tolère consciemment votre action. » Mais faut-il *agir* en tout cas, si d'autres personnes, par d'autres méthodes, obtiennent plus de résultats secourables ? Attendons quelques jours.

JUDA VERRECKE      Surtout qu'il y a encore plus urgent : le sort horrible des juifs.

A l'époque où le Comité international pouvait enfin envoyer quelqu'un dans ce territoire « en paix », la Gestapo et la S.S. se vouaient à l'extermination complète des juifs de Slovaquie.

Le régime monstrueux auquel le peuple allemand s'était livré chancelait ; son territoire se rétrécissait chaque jour ; les villes allemandes — dont Hitler avait prophétisé qu'on ne les reconnaîtrait plus tant elles deviendraient belles — ne montraient plus que des visages ravagés, gueules cassées ouvertes à la pluie et à l'épidémie ; on jetait dans les rangs de la Reichswehr et de la Waffen-S.S. les vieux, les alliés hésitants, les *volksdeutsche* ahuris d'exodes sans fin, les enfants même. Mais on réservait des milliers d'hommes à la chasse aux juifs.

Auparavant, en Slovaquie, vivaient une centaine de mille Israélites. Les Slovaques voyaient en eux, trop souvent avec raison, les anciens administrateurs des grands proprié-

taires hongrois ; dans les villages, plus intelligents que les paysans presque attachés à la glèbe, les juifs avaient été les boutiquiers-cabaretiers-prêteurs sur gages ; dans les bourgs, les artisans fournisseurs des jours de marché (et quel paysan ne pensera pas que l'homme de métier le vole ?) ou les avocats (et quel avocat ne perd parfois un procès tout en exigeant ses honoraires ?). A l'Est, ils étaient eux-mêmes paysans et, dans tout le pays, souvent propriétaires. La République de 1919 n'y avait rien changé sauf que, avec l'aide des juifs d'Amérique, les villages misérables de la Russie subcarpathique s'étaient un peu assainis et les artisans étaient devenus des industriels à Bratislava ou dans les villes de province. Masaryk, le glorieux fondateur de la République tchécoslovaque, les avait traités en citoyens pleinement égaux, ce qui veut dire que, délivrés des ostracismes et des pogromes, ils avaient pris une place proportionnée à leur intelligence, à leur acharnement au travail, profitant de la libre concurrence capitaliste avec les autres habitants du pays : donc une place prépondérante, qui les exposerait à la haine, haine impuissante tant que la République durerait.

Depuis que Titus avait dispersé leurs ancêtres dans l'Empire romain, les juifs avaient tôt appris que leur seule force, à côté de la foi des ancêtres, serait l'argent ; cet argent, périodiquement, leur permettrait d'acheter leur grâce chez les puissants du jour ; d'autre part, la rançon serait d'autant plus faible, d'autant moins douloureuse à payer que, plus riches, ils paraîtraient plus pauvres.

La haine parfois motivée et la défense toujours nécessaire contre cette haine, cela ne contribuait-il pas à expliquer la persistance des ghettos, l'amour des juifs pour le gain, leur prétendue arrogance ou leur servilité et la tiédeur de

leur patriotisme ? (Les non-juifs ont-ils des goûts et des travers bien différents ?) Presque partout, on leur avait refusé le droit d'acheter des terres : pouvaient-ils s'attacher à leur terre natale et oublier que leur royaume est fait de l'Ancien Testament et de l'or toujours neuf ? Et les *goïm*, plus faibles ou envieux, pouvaient-ils éviter de les haïr et tour à tour de les subir et de les massacrer ? O peuple élu des visitations de Jéhovah !

Et cette souplesse, qui les fait survivre au sein de la persécution !

Alors que Hitler triomphait en Europe et jetait, comme dans une nouvelle Carthage, des millions d'agneaux pascaux dans le ventre du Baal germanique, une partie d'entre eux n'avaient-ils pas réussi à se maintenir à demi en Slovaquie, au point que des juifs des pays voisins venaient se réfugier parmi eux ? Les collaborateurs de la dictature s'étaient installés sur les biens des juifs envoyés au « service du travail » dans le Reich, en administrateurs publics qui, comme les majordomes des rois de France, agissaient très vite en propriétaires, soucieux de légitimer leur pouvoir ou de prélever pour leurs gages les intérêts et le capital. Mais beaucoup de juifs, qui restaient en Slovaquie bien qu'internés, avaient trouvé pour administrer leurs biens des commissaires honnêtes, des amis qui promettaient de rendre le domaine ou l'entreprise, se chargeaient des meubles, de l'argent et des bijoux — et les restitueraient souvent à la libération. D'autres restaient sur place même, comme employés du commissaire, en fait comme maîtres si le commissaire était humain, comme esclaves dans l'autre cas, préservés dans leur vie et, tels les intendants serviles des nobles romains, à même de s'élever peu à peu. Quelques centaines, à haut

prix, ou en raison de leur vraie importance pour l'économie nationale, grâce encore à leur parenté, à de vrais amis puissants ou habiles, obtenaient des diplômes faisant foi de la protection du président de la République : nouveaux juifs du roi.

En outre, la douceur slovaque retenait constamment le bras du pouvoir, douceur faite de la joie de vivre d'un peuple prospère et simple, de sa vieille foi catholique soutenue par une Eglise dont les prélats frémissaient de voir l'un des leurs à la tête de l'Etat, du protestantisme humaniste des bourgeois slovaques, hongrois ou *volksdeutsche*, de l'esprit de justice des partisans clandestins d'une République tchécoslovaque ou d'une Slovaquie vraiment libre.

Même le régime dictatorial, pour une part, voulait honnêtement n'éliminer que la « prépondérance économique » des Israélites. Pour une autre part, il avait besoin de dépouiller les juifs afin de récompenser ses clients. Enfin Berlin, dans son vertige de pureté raciale, dans sa certitude messianique d'être l'instrument de la divinité, exigeait l'holocauste.

La composante de ces influences contradictoires s'était traduite par l'arrêt des déportations hors du pays, accepté provisoirement par l'hitlérisme à condition que le gouvernement slovaque s'assurât de la personne des Israélites survivants.

Une loi du 15 mai 1942 avait provoqué l'internement de milliers d'entre eux, mais en Slovaquie. J'entends encore un dirigeant de Bratislava me dire, d'un ton paternel (ô onction prétendument chrétienne qui fait détester la religion et Dieu même) :

— Les juifs, en Slovaquie, dans les camps de Sered, de Novaky, de Vihna vivaient heureux, dans le confort, au

bénéfice de multiples faveurs. Ils faisaient de brillantes affaires dans les manufactures des camps.

Le tartufe n'avait pas complètement tort. Ces camps présentaient en effet des conditions de logement et de nourriture passables et les internés y travaillaient selon un régime copié sur l'économie libre. Ils étaient défendus avec une certaine efficacité par leur communauté, l'Ustredna Zidov qui, en 1944, avait obtenu, acheté, l'arrêt de l'émigration forcée vers l'Allemagne.

QUI JOUE PERD      Qui racontera la vie et les œuvres de l'Ustredna Zidov de Bratislava ? Et de tous les comités des communautés juives moribondes de l'Europe allemande, entre 1933 et 1945 ? Et leurs luttes, moins tragiques mais d'autant plus mesquines, après 1945 ? Et qui fera la liste des reproches qui se sont accumulés contre ces comités dans le cœur des juifs qu'ils défendaient ? Ces comités juifs ont toujours joué perdant. Leurs membres le savaient et n'avaient pas le droit de crier quitte. Par une libéralité qui était une habileté de plus, les persécuteurs ont permis aux juifs de s'organiser, de nommer des porte-parole qui gèreraient leurs affaires communautaires. Dans cette gestion, on achetait des délais, un ralentissement de la persécution, au prix de sacrifices financiers chaque fois plus lourds, jusqu'à l'épuisement des réserves cachées, qui donnait le signal de l'anéantissement de la communauté. La chance pour laquelle on jouait, c'était que les Russes ou les Alliés arrivent avant que la Gestapo n'ait épuisé la mine d'or au point de se décider à y murer les esclaves.

En Slovaquie, au signal de la révolte (donné à une époque

de l'année où les conjurés avaient pu de façon plausible envoyer leurs familles à la montagne ou aux eaux), ces milliers d'internés juifs, les garnisons parties, ont quitté les camps. Beaucoup, tant était grande ou leur confiance ou leur apathie, sont rentrés chez eux, mais beaucoup aussi ont pris le maquis.

J'entends encore le chœur des commentaires qui m'accueillit lorsque je vins dans le pays :

— Les juifs — s'indigne le gouvernement de Bratislava — se sont retournés contre leurs protecteurs, contre nous qui nous étions compromis pour eux à Berlin. Pendant leur court triomphe, ils se sont conduits comme le font les juifs, volant et violant et leurs filles se vendant, les hommes ne faisant le coup de feu qu'en embuscade.

— Les juifs — disent d'autres Slovaques — se sont battus quelquefois, mais ils ont surtout peuplé les bars de Piestany et fait de la stratégie de café à Banska Bystrica, comme s'ils traînaient leurs semelles sur l'asphalte de la Vienne d'avant-guerre. Et leurs femmes, pour l'heure du corso, avaient par miracle les plus belles fourrures.

— Nos gens — me diront plus tard les israélites cachés — ont combattu avec leurs frères slovaques, surtout les jeunes, qui ne parlent pas d'autre langue et qui, nés avec la République, n'ont pas d'autre patrie. Des centaines sont morts, des femmes aussi, et d'autres centaines, hommes, femmes et enfants, ont été massacrés dans les villages repris par la S.S.

— Les juifs — concluent les Allemands — ont confirmé qu'ils sont les ennemis déclarés de la Slovaquie et du III<sup>e</sup> Reich. Les Slovaques sont trop faibles, ou trop combinards. Désormais nous allons assurer nos arrières.

La S.S. était sur place, accrochée aux Carpathes pour contenir l'avance russe au col de Dukla, que les patriotes avaient

tenu ouvert quelque temps en vain. Dans un mouvement semblable venaient de Budapest les grands spécialistes de la persécution anti-juive.

Pendant quelques jours, l'Ustredna Zidov crut encore pouvoir négocier. Elle fut invitée à dresser la liste de ses clients, pour les racheter d'avance. Les listes faites, certains acomptes versés, la S.S. abattit son couperet. S.S. et gardes Hlinka, à Bratislava surtout, raflèrent soudain tout ce qui avait l'air sémite dans l'ancien ghetto, les bureaux, les boutiques, les synagogues, les hôpitaux, les rues. Groupés dans leur ancienne centrale, torturés dans les caves pour leur arracher l'adresse de manquants, les pestilents étaient concentrés dans le camp de Sereď, puis enwagonnés pour le Reich. Ceux qui ont échappé se terrent.

L'arrivée dans de telles circonstances d'un délégué du Comité international devait éveiller chez les juifs un dernier espoir. Mais ce délégué venait trop tard pour remplir le rôle normal du C.I.C.R. : intermédiaire entre des victimes et leurs maîtres. Ceux-ci, Slovaques ultra-nationalistes et surtout Allemands, déclaraient en effet que le problème juif ne se posait plus. Tout au plus existerait-il encore pour la délégation du Comité en Allemagne, où les internés étaient transportés. Que cette dernière délégation n'eût en réalité pas le droit de s'occuper d'israélites ne pouvait tout de même pas justifier une « immixtion » du délégué à Bratislava...

Le C.I.C.R., à Bratislava ou à Berlin, pouvait-il faire quelque chose ? L'Etat national-socialiste vouait les israélites à un entier arbitraire, annonçant d'avance qu'il ne leur ferait jamais grâce. En 1933, on avait cru tout d'abord, et les juifs

les premiers, à des rodomontades, ou que la menace devait fournir, comme aux siècles passés, une base de marchandage pour une nouvelle « socialisation » des biens accumulés par les juifs, l'Etat remplaçant le prince bénéficiaire des spoliations antérieures. Qui comprenait, en 1933, que le parti nazi proclamait un évangile et que les torches du défilé triomphal de Hitler, en janvier 1933, allumeraient, attisées par l'incendie énigmatique du Reichstag, une sainte fureur, un feu de purification raciale dans le grand corps allemand, éclairant une immense et sincère croisade contre Israël corrompu et les races étrangères ?

Pour les Alliés occidentaux tombés dans les mains de Hitler, il y aurait, presque exactement respectée, la convention des pg<sup>1</sup> ; pour les prisonniers russes, la mort, si fréquente fût-elle, ne serait que l'accident frappant des bêtes de somme ; pour les ennemis politiques, l'univers concentrationnaire conserverait encore quelques lois ; pour les juifs, il y aurait les brimades, les spoliations, les arrestations brusques, les enwagonnements, les expériences scientifiques, les travaux jusqu'à l'épuisement, les exécutions de troupeaux nus devant les longues fosses déjà pleines de cadavres tressautant, l'euthanasie des chambres à gaz. Avec quelques fantaisies burlesques comme Theresienstadt, des camps de vente de chair humaine comme Bergen-Belsen, et parfois un oubli, telle cette synagogue dans une cave d'hôpital juif à Vienne, où j'ai vu encore une thora ouverte en mars 1945.

Et personne ne pourrait « s'immiscer ».

---

<sup>1</sup> Abréviation adoptée par la Croix-Rouge pour désigner les prisonniers de guerre.

Personne ne le voudrait, tout d'abord, même pas les grandes ambassades, pendant les années de l'*appeasement*<sup>1</sup>. Même pas les Eglises, soucieuses d'obtenir des *modus vivendi* ou des concordats. Longtemps on pourrait croire *presque* de bonne foi que les on-dit sur la persécution tant des juifs que des opposants politiques étaient exagérés, étaient de la « propagande d'atrocités » selon le mot de Gœbbels. Presque de bonne foi : il fallait bien collaborer avec Hitler, ou ne pas lui faire trop grise mine, lui qui « protégeait l'Europe contre le communisme ». Et ne pouvait-on pas espérer que Hitler, si on lui laissait assez de corde, finirait par y trébucher ?

En effet, il trébucherait, mais en 1945.

Néanmoins, dans la coulisse, beaucoup de cœurs généreux — et aussi beaucoup d'intérêts — agirent dès le début en Allemagne et hors du pays, permettant l'émigration de milliers de juifs. Le C.I.C.R., entré en action en septembre 1939 pour tant de victimes de cette nouvelle guerre, ne pouvait pas se désintéresser de ces autres victimes de la guerre intérieure. Mais, plus encore que pour les pg, les ennemis internés ou les partisans — ne disposant pas de cette monnaie d'échange que fournissent les concessions humanitaires de l'adversaire —, il dépendait entièrement de la *bonne volonté des persécuteurs*.

Tant que les armées allemandes furent victorieuses, il n'obtint rien en Allemagne même. Pour les prisonniers de guerre ou les internés civils, il transmettrait, de 1939 à 1945, quelque trente millions de messages ou de lettres et des

---

<sup>1</sup> Période, qui a duré de 1933 jusqu'après l'affaire de Munich en 1938, pendant laquelle les puissances ont pensé pouvoir « apaiser » Hitler par des concessions « raisonnables ».

marchandises pour plus de trois milliards de francs suisses. Mais, des centaines de milliers de lettres ou de paquets dont il assurait le transfert, rien n'irait de longtemps dans les camps de prisonniers politiques. Vers la fin de 1943, il put cependant envoyer des colis dans certains camps de concentration, à des juifs comme à des aryens. En 1944, un de ses délégués vit Theresienstadt, village à la Potemkine. Enfin, en mars 1945, Burckhardt, alors président du C.I.C.R., obtenait de Kaltenbrunner la permission d'envoyer des délégués dans les camps de concentration, même dans ceux des juifs.

Dans les pays alliés de l'Allemagne, les autorités, moins convaincues et plus exposées à la crainte de l'avenir, étaient en conséquence moins acharnées. Les missions allemandes étaient un peu plus souples que les états-majors de Berlin et elles marchandaient pour fermer les yeux à demi. Les concessions faites au Comité international étaient d'autant plus larges, sinon officiellement du moins en fait, que le gouvernement local était plus subtil, plus fort ou plus humain.

En Roumanie, en Hongrie longtemps, en Croatie, en Grèce, en France, le Comité international, le délégué du Comité international, fut ce « troisième combattant » que décrit Junod, sur le front non de la guerre mais de la rafle et du pogrome.

En Slovaquie aussi, il s'agissait en théorie de tirer de la position morale du C.I.C.R. et des velléités ou d'humanité ou de prudence des autorités le parti le meilleur en faveur des juifs.

Le Comité international ne pouvait pas, de façon utile, protester publiquement, mais son délégué pouvait exercer sur les autorités une pression morale.

Il pouvait le tenter, mais devait-il le faire ? Pourquoi pas ? Il n'était d'ailleurs pas entièrement seul. Le nonce, soutenu par Rome, marquait son indignation au prélat-dictateur et donnait des secours par l'intermédiaire des prêtres. Le consul général de Suisse, avec instructions et sans instructions, protestait, mettait en garde, invoquait de la façon la plus extensive les intérêts économiques de son pays et, avec son adjoint, protégeait beaucoup de traqués. L'Eglise catholique et l'Eglise protestante luttaien dans l'ombre et cachaient des enfants, des femmes, des médecins. La police slovaque avertissait les menacés. Des cachettes s'ouvraient.

Cependant la S.S. et la garde Hlinka continuaient leurs rafles et de nouveaux trains, la nuit, partaient pour le Reich, lestés de marchandises volées aux détenus.

AGIR AU GRAND JOUR ? Seul le délégué du Comité international pouvait agir sans crainte, au grand jour. Non pas publiquement, car les autorités allemandes auraient alors dû contraindre les organes slovaques à se raidir. Mais ouvertement.

Sur quelle base ? Sur le seul fondement du droit d'initiative humanitaire reconnu au C.I.C.R. !

Seule une attitude très nette, un bluff presque, pouvait avoir encore une petite chance de succès partiel. Je dois dire dès maintenant que le bluff ne réussit pas. Le déséquilibre était trop évident entre l'armée et la police allemande dont le silence même était terrifiant pour les autorités du petit Etat — et la protestation vigoureuse mais confidentielle du délégué de Genève. Pourquoi l'a-t-on même écouté, lui a-t-on donné des explications, des excuses, des

exposés de morale et de politique et une comédie de la compassion ? Comment se fait-il qu'aucun ministre ne lui ait coupé la parole et que, lorsqu'il invoquait avec indignation « le contraste insupportable entre l'arrivée du délégué du Comité international et les pogromes », on ne lui ait pas donné un visa de sortie ?

— Monsieur le ministre, votre pays est libre, vous avez lutté pour le rendre autonome en 1938 puis indépendant en 1939. Mais vos lois sont violées par la police de votre protecteur et par votre propre garde prétorienne. La doctrine chrétienne de votre Etat est bafouée. Or la situation sur le front peut évoluer de façon très dangereuse. Ne ferez-vous rien, ne tenterez-vous rien ? Direz-vous non au C.I.C.R., qui ne demande pas la liberté des juifs (pas plus que celle des partisans) mais qui vous exhorte à les garder (et aussi les révolutionnaires) dans le pays et à les protéger des sévices, de la famine, de la mort ?

— Nous ne pouvons rien. Le putsch, qui prétendait sauver la Slovaquie, l'a jetée dans l'impuissance. Nous voudrions au moins protéger nos soldats internés en Allemagne. Est-ce que, pour soutenir des criminels, nous allons compromettre notre amitié avec l'Allemagne, qui voit précisément dans l'attitude que nous prenons à l'égard des juifs la pierre de touche de notre loyauté ?

— Retenir les enfants ? me dit un autre ministre. Ce serait contraire au principe chrétien qui veut qu'on ne sépare pas les enfants de leurs parents.

— Mon bon monsieur, dit un troisième, tant qu'ils ont eu les mains libres, les Slovaques se sont très bien conduits à l'égard des juifs. Mais qui sauvera la Slovaquie du bolchévisme ? Est-ce l'Allemagne, ou le Vatican, ou peut-être

la Croix-Rouge ? Néanmoins, nous avons adressé une note verbale à la légation d'Allemagne pour demander le respect des lois slovaques. Dites-le, n'oubliez pas de le dire à Genève.

— Nous assistons impuissants, en spectateurs peïnés, à ces violences, soupire Mgr Tiso.

— Et votre garde Hlinka, Excellence ? Ne collabore-t-elle pas activement aux rafles ?

— Ce sont de faux gardistes. Nous sommes impuissants, les Allemands sont seuls compétents.

Il n'y a donc rien à espérer du côté du gouvernement. J'ai fait appel à tous les ministres, à de hauts fonctionnaires, des généraux, des policiers : ils sont tous navrés de leur impuissance (et c'est assez vrai même si, puissants, ils ne se seraient guère servis de leur pouvoir en faveur des juifs...). J'irai encore voir le ministre d'Allemagne, qui fera une harangue et détournera la tête ; un chef de la Gestapo, qui fera un cours de racisme.

— Pardonnez-moi, monsieur le Sturmbannführer, mais je n'arrive pas très bien à comprendre. C'est trop compliqué pour nous autres de la Croix-Rouge. Le Comité international pense plus simplement que vos arrières sont suffisamment garantis si les juifs mâles sont internés en Slovaquie et il croit que les femmes, les enfants, les vieillards ne sont en aucune manière dangereux.

Mais ce sont des visites de pure forme que je fais ainsi, qui donnent la matière de rapports pour un dossier d'archives. Il n'y a rien à obtenir de cette manière. Y a t-il même encore des juifs à Bratislava ? Peut-être le problème est-il résolu par le vide ? Il n'y aurait pas besoin de me débattre, de

heurter à ces portes verrouillées, à ces murs, d'entendre ces cris d'alarme ? Les hitlériens sont si sûrs, si énormément puissants. Seule la force des armées alliées, des armées russes ici, pourra délivrer les juifs, les partisans, les fugitifs, les cachés, les clandestins, le peuple tout entier.

QUE FAITES-VOUS      A quoi peut bien servir au fond une  
POUR LES NÔTRES ?    délégation du C.I.C.R. dans un pays  
pareil ?

— Je m'étonne, m'a-t-on déjà dit, que vous ayez une telle sollicitude pour les partisans, les juifs, les Russes peut-être, et aucune pour les Slovaques. N'éprouvez-vous d'intérêt que pour nos ennemis, et notre sucre, que vous achetez pour qu'à Genève on en fasse des paquets à l'intention d'autres ennemis de l'Axe ? Attention, me dît-on à la Croix-Rouge slovaque, on prétend que vous êtes communiste, ou agent de l'Intelligence Service. Prenez garde à vous.

— Ah bah ! Personne ne dit ni n'insinue que je devrais m'en aller. Qu'ils m'expulsent ! Mais au fond, pour des raisons diverses, tout le monde est content que je sois là et me démène, et que je sois témoin de l'impuissance innocente des autorités, meilleure excuse de tout ce qu'elles doivent « laisser faire ».

— Oui, mais ne pouvez-vous pas faire quelque chose aussi pour les victimes slovaques des événements ? Monsieur le délégué, me dit-on aux Affaires étrangères, vous vous intéressez tant aux partisans. Venez faire une tournée dans l'est. Vous y verrez la preuve des atrocités que nous leur reprochons et contre lesquelles nous vous demandons, en vain, de protester à Londres et à Moscou. Vous vous

apitoyez sur les juifs. Que pensez-vous des victimes des bombardements, tuées ou mutilées par des gens qui prétendent venir nous libérer, c'est-à-dire nous livrer à la dictature tchèque ? Vous réclamez un supplément de solde pour des prisonniers yougoslaves. Vous préoccupez-vous de savoir si une solde est versée aux soldats slovaques disparus sur le front de l'est ? Que faites-vous pour nous ?

Combien de fois ne devais-je pas, comme mes collègues les autres délégués, entendre ce reproche ? A Bratislava en 1944, à Prague en 1945 lors de l'expulsion des *volksdeutsche*, à Belgrade en 1946 à propos de démarches en faveur des pg allemands.

Chaque belligérant s'attend à recevoir quelque chose de la Croix-Rouge, plutôt que de devoir donner aux victimes pour lesquelles le C.I.C.R. plaide. Tout au moins chaque belligérant réclame un certain équilibre, une contre-partie pour ses ressortissants au pouvoir de l'ennemi. C'est lorsqu'il y a une espèce de compensation des gestes d'humanité que l'action du Comité international est le plus efficace. La peur des représailles retient le bras des tortionnaires : l'appât de la réciprocité fait accorder des faveurs. Normalement, prestation et contre-prestation humanitaires sont fournies par les pays en lutte, soit directement par l'instrument de leur Société de Croix-Rouge, soit par l'intermédiaire du C.I.C.R. Cependant, lorsque le C.I.C.R. s'adresse à un gouvernement dont les sujets *loyaux* ne sont qu'en petit nombre aux mains de l'ennemi, ou à un belligérant qui a ou croit avoir définitivement triomphé, on est tenté de refuser toute permission ou d'exiger du Comité même qu'il fournisse sur place une contre-partie.

Fournir directement une contre-partie n'est pourtant pas dans le rôle ni dans les possibilités du Comité international. Après la guerre, pour agir en faveur des vaincus, il s'efforcera d'apporter le sucre qui, en améliorant le sort des vainqueurs épuisés, fera aussi avaler la pilule de ses démarches en faveur de leurs ennemis récents, mais il n'acceptera pas que soit tenue de son action dans chaque pays une sorte de comptabilité par doit et avoir. Les délégués, dans chaque capitale, sont essentiellement les avocats des ennemis du pays : des Alliés à Berlin, des Allemands à Washington ou Londres, des vaincus chez le vainqueur, des persécutés chez le dictateur. Le vainqueur ou le dictateur, qui ont triomphé ou qui ont la panacée de tous les maux sociaux, auraient-ils au surplus besoin pour leur propre peuple de l'aide de la Croix-Rouge ? Les pays libérés, oui. Mais les dictateurs, si on leur offre pour leur population l'aide de la Croix-Rouge, leur orgueil et les slogans de leur propagande les empêchent le plus souvent d'agréer cette aide ; tel fut le cas de l'Allemagne et de ses alliés jusqu'en 1945.

Pourtant que de misère dans ces pays forts : Berlin invincible et écrasé par la R.A.F. De même, la Slovaquie, déchirée par la révolution, puis par l'évacuation des *volksdeutsche* de la Zips, puis par l'exode des Slovaques de l'est du pays, pillée enfin par son protecteur.

Le front recule ; les Russes apportent un régime dont il faut prévoir qu'au début il sera autant d'occupation que de libération. La Croix-Rouge nationale sera-t-elle prête ? Les hôpitaux auront-ils du matériel ? Les médecins resteront-ils sur place ? Evitera-t-on les évacuations forcées ? Telles sont, plutôt que d'apporter un ravitaillement supplémentaire qui ne pourrait venir que des ennemis officiels du

pays, les vraies questions dont le délégué du C.I.C.R. peut s'occuper en faveur de la population nationale.

La bataille de Budapest a commencé. Il ne reste peut-être que quelques jours pour préparer le passage paisible des services sociaux d'un régime à l'autre. A ce sujet, les conversations doivent se mener à demi-mot car il est impossible aux chefs des services sociaux de dire ouvertement qu'ils étudient l'hypothèse de la retraite des Allemands. Ceux-ci, d'ailleurs, se retranchent dans la région, font creuser des lignes successives de tranchées, amènent de la grosse artillerie qu'ils placent sur les collines couronnant la capitale. Leurs officiers sanitaires me répondent avec un mélange d'ironie et de rage quand je viens leur demander de biffer des éventuelles listes de recrutement forcé les médecins, les fonctionnaires de la santé publique, les pompiers.

— Volontiers, si les intéressés nous le demandent eux-mêmes. Mais croyez-vous vraiment que des médecins resteront ici, pour y subir les atrocités des Russes ? Ne savez-vous pas ce qui se passe à l'Est ? Les arrestations, les viols, les massacres ?

La propagande allemande anti-russe et la propagande tchécoslovaque, clandestinement ou à la radio, se combattent à coup d'affirmations. Qui croire ? Chacun se sent le cœur lourd, indécis, craintif, même s'il est innocent. Dans ce désarroi, ceux qui le peuvent tâchent de se faire des amis dans le corps diplomatique ou consulaire. Ils trouveraient aussi très enviable, étant donné qu'il est Suisse et porteur d'un de ces précieux passeports diplomatiques, que le délégué du C.I.C.R. habitât chez eux, se servît de leur auto, les prît comme secrétaires. Ils n'ont pas tous que des pensées mesquines, loin de là ; beaucoup offrent des moyens d'action, une

automobile, des contacts, des commentaires ; d'autres cachent ou ravitaillent des « Tchécoslovaques », des juifs, ou des prisonniers alliés évadés : pour faire la nique aux Allemands, pour acquérir des gages en vue de l'après-guerre, mais aussi par simple humanité, par l'effet de cette gentillesse slovaque qui conquiert le visiteur et qui ne manque pas de crânerie.

## LES BUNKERS

Les démarches officielles, qu'elles soient modérées ou vigoureuses, se montrent vaines.

Faut-il suivre les meilleurs des Slovaques dans la voie du travail pratique, c'est-à-dire clandestin ? Je revois la grande figure de Max Huber, là-bas à Genève, en sécurité physique mais exposé à tous les vents de la guerre, de l'intrigue, exposé à tant de tentations aussi : tentation de « réussir » en négligeant les principes ; tentation de ne rien faire « parce que les principes s'y opposent ».

— Le C.I.C.R. veut agir ouvertement, en toute loyauté à l'égard de tous les belligérants... La loyauté est de rigueur même envers les personnes et les institutions qui ne restent pas loyales.

La voie officielle ? Bon, encore une fois, pour tenter encore de sauver ce qui n'est pas tout à fait perdu.

La voie officielle devrait suffire, en Slovaquie comme ailleurs. Dans les cinq continents, les délégués du C.I.C.R. feront pendant cette guerre neuf mille visites dans des camps de pg ou d'internés civils. L'Agence centrale de Genève, grâce à l'aide quotidienne des intendances militaires et des sociétés nationales de Croix-Rouge, recevra les

listes de millions de captifs, les transmettra aux familles, dressera à Genève — pour la capture, la maladie, la guérison, le transfert d'un camp à l'autre, le décès, l'ensevelissement ou le rapatriement — plus de vingt-sept millions de fiches qui seront souvent le seul registre d'état civil de ces millions d'ennemis désarmés. Mais les collaborateurs du Comité international ne pourront, presque jusqu'à la fin du conflit, pas visiter de camps de concentration ni recueillir de nouvelles des prisonniers politiques ou des juifs.

Cependant, le Comité n'aura cessé d'insister pour ouvrir aussi la porte des camps de la Gestapo.

— Monsieur le ministre, le camp de Sered, où sont triés les juifs, est sur votre territoire. Le Comité vous rendra responsable de leur émigration forcée. Il s'attend à ce que vous marquiez pratiquement l'opinion que vous m'avez exprimée : que vous demandiez à vos alliés de respecter les lois slovaques. Je peux vous aider en servant de témoin de vos efforts et en allant visiter le camp de Sered, pour y voir les détenus et, tout au moins, en obtenir la liste. Ou devrai-je être témoin de votre refus de tenter de m'aider ?

— Nous vous comprenons très bien, me dira plus tard l'un des fonctionnaires, venu me parler en confiance dans le brouhaha protecteur de la Croix-Rouge slovaque ; nous pensons comme vous ; beaucoup d'entre nous sont au surplus « tchécoslovaques », en contact précaire avec Londres, mais nous devons jouer un jeu subtil, ne pas nous découvrir.

— Cher ami, je m'en étais un peu rendu compte et je suis navré de vous placer ainsi entre deux feux alors que je jouis moi-même d'une telle sécurité. Ne m'en veuillez pas trop. Que faire ?

— Vous devez agir comme vous le faites, même si la cause est perdue d'avance. Quand Bénès sera-t-il là et notre pays libre ?

— Monsieur le délégué, me répond-on officiellement... juifs toujours criminels en actes ou en intentions... femmes et enfants déportés mais en sécurité quant à leur vie... ennemis de l'Axe et partisans de l'oppression tchèque... cependant nous sommes humains, la Slovaquie est généreuse ; j'adresserai pour vous au commandement allemand une demande de visiter le camp de Sered. Nous ne pouvons rien faire de plus. Nous sommes dépossédés ; le maximum que nous puissions obtenir est de ne pas collaborer à la recherche des juifs, qui feront bien de rester cachés.

C'est aussi le conseil que je donne à ceux qui me parlent de juifs traqués : *restez cachés*, ne vous faites pas d'illusions sur mon crédit.

Dans les ministères, à la suite de mes instances, ils font des mémoires, pour la morale. Mais au fond, moi aussi, je fais des démarches, pour le beau geste.

Je ferais mieux de m'en aller. Le C.I.C.R. finira par sembler complice.

LE MANOIR            Il reste cependant encore une ombre  
DE MARIANKA        d'activité officielle possible : voir un camp  
                              de juifs américains, le camp des juifs des  
Affaires étrangères !

Encore des juifs, toujours les juifs, « si souples, si habiles, si filous » : au moment du putsch et de la réaction allemande, certains d'entre eux avaient invoqué une nationalité étrangère, une nationalité ennemie qui les mettrait au bénéfice

d'un statut d'interné civil. Les autorités slovaques, surtout les Affaires étrangères, décidées à n'y pas regarder de trop près, leur avaient accordé un confinement de protection, à Marianka dans la banlieue de Bratislava. Bien entendu, les autorités s'étaient attelées à la vérification de ces passeports ou actes de naissance nord ou sud-américains et, bien entendu aussi, les Affaires étrangères avaient l'intention de faire ce gros travail très lentement, les intéressés se trouvant protégés tant que les doutes n'étaient pas confirmés. Car, bien entendu encore, la plupart de ces papiers étaient faux. Tout le monde le savait, y compris la Gestapo qui, au milieu d'octobre 1944, avait soudain raflé cent soixante-et-un des cent soixante-quatre occupants du camp.

En automne, le C.I.C.R., à Genève, avait été averti de l'existence de ce camp. Je crois même qu'il avait reçu des avis officiels de la Croix-Rouge slovaque et des Affaires étrangères, car, au palais du gouvernement, on tenait beaucoup à ce camp, comme à tout ce qui pouvait s'appeler américain. Beaucoup de Slovaques avaient des parents en Amérique, plusieurs y avaient vécu ou y étaient nés et, emplis de nostalgie pour un pays de vie libre, ils conservaient un acte de naissance ou quelque autre papier qui leur permettrait soit de se réclamer de la qualité de ressortissant ennemi protégé à l'égard des Allemands, soit de la qualité d'allié à l'égard des occidentaux (si ceux-ci venaient si loin à l'est, ce qu'on espérait bien).

Or, voilà que la Gestapo, en liquidant le camp, avait enlevé un gage moral précieux aux demi-collaborationnistes, tout en bafouant les lois slovaques. Au fond, le camp n'existait plus, mais je tenais à aller tout de même sur les lieux. Il y restait d'ailleurs quelques internés et, après

avoir été au camp pour constater les effets de la rafle, je pourrais mieux entreprendre des démarches en faveur des victimes.

Novembre tiédit encore la campagne brune. L'auto des Affaires étrangères traverse quelques villages, de longues maisons basses, toutes simples de lignes mais peintes de couleurs vives et couvertes de tuile ou d'ardoise qui, parfois, est blanche. L'autre jour, de ma chambre, j'avais cru voir ainsi de la neige. Le but du voyage, Marianka, est un hameau dans un bosquet. A travers la brume qui descend, j'entrevois une immense église de pèlerinage et un vieux manoir rectangulaire. Un agent de la police secrète slovaque s'est joint à nous ; cela ne me plaît guère, mais il semble qu'il en ait le droit et il a l'air très pacifique, gêné même. (Je devais bientôt savoir pourquoi...)

Qui avait vécu dans ce manoir ? Le rez-de-chaussée semblait transformé depuis longtemps en une suite de hangars ; les deux étages étaient composés de chambres régulières desservies par de larges couloirs. Les escaliers et les corridors étaient encore décorés d'une profusion de bois de cerfs et les portes des chambres étaient de beau cerisier, poli par les soins autant que par l'âge.

Les murs sont patients, plus patients encore que le papier. Les propriétaires avaient été peut-être des Autrichiens, ou des Hongrois, ou des Tchèques. Bref, ils n'étaient plus là. Cet automne, cinquante familles juives avaient apporté au manoir du mobilier (le plus pauvre), des hardes, des casseroles, et s'y étaient creusé probablement des cachettes pour quelques dollars ou un permis d'immigration en Palestine. Un ou deux des confinés allaient à la ville, furtivement, entre les rafles, pour faire des achats, cacher quelqu'un ou

au contraire chercher un fugitif de la province. Ils se croyaient presque en sûreté, près de la grosse église et loin de la police. Je crois qu'ils n'étaient gardés que par leur prudence et n'allaient même guère au village. Quels vents d'espoir ou de panique ont dû souffler dans ces couloirs et faire claquer les portes sur les faces miteuses, ridicules et pitoyables des terribles ennemis du peuple germanique ! (Les vrais puissants ou les vrais riches, ou les grands rabbins de Bratislava, lieu séculaire de la culture israélite, ils étaient depuis longtemps enfuis ou gazés.)

Un jour, la panique a été justifiée et les portes ont claqué non plus sous le vent mais sous les coups de pieds des gardes-chiourme. Qui saura ce qui s'est passé ? La fuite vaine par l'escalier déjà cerné, les cris même de ceux qu'on ne battait pas (pas encore), les tentatives d'amitié des plus optimistes, le chef de file disant fièrement « nous sommes Américains, voyez nos papiers », les enfants éberlués, les pleurs grêles de ce bébé né au camp que sa mère devra porter jusqu'à la chambre à gaz, ces deux femmes cachées sous un lit que, en ricanant, les policiers ont tirées par leurs culottes roses, ces familles, muettes et méprisantes, sorties dans le couloir au premier appel. Peut-être n'y a-t-il rien eu de tout cela, sauf les coups de sifflet qui ont massé les internés dans le couloir :

— Vous avez cinq minutes pour prendre vos bagages et vos vivres.

Mais non, il y a eu tumulte, car les meubles sont brisés et, dans un couloir, Tatjana vient, des larmes de fureur aux yeux, de me montrer un amoncellement de documents et de passeports déchirés.

— Américains, vraiment ? Montrez ces papiers. Voilà ce

que j'en fais, cochons, de vos faux papiers de cochons d'Américains. Vous êtes des juifs, c'est tout.

Mais un autre S.S. aura dit :

— Bien, bien, vous êtes Américains. Venez dans le Reich et l'on vous échangeera contre des Allemands d'Amérique.

Les internés montés dans les camions, il a déchiré les documents, tandis que ses hommes brisaient encore quelques meubles.

Pourquoi avaient-ils laissé trois internés au manoir ? Si je me souviens bien, une vieille femme et ses fils, ses deux fils. Dans les débris, les trois avaient récupéré de quoi meubler une unique chambre où ils se terraient depuis lors. Nous les avions découverts, tout pâles, au bout d'un couloir. N'apercevant point d'uniformes puis remarquant mon brassard, le fils aîné avait éclaté en explications, en supplications. Que faire d'eux ?

L'agent des Affaires étrangères qui nous accompagnait confirmait que leurs papiers américains étaient authentiques : des Slovaques émigrés et naturalisés là-bas qui étaient revenus au pays, probablement aussi pauvres qu'avant, avec le père de famille maintenant mort. Dans mon petit fichier des clandestins de Bratislava, je retrouve leur carte : appelons-les la famille Weiss.

UNE PETITE

DÉMONSTRATION

Je faisais une tournée des autres chambres lorsque soudain un des Weiss m'appelle, tout défait : ils doivent partir immédiatement pour Bratislava ! Mon compagnon de la police slovaque a ordre de les conduire, le jour même, au centre allemand de rassemblement des juifs.

Silence. Le fonctionnaire des Affaires étrangères évite de me regarder tandis que Tatjana M. dit en slovaque des paroles que je ne comprends pas, mais qui sont indignées. Je commence à trembler, à rougir de colère. Les salauds. Cette visite est déjà une telle comédie : on promène Monsieur le délégué là où il n'y a plus rien à faire. Pardon, si : on a déporté trois millions de juifs sans qu'il ait eu l'occasion de le voir. On va lui *montrer* comment on en déporte trois. Il veut être un témoin ? Qu'il regarde.

— Monsieur le commissaire, je demande à voir votre ordre de mission... Il est oral ? Je ne veux pas discuter en présence des internés. Mes amis, retournez dans votre chambre et ne préparez rien. On ne vous emmènera pas ce soir. Soyez sans crainte.

Les trois partis :

— Vous imaginez-vous que je vais laisser s'exécuter cet ordre ? Vous avez la force, mais vous devrez en fin de compte m'arrêter moi aussi. Cela fera une jolie histoire, demain : L'innocente police nationale arrête des juifs à l'occasion d'une visite officielle du délégué du C.I.C.R. et viole l'immunité diplomatique de celui-ci. Je crois que même vos amis allemands ne seront pas ravis.

Conciliabule entre les deux hommes ; le fonctionnaire des Affaires étrangères m'annonce finalement que le policier attendra jusqu'au lendemain. J'emmène ce dernier avec moi, après avoir glissé aux Weiss le conseil d'aller se cacher en ville (ce que malheureusement ils ne pourront pas faire). Le lendemain matin, encore bouillant de colère, je vais protester aux Affaires étrangères.

— Vous avez interné ces gens vous-mêmes, pour les protéger autant que pour les empêcher de nuire (vous ne les

croyez d'ailleurs pas nuisibles) et, à l'occasion même de la visite du délégué du Comité international, vous les livreriez, volontairement, à une puissance tierce qui les maltraitera, les tuera presque sûrement ?

— Les Affaires étrangères n'y peuvent rien, c'est l'Intérieur.

— Ce distinguo ne me regarde pas ; d'ailleurs, votre ministre n'est-il pas président du Conseil ?

Le surlendemain, miracle, on m'annonce que les trois internés en question resteront à la disposition des autorités slovaques qui, afin de mieux les protéger, les transféreront en ville en un lieu où le délégué du Comité international pourra leur rendre visite périodiquement, pour s'assurer qu'on ne les a pas livrés.

Est-ce un premier succès ? Un résultat à noter, après une première semaine de séjour ? Le prestige du Comité aurait-il agi ? Est-ce le début du rétablissement de camps sous autorité slovaque et placés désormais sous contrôle du C.I.C.R., de camps que les Allemands ne liquideraient pas ?

Le soir de ce second samedi de Bratislava, je dîne avec le consul général de Suisse et le nonce apostolique. Eglise, Suisse, Croix-Rouge, trois combattants qui, trop indépendants et trop différents pour s'unir ni hélas toujours s'informer, ont lutté sur des positions parallèles non *contre* Hitler mais *pour* les victimes d'Hitler. Le consul et le nonce sont un peu sceptiques quand je parle du début d'un premier résultat, mais l'un et l'autre, le lundi, font une démarche verbale pour montrer qu'eux et leurs chefs lointains connaissent le cas.

Je me souviens maintenant, il n'y avait pas que les trois Weiss au manoir de Marianka. Dans une autre chambre,

le policier occupé ailleurs, nous avons encore trouvé une grosse vieille et cinq petits morveux en tuyaux d'orgue. D'authentiques petits Américano-Slovaques ramenés au pays par leurs parents ; le père avait été déporté et la mère tuée pendant la répression du putsch et ils étaient venus de la province (comment ?) avec leur grand-mère slovaque pour se mettre en sécurité à Marianka ! Ils y étaient arrivés le lendemain de la rafle.

Qu'en fera-t-on ? Ils ne figurent heureusement sur aucune liste. On pourra cacher au moins les enfants. Officiellement je ne dois rien savoir de ces recels d'enfants promis au massacre. Si au moins j'avais de l'argent. On ferait tant de choses avec de l'argent. Pourquoi la Croix-Rouge a-t-elle si peu d'argent ?

Enfin, peut-être que les trois Weiss, et la vieille femme et les cinq petits bonshommes, pourront rester à Bratislava, assez longtemps pour que les Allemands les oublient et que les Russes chassent tant la Wehrmacht que la Gestapo.

Bien plus : quelques jours après, du camp d'enwagonnement de Sered, on renvoie à Marianka quatre juifs authentiquement américains, avec leurs papiers et même un peu de leur argent. Je retourne à Marianka : Treize occupants, cela fait un vrai camp ! Du diable si je ne trouverai pas d'argent et si, peu à peu, je ne pourrai pas placer au manoir au moins ces gosses dont on me parle à voix basse à la Croix-Rouge slovaque, ces petits juifs cachés sous de faux noms. Pour aujourd'hui, je n'ai qu'un peu de sucreries pour les cinq moutards et ces vagues paroles d'un ami pas très influent pour les autres internés, qui se sont installés un peu plus au large et ont scié du bois pour chauffer leurs poêles, leurs casseroles ou leurs boîtes à conserves.

Est-ce un cauchemar ? A nouveau survient un homme en civil porteur d'un ordre, écrit cette fois, du *Chef der Einsatzgruppe H der Sicherheitspolizei und des S.D.*<sup>1</sup>. J'ai pu en prendre copie :

*Der Träger ist berechtigt in Pressburg und Pressburg-Land Juden festzunehmen und politisch verdächtige Personen zu überprüfen.*

C'est donc cela, voilà un de ces chasseurs de juifs et de partisans. Habillé comme toi et moi, l'air poliment navré comme tu l'aurais.

— Monsieur, vous n'avez pas le droit, ces gens sont sous la protection du gouvernement slovaque.

— Monsieur, quant à moi, j'ai l'ordre d'emmener ces gens à la centrale de Bratislava.

— Mais pour quelle destination ? Vous n'avez pas le droit.

— Je ne connais pas leur destination. Ils sont confiés à la protection allemande.

— Mais les lois slovaques... la Convention de Genève... Haussement d'épaules.

Les treize (les enfants pleurent vaguement, les adultes se taisent) sont déjà dans le couloir. Je leur répète à haute voix qu'ils doivent réclamer la protection du gouvernement slovaque, mais je sais bien que je les abandonne, que tout les abandonne. Aucun des treize n'est très important : ce ne sont que treize êtres humains, entrant dans l'abattoir de la guerre.

Le coup avait été monté : A Bratislava, quelques heures auparavant, le ministère de la défense nationale et la police

---

<sup>1</sup> S.D. = *Sicherheits-Dienst*.

nationale m'avaient fait savoir qu'ils étaient désormais incompétents. Aux Affaires étrangères, tout le monde se trouvait absent. J'ai su ensuite que, pour avoir la peau de ces treize juifs, tous les organes allemands de Slovaquie (S.S., légation, police) avaient mis leurs arguments et leurs menaces en commun, s'obstinant à avoir raison et à l'exposer dans des notes, alors que le front était à cent kilomètres, où les rédacteurs de ces notes auraient été plus utiles au Reich (mais moins à l'aise).

Encore un dernier espoir : si les Allemands déclarent que les juifs étrangers doivent servir à des échanges, peut-être Marti pourra-t-il, de Berlin, suivre leur trace. J'avertis Genève et le consul de Suisse en fait autant auprès de son gouvernement comme puissance protectrice.

OÙ EST 163 en octobre, 13 maintenant. 176  
LE BON SAMARITAIN ? êtres entrent dans l'engrenage concentrationnaire, sans que le délégué du C.I.C.R. puisse rien faire pour l'empêcher. Avec eux, des centaines d'autres, arrêtés en ville, des milliers d'autres, juifs ou slovaques, en province.

Et je dois me résigner à l'inaction, parce que la Croix-Rouge est désarmée devant la tyrannie ? Parce que le C.I.C.R., à chaque geste, dépend de l'agrément des gouvernements, des polices ?

Pourrai-je faire autre chose qui justifie une mission du Comité et profite à quelques victimes ? J'irai voir, dans une vallée, quelques pg yougoslaves qui vivent en complète liberté dans un village, partageant la misère des ouvriers journaliers, mais ne recevant comme gages que la solde

versée par la Croix-Rouge slovaque. — De même, je revois cet aviateur américain dont le visage a été brûlé quand il a sauté de l'avion et qu'un professeur d'ophtalmologie cache amoureusement au fond de son hôpital, pour faire une bonne action et jouer un tour aux Allemands. Mais ce sont, pour un homme de Croix-Rouge, d'aimables passe-temps, tandis que partisans et juifs ne reçoivent rien de moi.

L'arrivée d'un délégué du Comité international dans un pays, surtout lorsque la capitale est une petite ville, suscite les espoirs les plus étonnants et les plus embarrassants.

En réalité, le Comité international veut surtout agir sur les *autorités* pour en obtenir des concessions applicables à une pluralité de victimes ; lorsqu'il déploie une action pratique, il le fait en principe par l'instrument de la société locale de Croix-Rouge, ou à son défaut il recourt à quelque autre société charitable ou à la rigueur aux autorités sociales ou sanitaires. Mais les *victimes* ne l'entendent pas ainsi. Max Huber a donné à la Croix-Rouge le symbole du Bon Samaritain : de chaque délégué, le public en guerre attend des gestes pratiques de bon samaritain.

Heureux habitant de Samarie, il n'y avait qu'un blessé sur son chemin, les agresseurs avaient fui et ils n'étaient que des voleurs, non des Etats forts d'un droit de guerre et de police. Le samaritain moderne vit beaucoup plus confortablement que son antique modèle qui n'avait pas la protection d'un passeport suisse (sauf que ce passeport ne peut pas grand-chose aux bombes aériennes et aux mines routières), mais il ne suffit plus qu'il panse le voyageur : la victime n'a pas toujours le droit de recevoir le secours qu'on lui tend. Maintenant, le samaritain-délégué doit dépister les brigands, faire antichambre dans leur caverne et les supplier soit de

secourir eux-mêmes leur victime soit de laisser la Croix-Rouge lui porter aide. Or, en Slovaquie, la loi interdisait expressément à la Croix-Rouge nationale de se préoccuper des juifs ou des révolutionnaires ; le délégué du Comité international ne pourrait donc pas recourir à elle et il n'accomplirait que les choses qu'il ferait tout seul (et à condition d'avoir l'argent nécessaire).

Dans combien de pays opprimés le public ne fut-il pas profondément déçu d'une action aussi limitée ? Surtout lorsque la Croix-Rouge nationale est paralysée, on attribue au C.I.C.R. des pouvoirs sans borne. Huit jours n'étaient pas passés que je devais consacrer quotidiennement plusieurs heures à recevoir des suppliants, dont Tatjana me traduisait patiemment les récits. Cependant, si le public se faisait illusion quant aux ressources et à l'influence du délégué, il ne se trompait pas quant à l'essence de sa mission : protéger l'individu contre les abus du pouvoir ennemi. Je n'ai guère reçu d'appels de simples pauvres, qui s'adressaient plutôt à la Croix-Rouge locale ou aux Eglises. Mais dès le début j'ai perçu des centaines de signaux d'alarme venant de familles de partisans, de juifs cachés, de gens de gauche terrés dans les caves, et aussi des offres d'aide de la part de ces mêmes milieux.

Mais pour répondre aux appels et accueillir les aides, il fallait me résoudre à « travailler » dans la clandestinité et cela posait un double problème : Un délégué du C.I.C.R. peut-il agir en cachette, en se contentant d'une tolérance ? Son action sera-t-elle du moins efficace ?

« Un délégué du C.I.C.R. doit agir ouvertement, avec une égale loyauté à l'égard des deux camps. » C'est une question d'éthique et c'est dans l'intérêt de l'œuvre, car la

Croix-Rouge, plus encore que tout autre mouvement spirituel, dépend dans son action de la bonne volonté des pouvoirs établis. Ces pouvoirs sont particulièrement ombrageux en temps de guerre. C'est déjà beaucoup qu'ils permettent l'entrée et la sortie de délégués, de leur courrier aussi. C'est un privilège qu'ils n'accordent au surplus et à contre-cœur qu'au personnel diplomatique réduit des neutres (peut-être pour assurer un secret semblable à leurs services de renseignements) et à quelques hommes d'Eglise. Les diplomates neutres ne défendent que leurs intérêts nationaux, d'ailleurs soumis à des restrictions; s'ils parlent au nom de l'ennemi ou de l'humanité en qualité de puissance protectrice, c'est selon une procédure très stricte et dans les limites de conventions étroites. Les hommes d'Eglise pourraient être plus gênants, mais ils sont peu nombreux et prudents par vocation, retenus qu'ils sont par les passions politiques contradictoires de leurs coreligionnaires des deux côtés du front. Il y a en outre des espions qui voyagent, et des contre-espions, selon un système curieux de réciproque tolérance brusquement interrompue par des coups de force.

Les délégués du Comité international sont un peu diplomates et un peu hommes d'Eglise, les agents d'une foi; ils doivent veiller à ne pas prendre l'apparence d'espions, même pour la cause de l'humanité. Ils ne doivent pas mettre en discussion la guerre ni ses méthodes. Ils ne peuvent en aucune manière être porteurs de messages de paix, même si une telle commission devait être mille fois plus efficace que leurs secours. Ils peuvent réparer, ils ne doivent pas prévenir, car ce serait œuvre politique sujette à controverse. (En 1948, le glorieux comte Bernadotte, en Palestine, a payé de sa vie cette noble confusion entre le samaritain

et le pacificateur.) Au surplus, dans ce rafistolage des haillons de la guerre, ils doivent agir au vu et au su des autorités : ne pas visiter de camp sans permission du pouvoir central, ne pas transmettre de liste sinon officielle, ne pas transporter de lettres de prisonniers ou de civils sinon censurées, ne pas apporter de marchandises sinon admises. En revanche, ils peuvent travailler à élargir les permissions, à accélérer la confection des listes, à atténuer les exigences de la censure, à ouvrir les voies pour les marchandises. Entr'ouvrir des portes, y mettre le pied, pour que la charité puisse passer, mais *avec la permission et à la connaissance de l'ennemi du secours.*

LE CRI DES VICTIMES    Mais si l'ennemi ne permet rien, dit non à tout ? Si le délégué entend les appels des victimes, à demi étouffés par les grilles des camps, et qu'on lui refuse l'entrée des cages ? Peut-il rester inactif, se taire ?

Si on lui permet d'aider une catégorie (les prisonniers occidentaux) mais pas d'autres (les prisonniers russes, les politiques, les juifs, les partisans), doit-il se consacrer au travail autorisé et faire comme si les autres captifs n'existaient pas ?

C'est le problème qui s'est posé au C.I.C.R. en Allemagne. Le Comité a choisi de poursuivre en premier lieu l'œuvre possible, possible à lui seul, et dont ont profité cinq millions d'occidentaux et aussi de Polonais et de Yougoslaves, de Grecs. Tout en continuant à demander des concessions supplémentaires (et à en obtenir pour de nouvelles catégories de Polonais, de Yougoslaves, en partie), il a dû laisser passer au second plan les tâches interdites.

Mais, dans plusieurs pays du sud-est, le secteur autorisé était très étroit, et très large le secteur interdit. En Slovaquie, il n'y avait que des bribes de travail permis, alors que, du domaine interdit, venaient les appels déchirants des victimes les plus misérables de la guerre civile ou de la politique raciale.

Le délégué du C.I.C.R. peut-il faire le sourd ? Non, il doit « aller de l'avant », accomplir ce qui est nécessaire, tenter ce qu'il est nécessaire de tenter.

Quel est le nécessaire ? (En dehors de l'impossible, qui serait de stopper les arrestations, ou du moins de placer les internés — au minimum les femmes et les enfants — dans des camps officiels, convenables, visitables.)

Le nécessaire serait de distribuer des habits et des vivres aux persécutés. Le Comité, à Genève, obtiendrait de l'argent et même des marchandises. Mais les marchandises ne passeraient pas de Suisse en Slovaquie : il faudrait la permission des Allemands pour le transit, des Allemands et des Slovaques pour la distribution. Or les partisans sont hors la loi et les juifs censés ne plus exister !

Distribuer de l'argent, ce serait plus facile. Pourrait-on obtenir une tolérance, sinon une permission, des autorités monétaires locales ? Oui, cela va, on ne me donne rien par écrit, mais il y a assez de patriotes à la banque nationale et l'on me fait comprendre que la banque laissera faire, car le souci d'humanité passe avant le contrôle des devises ; d'ailleurs, les sommes resteront si modestes.

La D.A.S. pourra-t-elle me procurer des secours ? La D.A.S., c'est la Division d'Assistance Spéciale du C.I.C.R., à Genève, dirigée par un homme de cœur et d'initiative, Schwarzenberg, qui a accepté la charge la plus ingrate du

Comité : trouver et transmettre des secours pour les victimes les plus déshéritées, les politiques et les juifs des camps de concentration et les populations juives du sud-est de l'Europe. La difficulté pour Genève reste double, même lorsqu'il ne s'agit que de transmettre de l'argent : éliminer parmi les dons ceux qui seraient l'expression d'une activité politique et obtenir le droit de transférer et de distribuer les autres dons.

Pour les camps de concentration, on connaît la guerre d'usure que le Comité, avec Huber et Burckhardt, a menée contre Himmler. Pour les populations du sud-est, il s'agissait de tirer le meilleur parti de tolérances très restreintes, arrachées officieusement ou simplement obtenues de fait des gouvernements locaux, alliés réticents de Hitler.

Tout d'abord, le « travail » put être fait sur place par les communautés israélites, qui étaient en contact direct, plus ou moins aisé, avec les donateurs de l'étranger, surtout l'American Joint Distribution Committee, le « Joint ». Mais en 1944-1945, la persécution atteignit son paroxysme et presque partout les gouvernements balkaniques, en perdant le reste de leur autonomie, devinrent ultra-racistes. Le C.I.C.R. dut alors remplacer ou renforcer tout le réseau péniblement maintenu par les israélites (en même temps que décuplaient les envois à destination des pg et ceux de la « commission mixte » à destination des populations civiles). La Croix-Rouge de Genève devenait le seul recours, elle si faible, tout juste tolérée en l'absence d'une convention internationale, mais tolérée tout de même en Roumanie, en Hongrie, en Croatie, en Serbie.

En Slovaquie, de l'argent pourra-t-il aussi parvenir de Suisse au délégué ?

Non. Echec. Il y a de l'argent à Genève, mais les négociations de vente ne peuvent pas se faire par télégramme et aucun courrier diplomatique n'accepte de transmettre des billets de banque. Il faudrait trouver des intermédiaires privés, dans lesquels le donateur ait confiance. Le Joint avait indiqué des hommes de confiance, mais ils sont cachés ou disparus.

Ne pourrai-je rien faire, même en admettant de substituer aux voies officielles les chemins de la tolérance ? L'argent est en Amérique. il parvient en Suisse grâce au War Refugee Board et à la Banque nationale suisse, puis il ne peut plus passer. Et sur place, il n'y a plus de communauté locale pour le changer et le distribuer.

Il faut reconstituer cette communauté locale.

Peu de temps après mon arrivée, entre deux des entrevues indispensables et vaines, j'ai été, le cœur battant un peu plus fort, dans une arrière-boutique d'une des vieilles rues, où un contact, selon les informations de Suisse, pouvait être établi. Serait-ce un piège, qui fournirait le prétexte à mon expulsion ? Allais-je au contraire, si j'étais suivi, fournir une piste à la police ? Ni l'un ni l'autre : le chrétien qui doit servir d'intermédiaire, demi-philanthrope et demi-mercanti, est bien là, au milieu de tout un bazar de marchandises. Mais la filière est interrompue : les hommes de confiance reconnus par le Joint ont été arrêtés ces derniers jours.

WAREN GEGEN  
MENSCHEN

Parmi ces correspondants, le plus courageux, le plus menacé aussi était une femme, qui mériterait d'avoir sa légende : Gisy Fleischmann. Je ne l'ai jamais vue ; je l'imagine grande,

maigre, fiévreuse. Consciente du martyre inévitable, elle a dû, avec la direction de la Centrale juive de Bratislava, prendre sur ses épaules l'odieux des négociations avec les autorités slovaques et la Gestapo. Au milieu du dernier pogrome, elle a cru un instant réussir : obtenir contre de l'argent et des marchandises précieuses l'arrêt des déportations.

— Dressez-nous la liste des membres de votre communauté qui se trouvent encore dans le pays. Payez-nous un premier acompte. Donnant, donnant : des marchandises contre des êtres humains — *Waren gegen Menschen*.

Plusieurs fois dans le passé, aux Balkans et en Allemagne même, la S.S., pour s'équiper, a lâché quelques milliers de victimes, dont beaucoup ont pu même passer ouvertement en Suisse ou en Suède. L'Occident a également consenti à ce marché, tolérant un renforcement du potentiel de guerre nazi pour sauver quelques vies humaines. Cette fois, en automne 1944, à Bratislava, la S.S. a pris les listes (probablement fausses...), accepté l'acompte de marchandises, puis a saisi brusquement les juifs imprudents, le comité de la centrale, ses fichiers. Gisy Fleischmann aurait pu fuir, car on l'avait avertie. Elle est restée et, de Sereď, par le wagon à bestiaux, elle est entrée la tête haute dans la chambre à gaz d'Auschwitz.

Cependant, le coup de filet de la Gestapo n'a pas entièrement réussi : sur l'avertissement de fonctionnaires slovaques et même allemands, plusieurs membres de la centrale s'étaient trouvés absents.

L'un d'entre eux fut accusé d'un grave délit économique, qui permit son arrestation légale ; il était ainsi protégé dans sa vie, tant qu'on pourrait faire durer l'instruction. C'est l'une des ficelles les plus étranges qu'aient employées les traqués,

juifs ou membres de l'opposition, que le pouvoir local voulait sauver : s'accuser d'un délit et au besoin le commettre ; prétendre qu'on pourra donner beaucoup d'indications sur de prétendus complices et qu'on doit être longuement cuisiné, mis au secret, retenu plutôt que livré à l'occupant-protecteur.

Ceux-là ce sont les purs.

Il y a aussi les impurs, juifs ou « aryens », qui sauvent leur peau, leur liberté même en se jetant dans l'esclavage de l'agent double. Tel homme, telle femme qu'on s'étonne un peu de voir passer tranquillement dans la rue, que les clandestins évitent sans oser rompre nettement, et qui survit en dénonçant régulièrement des contingents de victimes.

Il y a aussi tel autre juif, qui ne dénonce personne, qui est innocent de toute félonie, qui sort tous les jours en pensant être pris ce matin ou ce soir. Et qui n'est pas pris, par hasard. Qui survivra, restera libre, pour tomber, à la libération du pays, sous les balles de ceux qui se sont crus vendus par lui. J'ai connu l'un d'eux, aux traits évidemment sémites, qui me rendait visite en plein jour et parlait comme un fou ou un christ, empalé en imagination, offert en sacrifice, protégé par l'invraisemblance même de son audace à demi consciente. Peut-être une faction de policiers l'a-t-elle cru protégé par une autre faction ; peut-être même l'était-il vraiment ou un chef trouvait-il drôle de le laisser courir, longtemps, et n'a pas pu le « cueillir » au dernier moment.

Certains persécuteurs se sont sentis comme des dieux antiques et ont laissé trotter quelques-unes de ces petites créatures du monde inférieur. Mais, le plus souvent, ils ont lancé leur foudre, exultant à l'odeur de la chair humaine et du cyanure.

OÙ EST SAMUEL, Combien de milliers de victimes pro-  
OÙ EST MARTHE ? pitiaires sont-elles tombées ? Grâce à  
des valises diplomatiques, le courrier  
vient encore assez vite de Genève et, dans chaque pli,  
l'Agence centrale de renseignements du C.I.C.R. demande, de  
la part de la famille ou d'amis, des nouvelles de disparus.

La Croix-Rouge slovaque n'a pas le droit de s'enquérir  
du sort de juifs. Elle le fera tout de même, sur mon papier  
à lettres et avec ma signature. Trouver au moins une trace,  
pour la suivre plus tard, quand le pays sera libéré. Bientôt  
des centaines de lettres partent ainsi, pour la province ou  
pour la ville. A la Société nationale, les préfets et les maires  
n'auraient pas daigné ou osé répondre. A un « diplomate »  
étranger, ils répondent souvent et la poste, qui aurait eu  
l'obligation d'interrompre un tel courrier entre Slovaques,  
me livre très vite les réponses.

— Où se trouvent en ce moment Samuel et Irma L.,  
ainsi que Emerich et Martha G. et leur petite nièce Eva ?

— Samuel et Irma L., Emerich et Martha G. et aussi la  
petite Eva ont quitté brusquement leur domicile le 15 octobre,  
répond le préfet, le maire, ou le curé ou même le postier.

Je ne peux pas demander : ont-ils fui ou ont-ils été pris ?  
Mais, parfois, quelques jours après, une autre lettre vient  
dans ma case :

— J'ai eu connaissance de votre demande de renseigne-  
ments. Dites à Genève que nous sommes cachés chez de  
braves gens. Nous avons encore un peu d'argent. Pouvez-  
vous nous aider ? L'Eglise, dans notre région, saurait où  
nous atteindre.

Ou bien :

— Ma femme a été prise le 12 octobre ; je suis dans la

région indiquée par le timbre postal. Quelqu'un viendra vous demander de l'argent pour moi. Donnez-le lui, je vous en supplie. Nous sommes à bout, le *bunker* coûte cher.

Ou bien, au mépris de toute prudence :

— Je suis à Nitra, au n° 12 de la rue Mikailska. Envoyez-moi mon certificat d'immigration en Palestine, qui est déposé à la Croix-Rouge de Bratislava.

Quelle illusion ! Ou est-ce un agent provocateur ? Dans quel intérêt ?

— Je suis l'instituteur de ... Je sais où se trouvent Stephan A. et sa famille. Dites à Genève que je m'occupe d'eux.

Ou encore un homme d'Eglise, qui me prie de venir lui rendre visite dans un monastère de la capitale et me dit :

— Nous savons que Julia G. vit. Le couvent des Ursulines de ... l'a accueillie. Ne lui écrivez pas mais dites-le à Genève.

Ou soudain un fonctionnaire, ou la directrice impavide du service étranger de la Croix-Rouge slovaque, qui m'indiquent :

— La petite Eva est chez des amis. Sa mère a été tuée pendant son interrogatoire à Sered.

Ou le silence.

Le silence.

Le silence.

Des centaines de lettres en retour avec la mention « Parti » ou « Ne peut pas être délivré ».

D'autres centaines de lettres qui ne reviennent pas, soit que le front ait passé par-dessus le lieu de leur destination, soit que les plis aient été jetés au panier.

Dans Bratislava, le plus rapide était d'enquêter sur place. A cause de la police qui aurait inquiété les enquêteurs slova-

ques, je vais moi-même à la dernière adresse. A la rue du Chapitre, dans les arrière-cours de la rue Saint-Michel, à la rue des Juifs, dans les bâtiments modernes des quartiers neufs, dans les villas derrière le Hrad.

Souvent, plein d'espoir, j'ai trouvé encore sur la boîte aux lettres le nom de la personne que je cherchais. Serait-ce possible, serait-elle encore chez elle, tout simplement ? Non, il y avait, dans l'appartement ou le taudis, une famille de bombardés ou de réfugiés, ou encore de simples occupants, rendus doublement méfiants par ce monsieur parlant allemand et recherchant des juifs. Quelquefois, après mon passage, une lettre ou une visite m'apportait une réponse à mes questions : les nouveaux habitants, probablement, occupaient le logement d'accord avec les disparus, pour protéger leur mobilier. Peut-être les disparus étaient-ils encore dans le logement, en habitants clandestins, *verbunkert*.

LES BUNKERS      Peu à peu, j'apprendrai comment vivent les gens en *bunker*. C'est le terme qu'emploie tout le monde à Bratislava, juif, partisan, garde Hlinka ou Gestapo, qu'il parle allemand ou slovaque. Les gens *en bunker*<sup>1</sup>, *verbunkert*.

Se cacher, vingt siècles de ghetto en avaient enseigné l'art aux juifs, et les chrétiens de Slovaquie en avaient appris autant de dix siècles de régime étranger. On se souvient du film consacré, avant la guerre, aux origines de la famille Rothschild et de la maison du ghetto, à trappes et portes

---

<sup>1</sup> Bunker signifie soute à charbon et aussi refuge contre les bombardements aériens.

dérobées. On se souvient aussi d'Alexandre Dumas, du *Mystère de la Tour de Nesles* et de tant d'autres histoires « impossibles ». Nous savions qu'il s'agissait de hontes passées, de contes drolatiques et, un peu confus d'avoir des goûts aussi douteux, nous allions au Grand-Guignol chercher des frissons, voir entrer l'assassin par le souterrain et tomber le conspirateur, un poignard dans le dos. Quant aux camps de concentration d'Allemagne, c'était tout simplement — disait-on de Berlin — de la « propagande d'atrocités »...

Mais non : l'oppression est de tout temps et de toute race, et aussi la révolte. La police du despote a en tout temps les mêmes tortures, et les traqués les mêmes ruses. Ma plume hésite. Ai-je le droit de témoigner de quelques-unes de ces ruses, de contribuer à éclairer les polices de demain ? Vain scrupule : le chasseur connaît de tradition tous les détours du gibier qui, *sub specie aeternitatis*, joue perdant, à moins qu'il ne puisse tuer le chasseur. Tuer le chasseur-dictature ? — En appliquant à tous des lois égales. Quand ? — Quand le gibier, quand les lapins maintiendront l'ordre, dans un monde de libre pâture (ridicule et triste formule, surtout pour les costauds qui, à chaque génération, proclament à nouveau le règne du surhomme, du lion, se croient des lions et deviennent des hyènes dans un monde de libre carnage).

Le gibier humain, ce qui en échappait aux battues ou devait quitter un combat tout en dérobades, se terrait dans les *bunkers*.

Le *bunker* le plus commode, si l'on n'était pas connu dans la localité mais qu'on eût les bonnes adresses, c'était de faux papiers d'identité ; je parlerai encore de la guerre des faux papiers.

Mais il y avait aussi, comme dans les plus romanesques des romans-feuilletons, les défigurations, les plumes dans les narines, les faux pansements, les vraies mutilations et les cheveux teints. Mais que faire des mutilations antérieures, qui dénonçaient leur porteur, que faire des circonscriptions ?

Connaissez-vous l'histoire, renouvelée si souvent et trop vraie chaque fois, de ce mâle juif, au nord ou au sud des Carpathes et certainement ailleurs encore en Europe qui, déguisé et muni de faux papiers, enfui dans une autre ville, allait se croire sauvé, lorsqu'un passant lui fait signe, le conduit dans une allée ou sous une porte et lui dit : « Ouvre ton pantalon » ? Hésite-t-il, et il est perdu. Avoue-t-il être circoncis, il est tout aussi perdu. Il aura tout d'abord un sursis : il paiera rançon tant qu'il aura de l'argent. Mais, à moins de pouvoir fuir encore plus loin (sans tomber dans une rafle de suspects) et de changer d'identité (à prix d'or), il sera finalement livré.

Pour les femmes, c'était un peu moins dangereux, si elles avaient de bons faux papiers et n'étaient reconnues, dans la ville où elles s'efforçaient de disparaître parmi la foule, par aucun voisin hostile chassé dans la même direction par l'avance du front. Dans mes visites de *bunkers*, j'ai rencontré ainsi à Bratislava une jeune femme de Kosice. Plusieurs anciens habitants de la même ville, enfuis dans la capitale, l'avaient reconnue et avaient détourné la tête sans broncher. Mais un camarade d'école, devenu gardiste, l'avait un jour prise en filature et avait conduit la police allemande chez elle. Cette première fois, elle avait pu fuir par une sortie de service, mais en perdant son sac à main où se trouvaient ses excellents faux papiers munis de sa photo. Le lendemain, dans la rue, deux hommes l'avaient soudain menottée. Elle

avait beaucoup de courage et de calme. Quelques pas plus loin, elle s'était arrachée des mains des policiers et avait couru en portant ses menottes. Atteindrait-elle cette allée connue, malgré la foule (qui la protégeait des balles mais ralentissait sa course) ? Il y avait de la neige. Elle a glissé. Ses poursuivants étaient sur elle, la rouant de coups et l'emportant matée.

Les enfants ? Un ministre m'avait dit :

— Il est contraire aux principes chrétiens de séparer les enfants de leurs parents.

Ce qui voulait dire : qu'elle soit aussi exterminée, cette petite vermine. Connaissiez-vous ce passage d'un roman vécu français, de l'univers concentrationnaire ? Une jeune fille de France a été mise en wagon avec son petit frère. Ils sont arrivés au camp final. D'un côté les valides, de l'autre les vieux, les femmes enceintes ou trop faibles, avec leurs nourrissons ou leurs tout jeunes enfants ou frères. Comme tous les autres, la sœur et son frère doivent se déshabiller. La jeune fille rougit et se détourne contre la paroi, le petit pleure de honte. Puis, dans la file nue, ils avancent, la sœur caressant doucement l'épaule de son frère ; ils reçoivent la serviette et le savon de comédie et entrent dans la salle de douches étroite et basse où pleuvra le cyanure.

Combien de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, communistes, socialistes, résistants, juifs, francs-maçons, tziganes, libéraux, sont morts ainsi ? Combien mourront encore, aux nuits futures, sous d'autres étiquettes de la catégorie non-conformiste ?

En Slovaquie, comme ailleurs, beaucoup d'enfants, malgré les hauts principes, se sont trouvés séparés de leurs parents.

Les parents, par exemple, ont été saisis dans la rue.

Quand le S.D. est venu saccager le logement ou y installer un collaborationniste, des voisins avaient déjà éloigné l'enfant ; ou des amis, blancs de peur mais le cœur indigné, l'avaient recueilli. Ainsi la petite Eva, son père aryen mort, sa mère juive jetée au camp, avait trouvé en province refuge et amour chez un oncle, qui risquait pour elle sa liberté et sa vie.

Parfois, on amenait à la Croix-Rouge de ces oisillons dont le nid avait été brisé. Les chefs fermaient les yeux, ce qui était déjà un crime, et une employée hébergeait l'enfant, pour une ou deux nuits. Puis, sans souvent que je le sache, un chef de service ou le directeur allait parler à un prêtre, à la gérante d'un home d'enfants ; « l'enfant trouvé évacué de l'est et au nom inconnu » recevait, avec un faux nom, un lit et un trousseau. Si cet enfant était très jeune ou très secret, et ses camarades discrets, il était sauvé. Sinon, la police avait vent de l'affaire et venait prendre l'innocent, arrêtant et passant à tabac la directrice du home, menaçant le prêtre et la Croix-Rouge criminels.

LA RONDE

DES SEPT FILLETTES

Il n'y avait de pardon pour aucun enfant.

Sept fillettes baptisées (donc en règle avec la loi slovaque qui les tenait pour chrétiennes), titulaires au surplus de diplômes de protection du président de la République, étaient à Bratislava pensionnaires d'une école de sœurs. Les parents se cachaient ou avaient été pris. Il était donc urgent de « réunir les familles ». Je suppose que, par égard pour le chef du gouvernement, Mgr Tiso, on ne voulait pas tout d'abord faire physiquement violence aux

religieuses. On a réclamé les fillettes « pour les envoyer à leurs parents en Allemagne ». La mère supérieure a refusé, demandant avec malice que les parents viennent chercher leurs enfants en personne, comme ils les avaient amenées en personne, le premier jour de leurs études. Tiens ! Même une ursuline, dans ce pays de slaves narquois, sait être formaliste.

Il fallut donc venir en force frapper à la porte du couvent ; les sœurs tremblent, les élèves pleurent et encombrant les couloirs ; tandis que la mère supérieure proteste, les sept fillettes sortent par la porte dérobée, sous l'église des Franciscains. Mais où iraient-elles ? Je suppose que les parents de camarades hébergent l'une ou l'autre pour une nuit ; mais c'est un jeu dangereux où l'on risque d'être arrêté, battu et emprisonné : même la loi nationale interdit qu'on porte secours aux juifs ou aux partisans, ou à leurs enfants. Aussi une ou deux, cette première nuit, sont-elles prises ; les autres reviennent au couvent.

Le service de sécurité pouvait-il l'ignorer ? Quelques jours après, le couvent est cerné et les fillettes sont prises. Beau travail de surhommes : cerner un pensionnat, menacer les sœurs, fouiller les chambres et saisir des gosses à qui l'on administre quelques paires de gifles avant de les jeter dans le panier à salade. On doit en ressentir comme la volupté d'un viol, dont on se paierait bien le luxe si l'on ne craignait pas la répression des « souillures de la race ». Enfin, on rappelle à la mère supérieure qu'il est interdit de protéger des juifs et qu'elle a de la chance de ne pas voir son couvent incendié.

Ce cas est si révoltant que, tout de même, on s'émeut « en haut lieu ». D'ailleurs il y a eu, en plus du mépris des

diplômes présidentiels de protection, violation de la loi de 1942 qui protège contre la déportation les juifs baptisés avant le 14 mars 1939, c'est-à-dire avant que la Slovaquie ne se séparât de la Bohême ; les petites avaient été baptisées à leur naissance, leurs parents voulant en faire, si eux ne l'étaient pas encore, de vraies Slovaques de langue et religion slovaques, selon la tendance d'une grande part de la jeune génération israélite, qui se sentait en confiance dans la république de Masaryk.

A vrai dire, ce n'était pas la première fois que l'on violait cette loi, et la protestation, si sincère fût-elle soudain, ne pouvait pas être très vive. L'action aussi ne pouvait être que velléitaire et, sitôt après mon arrivée dans mon poste, ce cas me montrait l'inanité d'une résistance ouverte. Cependant, on s'adressa au ministre d'Allemagne, qui d'ailleurs était sans pouvoir, un figurant chargé de maintenir la fiction de l'indépendance slovaque. L'évêque de Bratislava, qui n'avait pas facilement peur, semonça le dictateur. Dans l'entourage même du chef de l'Etat, une jeune femme organisa... un cocktail en l'honneur du délégué du C.I.C.R., pour pouvoir me parler sans compromettre ouvertement son mari : il me fallait intervenir au lieu des collaborationnistes, trop exposés !

C'est ainsi que, tandis que jusqu'alors j'avais voulu m'en tenir aux autorités nationales, j'entrai pour la première fois dans l'hôtel de la Gestapo, à la rue des Palissades. Des plantons en interdisaient le trottoir aux passants et l'on ne pénétrait dans la maison qu'après que la sentinelle vous eût fait remplir un questionnaire et eût longuement téléphoné avec l'intérieur du saint des saints. Passé l'entrée, le bâtiment était aussi banal que possible : couloirs sales, dossiers pous-

siéreux, fonctionnaires en manches de lustrine et la plume derrière l'oreille, S.S. en uniformes râpés, jolies dactylos et vieilles secrétaires ; enfin un officier autrichien, qui aurait été un bon garçon ennuyé s'il n'avait eu pour devoir d'avancer la mâchoire et de réciter au délégué du Comité international le lévitique de la foi nazie dans la pureté raciale.

Le heurter de front l'eût contraint à se raidir, alors que c'était déjà un résultat qu'il consentît à l'entrevue. Ne pas le contredire eût privé la Croix-Rouge de toute possibilité de protester.

— Je vous remercie, monsieur le Sturmbannführer, mais je m'excuse d'avoir de la peine à vous comprendre. Le Comité international doit simplifier le problème. Ces petites ne mettent en danger ni le Reich, car ce sont des enfants, ni la race germanique, car elles vivent dans un milieu slave. Je vous offre cependant de les tenir enfermées, sous votre contrôle même, dans un home, mais en Slovaquie.

— En Allemagne, elles iront précisément dans un home d'enfants, pour être rééduquées.

— Pourrons-nous recevoir, ici ou à Genève, l'adresse de ce home, faire visiter les fillettes et donner de leurs nouvelles à leurs parents ?

— Leurs parents ? Savez-vous où ils se trouvent ? La loi vous oblige à nous le dire.

— Je ne pense pas qu'elle oblige le C.I.C.R. à donner l'adresse de personnes recherchées par l'autorité. D'ailleurs, malheureusement, je ne sais où sont les parents. Mais on prétend que, pour une partie d'entre eux, vous le savez. Vous pourrez me le dire...

Il dira non à toutes mes requêtes, mais la Croix-Rouge ne doit cesser d'insister et le duel se poursuivra pendant

plusieurs semaines, presque cordial de ton, l'officier S.S. récitant évidemment une leçon à laquelle il ne croyait pas mais répétant chaque fois : « Les fillettes sont en sécurité, mais je ne peux vous donner aucune précision » et le délégué du C.I.C.R. persistant à vouloir ramener ces enfants, sans droit et sans mandat, dans... l'insécurité du couvent. Jusqu'au jour où mon interlocuteur ne m'a plus reçu. J'ai su plus tard que les sept petites avaient suivi leur chemin de croix et étaient mortes à Auschwitz, sauf une, dont nous reparlerons.

VATER        En réalité, je savais où se trouvaient les parents de l'une d'elles : en *bunker* à Bratislava. Parmi les appels qui avaient suivi leur arrestation était parvenu à l'hôtel, où je vivais encore, un curieux téléphone. De très loin, semblait-il, une faible voix qui disait en allemand :

— Je vous téléphone de l'église.

— De l'église, de quelle église ? De la part de l'Eglise ?

— Oui, oui, de la part de l'Eglise. Ne me dites pas de nom, dites-moi Pater, oui, Pater, vous vous souviendrez ? Monsieur le délégué, je vous appelle dans ma détresse, dans notre détresse. Au couvent des Ursulines, il y avait plusieurs fillettes...

— Mais qui êtes-vous ?

— Je suis Pater, Pater. Monsieur le délégué, sauvez-les, sauvez-les toutes, mais je vous parle spécialement de Maria, de la petite Marienka, oui, comprenez-vous ? C'est un père qui vous parle.

— Oui, mon révérend père. Que puis-je faire ?

— Vous pouvez tout. Tout. N'est-ce pas ? La Croix-

Rouge peut. Vous êtes un diplomate. Demandez qu'on ramène Marienka et aussi ses camarades. Je vous parle de l'église. Pater.

Une voix trop douce, trop humble, d'un de ces prêtres trop gras, trop bien protégés, sans doute. Qu'a-t-il à craindre, sinon de gagner le ciel ? Ou est-ce un agent provocateur, qui cherche à déterminer ce que je sais ? Pas très sympathique, en tout cas.

— Monsieur, je ne sais avec précision de quoi vous parlez. La Croix-Rouge parle en faveur de toute personne dans la détresse. Mais qui êtes-vous vous-même ? Venez plutôt me voir, ici ou quelque part où je vais.

— Non, je ne peux pas, Monsieur le délégué. Il faut être prudent. Je vous téléphonerai encore.

Il téléphonait presque tous les jours, avec cette voix que la peur, ou les larmes, ou la comédie faisaient trembler. Il m'avait vu entrer à la Gestapo et savait à quelle heure j'en étais sorti. Pourtant, près de l'immeuble du S.D., il n'y avait ni église, ni couvent. Les villas d'en face étaient occupées par des Allemands. C'était donc un agent allemand ? Mais dans quel intérêt ? J'agissais ouvertement, venant à la Gestapo, à pied, de jour. Une fois, la voix s'enhardit :

— Je ne suis pas un révérend père, mais le père, Vater, le père de la petite Marienka. Monsieur le délégué, un père vous parle. N'avez-vous pas d'enfants vous-même ?

— Que j'aie des enfants ou non n'a rien à voir en l'affaire. Que me voulez-vous ? Si vous êtes le père de cette fillette, n'êtes-vous pas imprudent de me téléphoner ? Je n'ai rien à vous dire.

La voix reprenait et je l'écoutais encore, intrigué, dégoûté, fasciné par sa lamentation.

La nuit tombait tôt, en novembre. Un soir, dans la rue des Palissades obscurcie, deux ombres se sont détachées d'un arbre. J'ai craint un instant une attaque et j'ai eu le temps de penser que l'argent du Comité et les doubles de mes lettres étaient en lieu sûr. Mais ce n'est pas cela : *la* voix navrée m'appelle :

— Monsieur le délégué, je suis le père.

Il y a un homme emmitoufflé dans un manteau, une femme que je percevrai à un bruit de pleurs. Le père, la voix du père (car je ne vois presque rien) reprend le récit. Ces parents pourraient aller à Budapest, où l'on se cache plus facilement maintenant qu'à Bratislava, mais ils attendent leur fille, ils veulent leur fille. La même voix a téléphoné à la Gestapo, qui a écouté attentivement, tendant je suppose une souricière. Le père, sans oser venir ni à l'hôtel ni à la Croix-Rouge slovaque, m'a guetté, suivi au risque de tomber dans les mains de ceux qui me tiennent peut-être en filature ; il m'a vu entrer dans l'antre de la S.S. Qui sait si, dans l'illumination de son désespoir, il n'a pas cru que j'en sortirais tenant Marienka par la main ?

Il parle de plus en plus haut, et pleure, en répétant sa plainte. Je ne sais comment cela s'est fait, mais j'ai mis une main sur son épaule et, l'autre main que j'ai tendue vers sa femme qui sanglote, il la saisit et la baise en la mouillant. Qu'imagine-t-il donc, dans son délire ? Que je pourrais sauver sa fille et me refuse à le faire ? Il me révolte, vais-je l'insulter ? Le pauvre homme, vais-je l'embrasser ? Encore maintenant, j'entends résonner ce mot qu'il prononçait pour se présenter au téléphone : *Vater*, et je sens son visage humide et tremblant sur ma main.

## LES SOLDATS DE LA NUIT

J'en ai assez. Cette mission est une fantaisie. A quoi a pensé le Comité ? Il accomplit en ce moment une œuvre immense à Genève et chez presque tous les belligérants, mais qu'a-t-il fait dans ce pays pendant toutes ces dernières années ? On lui en avait fermé la porte, et moi, je ne peux rien obtenir et je n'obtiendrai rien.

Ce matin encore, j'ai pu joindre un chirurgien qui soutient les insurgés. Ceux-là aussi sont dans des *bunkers*, dans des cabanes ou des cavernes à la montagne. Ceux que la neige et la faim ne tuent pas, les patrouilles de la Waffen-S.S. les enfument dans leurs terriers. Quelques prisonniers passent par Bratislava, sans que personne puisse rien pour eux. Et le chirurgien vient de m'expliquer qu'il vaut mieux que je ne fasse rien officiellement, car toute démarche ne fera qu'accroître le zèle des occupants. Ai-je en revanche de l'argent, des médicaments pour les partisans blessés ? Non ? Alors il vaut mieux que je ne fasse pas trop de visites chez les gens de l'opposition. J'attirerais la foudre sur eux.

Ainsi le délégué du C.I.C.R. est inutile et même compromettant. L'action officielle est vaine, ou sans objet. Je veux partir.

D'autant plus que les Russes approchent et qu'ils viennent de marquer une vive hostilité à l'égard de la Suisse. Rester ici, ne rien faire, puis être interné peut-être par l'armée russe, qui ne croira jamais que j'étais vraiment oisif et me traitera en espion (comme le feraient volontiers certains services allemands) ?

« LE COMITÉ J'écris à Genève, prêt à lâcher pied.  
VOUS LAISSE LIBRE » Entre les bombardements des routes autrichiennes, le courrier se glisse assez vite et la réponse de Genève vient bientôt. Est-elle généreuse et un peu dédaigneuse, ou prudente ? Le Comité est si prudent ! Il pèse si longuement le pour et le contre. « Le Comité ne peut exiger d'aucun délégué qu'il reste sur place lorsque le front approche de son territoire. Vous êtes donc libre de revenir. Cependant nous pensons que votre inaction actuelle, vu l'évolution de la guerre, ne durera plus longtemps. Dès que la Tchécoslovaquie sera reconstituée, vous aurez à vous présenter au gouvernement national et il est à prévoir que vous pourrez utilement contribuer à secourir, dans ce début d'après-guerre, les victimes des hostilités. Toutefois, nous devons vous laisser décider. »

Facile à dire, lorsqu'on est assis à Genève, à l'abri des bombes et des polices, à l'abri surtout du spectacle direct des persécutions, n'entendant plus qu'un écho des cris des victimes. La guerre finie, je ne servirai plus à rien ici et je n'aurai rien fait auparavant ni pour les Slovaques bombardés ni pour les patriotes pourchassés, ni pour les juifs.

Cependant, un ou deux consuls neutres, le nonce, quelques fonctionnaires des Affaires étrangères, les dirigeants de la

Croix-Rouge pensent que même un délégué inactif sert à quelque chose, par sa simple présence. Peu importe, au fond, qui est le délégué : *un* délégué du C.I.C.R., habillé n'importe comment (et justement parce qu'il n'est pas en uniforme militaire), distingué uniquement par son passeport neutre et par sa petite boutonnière d'émail et, dans les cas graves, par son brassard blanc. Il est déjà très important qu'il soit là. Sauf par moments, il n'a pas de grandes raisons d'avoir peur, si ce n'est des bombes (qui n'apportent que la mort — car j'ai vu que, pendant un bombardement, on ne pense pas au risque d'être mutilé ; on n'envisage que la mort). En effet, il est neutre (tant que la guerre durera les neutres seront assez bien vus), il est Suisse (contrairement à ce que nous imaginons volontiers chez nous, cela ne donne pas un certificat de vertu, d'être Suisse ; mais on est au bénéfice d'une hypothèse d'insignifiance et la police s'intéresse moins aux Suisses) et il a sa carte de délégué, souvent aussi un passeport diplomatique. Passeport de courtoisie, mais qui le protège contre l'arrestation irréfléchie.

Le délégué peut donc être rassuré, il peut invoquer un secret de fonction et, si l'on frappe à sa porte, il lui faut de bien mauvais nerfs pour croire à chaque fois qu'on vient l'arrêter.

Oh ! il est vrai que, à Bornéo, un délégué, Mathaeus Vischer, et sa femme ont été décapités par les Japonais, qui voyaient en eux des espions : ne s'acharnaient-ils pas à essayer d'apporter des secours aux prisonniers de guerre ? Il est vrai qu'ailleurs dans les Balkans des délégués n'échappèrent que de peu aux nationalistes et que la délégation restée à Berlin, internée par les Soviets, n'a été rapatriée qu'après de pénibles mois d'attente. Mais je ne le savais pas, alors, et

pouvais donc me payer le luxe de rester calme au moins extérieurement, au moins lorsqu'un dimanche trop vide ou le soir de Noël ne me faisait pas trop penser à mes enfants, à tous les miens en Suisse. Et en fait jamais je n'ai été interrogé, jamais on n'a perquisitionné dans le petit appartement qui, après l'hôtel, me servit de bureau et de logement.

Cette position si facile, si confortable du neutre, elle n'a été supportable, au pays, que parce que périodiquement la Suisse, devant la menace signalée par son S.R., devait proclamer sa volonté et montrer sa capacité de se battre, même pour un combat désespéré, contre *tout* envahisseur. A l'étranger, la situation morale d'un Suisse était plus aisée, car sa neutralité ne le protégeait ni des privations ni des bombes. Il en allait un peu autrement d'un délégué du Comité international : ma présence et mon calme facile encourageaient plusieurs travailleurs sociaux slovaques à être imprudents ; la certitude de mon impunité (si agréable lors des tentations de peur) devenait bien peu sympathique. D'une autre manière, le neutre restait un embusqué.

Devais-je ainsi, dormant chaque soir dans mon lit sans craindre d'irruption, ou lisant et écrivant dans un bon abri anti-aérien, devenir comme un symbole de l'espoir (espoir vain) que les persécutés mettaient dans la Croix-Rouge de Genève ?

LE PALAIS

DES NIEBELUNGEN

La guerre était perdue pour l'Allemagne désormais seule ou presque à se battre.

Mais elle avait perdu aussi, par sa façon de mener la lutte, l'occasion de faire la paix et Hitler, plutôt que de capituler, ferait s'écrouler sur son peuple le palais

des Niebelungen. Usant ses dernières forces, il brassait encore les races d'Europe. Il avait déclenché lui-même le grand reflux germanique, la *Rückführung ins Reich*, et amorcé lui-même, par les déportations d'ouvriers, l'afflux slave.

Son avance foudroyante lui avait livré, en 1941, des millions de Russes et sa lente retraite, en 1943 et 1944, lui avait permis d'emmener, outre les troupeaux pitoyables des prisonniers et des requis, de gros contingents d'Ukrai-niens partisans de l'indépendance de leur pays et pris dans un décrochage dont ils n'étaient plus les maîtres, et des centaines de milliers d'habitants des îlots de peuplement allemand, de Russie et d'Ukraine, puis de Roumanie, de Hongrie, de Pologne orientale. Imaginez le grand trek allemand de Roumanie, les paysans remontant le long du Danube avec leurs chars, leurs bœufs, leurs femmes, leurs vieillards, leurs enfants, pour s'installer dans le néant en Pologne annexée, en Bohême, partout où la patrie ancestrale réapparue les jetait comme les dés vivants de sa géopolitique. En Yougoslavie, le mouvement, lancé le dernier, devait être interrompu provisoirement par la défaite et l'encerclément des armées allemandes.

Un peu plus tard, en 1945, le retour au foyer national deviendrait un exode désordonné de douze millions de dépossédés, vomis par les révolutions populaires slaves.

Au début de l'hiver de 1944, l'heure avait sonné pour les *volksdeutsche* de Slovaquie.

Connaissez-vous la Zips ? Je n'ai pas pu y aller, car les routes étaient rendues dangereuses par les embuscades que se tendaient réciproquement la S.S. et les révolutionnaires, mais des réfugiés, juifs ou chrétiens, venus de ces villages m'ont parlé avec tendresse des hautes montagnes, de l'idylle

des costumes paysans et des chalets noirs fleuris de géraniums, de la *Gemütlichkeit* allemande des villageois, des échoppes, des troupeaux rentrant le soir à l'étable. Ces paysans et ces artisans ne pensaient pas plus que les Suisses allemands que leur langue fît d'eux des sujets naturels de Berlin, mais la simplification nazie avait vu en eux des fils du Reich, précieux et menacés. Ils avaient dû partir, abandonnant leurs villages fleuris. Les hommes étaient mobilisés déjà et les femmes se mirent en route seules, avec le cheptel, les enfants conduits en groupe par de vieux maîtres d'école. Plusieurs de ces classes, dans le maelstrom de 1945, revendraient en Slovaquie, comme des bêtes sentant l'étable. Mais il n'y avait alors pour ces enfants plus de place dans leur terre séculaire de peuplement.

A ce peuple germanique en mouvement, pendant la guerre, la Croix-Rouge n'a pu être d'aucune aide, car Berlin assurait orgueilleusement que le Reich pourvoyait à tout. D'ailleurs, à cause du blocus et de l'inimitié générale, le Comité international n'aurait pu puiser de secours qu'en Allemagne même, peut-être aussi en Suisse, et il était bien vrai que, parmi les victimes du régime nazi, les non-allemands étaient de beaucoup les plus malheureux et ceux dont il fallait s'occuper tout d'abord.

Mais la rumeur de cette migration (la vue que l'esprit en concevait, car on en voyait peu de chose en dehors des gares et de quelques routes) était poignante comme le grondement d'une tempête déchaînée derrière l'horizon.

De cette tempête démographique, je ne sentais à Bratislava que quelques embruns : les familles aristocratiques de la province, de langue allemande ou aussi hongroise, qui, lors de la répression du putsch, avaient parfois été molestées

et avaient mis leurs enfants en sécurité dans la capitale. Les hommes, depuis des siècles, avaient possédé des terres, des moulins, puis des fabriques de sucre dans cette ancienne province hongroise. Ils étaient souvent de petits nobles fonctionnaires, dont les parents n'étaient plus guère apparus à la Cour de Vienne et qui, tout en transmettant à leurs enfants leur langue allemande ou hongroise, s'étaient efforcés de les élever en bons Tchécoslovaques. Le régime slovaque ne les aimait guère d'être ressortissants nouveaux du trop grand protecteur ou d'être les frères des gens de Budapest qui, en 1939, avaient repris une bande du territoire cédé en 1919. Mais la poussée russe, surtout, les écraserait. L'attachement de beaucoup de ces *volksdeutsche* à leur terre était cependant si fort (et si faible leur attachement aux usurpateurs maîtres de Berlin) qu'ils ne voulaient pas partir et beaucoup d'entre eux, dans l'hiver 1944-45, reconduisirent leur famille au château et, sur le domaine privé de tous les animaux de trait par les réquisitions, donnèrent au printemps le signal des travaux des champs.

LA TRACE DES MARÉES    Tous ces mouvements laissaient, à Bratislava, comme la trace de marées dans un golfe. A midi, ou plutôt lorsque l'alerte quotidienne était terminée, je mangeais au Carlton et assis seul à une petite table, ma précieuse serviette de cuir entre les jambes, je contemplais cette salle, comme l'aquarium de migrations marines, comme une tranquille baie où se reposaient un instant petits et grands poissons, mêlés aux requins du collaborationnisme ou du marché noir. L'hydre de la guerre n'était pas loin mais, pour quelques jours, on ne

voyait encore dans ces eaux calmes que les maîtres d'hôtel, cambrés comme des hippocampes pour porter les plateaux du déjeuner.

Il y avait tous les jours, seul à une table de coin, un magnifique général slovaque, avec moustaches et décorations, qui nourrissait rageusement sa retraite. Au pied d'une colonne, une jeune Allemande blonde aux traits de médaille partageait le repas de deux officiers de la Wehrmacht ; la bière slovaque était bonne et, hiératiquement, elle levait une immense chope, blonde aussi, qu'elle vidait à longs traits de sa bouche ravissante. Un petit noble de la campagne était là aussi, avec sa jolie jeune femme et un enfant trop choyé ; on chuchotait, d'ailleurs entièrement à tort, qu'il était agent double.

Quant aux autres tables, la garniture en changeait de semaine en semaine. Toujours moins d'officiers allemands et toujours plus de ces familles nombreuses de petits hobereaux chassés de l'est de la Slovaquie. Les femmes portaient sur elles les principales pièces de leur trousseau de réfugiées : de beaux manteaux de fourrure et un sac à main contenant probablement quelques bijoux et un peu de dollars, avec un passeport et des lettres d'avant-guerre venues de l'Occident. Les fillettes étaient trop jolies et les garçons trop pâles. Les hommes, en costume de chasse, ne semblaient guère faits pour recommencer leur vie à zéro. Ces familles, peu à peu, poursuivaient leur chemin vers l'ouest ou retournaient malgré tout sur leurs terres, se préparant un refuge chez un métayer fidèle et distribuant leurs meubles pour que les Allemands ne trouvent rien à piller pendant leur retraite.

Déjà apparaissaient dans la salle à manger les premiers

Hongrois de Budapest, tandis que les soldats traînants passaient lentement dans la campagne, poussant devant eux une vache ou quelques moutons pris on ne savait où. Des détachements du train militaire hongrois arrivaient avec leurs camions — les chauffeurs vendant de la benzine contre de l'argent occidental. Les plus privilégiés de ces nouveaux venus s'arrêtaient quelques jours à l'hôtel, pour passer ensuite en Bavière.

Il viendrait une époque où la salle à manger du Carlton serait presque vide ; puis, au mois d'avril 1945, l'armée tchécoslovaque, dans la joie hésitante de la libération, y installerait un état-major et les fonctionnaires revenus de Londres par Moscou et Budapest empliraient l'hôtel de valises, de trench-coats militaires et de projets exubérants, avant de repartir pour Prague.

Mais la libération était encore lointaine ; pour le moment, les armées allemandes et hongroises refluaient, mais elles se regroupaient.

ARC-EN-CIEL      Cependant le peuple continuait à vivre et  
SLOVAQUE          à travailler. Les usines sifflaient chaque  
                         matin, des chalands descendaient ou remon-  
taient le Danube et, derrière le front, le blé levait dans la  
terre gelée.

Joli pays de Slovaquie.

Un dimanche de novembre, j'ai pu en voir un coin, comme un rayon de soleil entre deux orages, dans cette douce plaine vallonnée de la Morava, vers Malacky, Sastin puis Senica. La république tchécoslovaque, bastion destiné dans les années 30 à contenir l'Allemagne avec l'appui de la Roumanie,

avait construit à travers tout le pays de belles routes en béton. Celle que suit la petite auto du vice-consul de Suisse traverse des forêts de pins aux troncs rouges et de grands villages étirés le long de l'unique rue. Les maisons sans étage, de briques crépies, sont repeintes au printemps et à l'automne et elles sourient maintenant des couleurs les plus charmantes, du bleu, du rose délavé, du vert, du brun. Souvent, le bas du mur et le seuil ont été badigeonnés d'une couleur contrastant avec celle de la façade. Les toits sont de tuile rouge ou d'ardoise blanche, plus loin dans la campagne, ils sont couverts de chaume, parfois moussu. Les logements ont souvent de belles portes de bois ciré, des embrasures en voûte et des encadrements sculptés de fenêtres. Le profil des maisons ne montre pas d'avant-toit ; il est fruste comme celui d'un joujou, ou marqué sur chaque pan de volutes parallèles. Dans ce tableau clair, une tache sombre rappelle la pauvreté de ces paysans : les jardins qui séparent les maisons sont fermés, tout au long de la rue, par de hautes palissades de planches brutes et noircies.

Mais, dans chaque village, l'église se dresse, au bord de la place du marché et à côté de l'auberge ; elle est souvent jolie, toujours très grande, comme pour compenser par son offrande la pauvreté des logis et le noir des palissades, garnie de statues polychromes dans des niches extérieures blanches, avec des clochers renflés. D'une, près de Senica, je me souviens très nettement ; son bulbe, contre le ciel clair, était noir et garni de fers de lances dorés, surmontant la nef blanche ponctuée de statues multicolores.

Le long des chemins, au bord des champs ou au milieu des labours brunis par la pluie, de fréquents reposoirs, un saint sur une stèle, un Christ drapé dans un manteau rouge

ou encore cette Pietà dont la Vierge et le Christ étaient coiffés de hautes tiaras dorées.

Pays plat, terre brune de pluie ou grise de gel, champs immenses de choux blancs, tas réguliers de betteraves sucrées, bois d'acacias en filigrane et bosquets de pins très hauts, aux troncs noirs ou rouges. Puis des collines, avec les belles lignes des labours ou des vignes. Aux abords des villages, des mares glauques et des nuées d'oies qui envahissent la route et s'écartent devant l'auto avec une nonchalance très habile.

Entrevu dans un hameau deux hommes dans de magnifiques manteaux de laine blanche, très amples, bordés de passepoils rouges. Les femmes, en robes de couleur très courtes (ou hélas en robes de fabrique) s'enveloppent le buste dans un grand châle en pointe, ou souvent dans une couverture de laine (je m'étonnerai à peine de revoir des couvertures semblablement nouées servant aux Indiennes de l'Equateur ou de la Bolivie à porter leurs enfants ou quelque autre charge). Elles sont coiffées de fichus aux couleurs vives, qui paraissent de soie. Aux pieds, elles ont presque toutes de hautes bottes noires brillantes.

De la grand-route, l'auto a passé sur une piste de macadam, couverte de dix centimètres de boue que le dégel rend collante et sur laquelle l'auto danse. Voici le village où nous nous rendions ; toute la population sort justement de l'église, coulant comme une masse sombre mouchetée des fichus des femmes et de quelques robes de couleur éclatante. Se faufilant partout, des nuées d'enfants. Un ministre, à Berlin, n'avait-il pas parlé de l'angoissante fertilité des races slaves... ?

Un peu en dehors du village, nous atteignons la ferme

de nos hôtes, qui est typique, nous dit-on, des exploitations moyennes du pays. Le propriétaire se trouve à l'étranger, le « château », une grande villa, est clos ; le gérant suisse vit dans deux ou trois pièces, malheureusement banales, d'un grand bâtiment bas en forme de quadrilatère. L'édifice est laid, uniquement utilitaire, et la cour intérieure est transformée en une mare de boue. Mon cœur helvétique s'émeut de voir cent bovidés de la race du Simmenthal, et un splendide taureau capable de séduire Europe. Dans les stalles ou dans la cour errent pêle-mêle porcs, oies, canards, poules, pigeons. Les quatre cents hectares du domaine, dont la moitié de labours, sont exploités par une douzaine de députatistes, qui sont des tâcherons payés en argent et en nature et logés dans le village du domaine avec leurs familles, ainsi que par un contingent variable de journaliers, placés plus bas encore dans le prolétariat agricole des Balkans. Le domaine fournit les bêtes de trait et les outils. Les logements sont primitifs et les services sociaux rudimentaires, mais la nourriture est abondante. Le folklore, dans cette région, a disparu complètement sauf de la table. C'est à Bratislava que je trouverai ces beaux rideaux de lin destinés à isoler les accouchées et dont on fait maintenant des nappes pour les gens de la ville.

Au retour, à la nuit tombée, la grand-rue des villages fourmille de couples et de familles ; c'est le corso, institution du dimanche, aussi rituelle que la messe et les vêpres. Les promeneurs enlacés s'écartent à peine devant les phares de l'auto, qui font briller les bottes des jeunes femmes. Le bétail rentre à l'étable ; c'est la paix.

LA HAINE

Non, ce n'est pas la paix, c'est la haine

ET LA TERREUR

et la terreur.

Rentré à l'hôtel, je suis appelé par le téléphone ; c'est le consul de Suisse.

— Avez-vous vu les affiches placardées en ville ? Ne vous a-t-on pas dit que les autorités nationales doivent souffrir les déportations, mais n'y participent pas ?

Je trouve une de ces affiches, sous une lampe bleue de la voûte du Palais primatial devenu hôtel de ville : le « notaire municipal » ordonne à tous les juifs, même de mariage mixte, de se présenter le 20 novembre à l'hôtel de ville pour être concentrés au camp allemand de Sered ! L'ordonnance abroge expressément toute exception prévue précédemment par la loi de 1940 ou par une décision présidentielle. Ainsi, les juifs qui se cachent dans la capitale contreviendront désormais non seulement aux ordres illégaux des S.S., mais aussi à une ordonnance slovaque, et la police régulière (contre son gré) devra sévir contre eux.

Dans la soirée même, le consul de Suisse et le délégué du C.I.C.R., séparément, protestent auprès du ministre des Affaires étrangères, qui affecte d'ignorer tout de l'ordonnance (et qui peut-être n'a pas été consulté) et ils en font autant le lendemain auprès du fonctionnaire signataire. Mais ils savent que toute démarche est vaine et que leurs interlocuteurs ou sont de mauvaise foi, ou agissent eux-mêmes sous contrainte. Le 20 novembre au matin, contre toute attente, il se présente un petit contingent de juifs, une trentaine, avec de pauvres baluchons, des vieux à bout de ressources, des femmes terrifiées, des enfants.

Un de ces mêmes jours, un médecin revenu clandestinement du territoire partisan raconte comment beaucoup

de juifs qui, au moment du putsch, avaient quitté les camps, se trouvent encore dans les forêts avec les autres partisans. Mais le froid et la neige s'abattent des montagnes et des centaines de femmes et d'enfants, redescendus dans les vallées, ont été saisis par la troupe allemande. Dans un village, à Kralova dit-on, la S.S. a fusillé plus de deux cents de ces femmes et enfants. Aussi, plutôt que de rentrer dans les villages, les juifs se suicident dans les cabanes et les cavernes. Au cours des nettoyages, la troupe trouve leurs cadavres.

Les mauvaises nouvelles continuent à s'accumuler : La légation d'Allemagne, d'ordre supérieur, répond à la démarche récente des Affaires étrangères que seule la Wehrmacht peut m'autoriser à visiter le camp de Sereď et que Marti, à Berlin, doit demander pour moi la permission du Commandement suprême ! Un télégramme part immédiatement de Bratislava pour Genève, un autre de Genève pour Berlin. Entre deux bombardements anglais, Marti, à Berlin, va une fois de plus à l'Oberkommando. Une réponse sera-t-elle jamais donnée ?

Mais il faut tout tenter, si vain cela paraisse-t-il. Cependant, j'écris au Comité :

« Une solution provisoire, la seule possible bien qu'elle soit extrêmement précaire et impose à la longue de véritables souffrances, consiste pour les juifs à se cacher et à changer constamment de cachette. Pour cela il faut de l'argent, afin de payer l'entrée au *bunker* et la location de ce logis (souvent une cave ou les décombres d'une maison bombardée), sans compter la nourriture qu'ils doivent acheter, le soir et au marché noir. L'aide aux juifs est punie sévèrement, mais il reste encore des possibilités. En l'absence d'un représentant reconnu par le Joint, je voudrais pouvoir faire directement

des versements, à vrai dire sans possibilité de véritable contrôle... »

Mais encore faut-il pour cela que de l'argent me parvienne.

CE QUE DIT L'OMBRE Il y a encore une autre solution, à laquelle j'ai déjà fait allusion : négocier en vue d'un échange de juifs contre des marchandises ou des avoirs.

Un soir, comme tant de fois déjà, sur un coup de téléphone laconique, je suis allé à un rendez-vous anonyme, dans la rue noircie par l'obscurcissement. Un des chefs de la communauté clandestine, Henri D., m'attend à la place des Franciscains, accompagné de sa femme. Pour ne pas attirer l'attention d'une patrouille, nous marchons lentement dans les petites rues aux pavés ronds et autour des églises rococo.

Que me dit l'ombre qui chemine à mon côté ?

— Au mois de novembre, l'Ustredna Zidov avait entamé des négociations avec le S.S. Obersturmbannführer Brunner, le chef du camp de Sered, en vue d'obtenir que les juifs ou soient concentrés en Slovaquie, ou soient envoyés en Suisse. La contre-prestation aurait consisté dans la livraison de marchandises cachées pour une telle éventualité en Slovaquie (camions neufs, sucre, alcool industriel, liqueurs, médicaments). Les juifs envisageaient une opération semblable à celle en vertu de laquelle, à ce qu'il paraît, 1800 juifs de Hongrie ont été transportés en Hanovre, pour être envoyés par paquets de 200 ou 300 en Suisse, au fur et à mesure des livraisons de rançons. Vous savez comment les Allemands nous avaient concédé un délai de quinze jours à l'expiration duquel les juifs de Slovaquie devaient se concentrer sponta-

nément à Sered pour y retrouver le régime antérieur au putsch. Mais les rafles ont commencé soudain, six ou sept mille des nôtres étant ainsi pris. Le moment n'est-il pas venu de reprendre les négociations ? Les marchandises sont encore là, bien cachées. Mais il faudrait un négociateur que les Allemands n'arrêtent pas.

— Et qui serait-ce ?

— Le Dr Kastner, le négociateur juif de Budapest, répond D. d'un ton d'entière confiance. Ecrivez à Genève, ce n'est que par vous que nous pouvons rétablir le contact avec lui. Voyez, je suis sorti de notre *bunker*, je serai peut-être pris cette nuit en rentrant, et tant d'autres aussi. Il n'y a que la Croix-Rouge de Genève qui puisse nous aider.

— Et vous, comment vivez-vous ?

Il me raconte : Lui, sa femme, leurs trois enfants survivants (car un a été pris cet automne et sûrement gazé), un autre enfant encore sont dans un *bunker* qui est un appartement dont le locataire est absent. Ils n'y sont pas trop à l'étroit, mais ils n'osent dormir que dans les armoires où, le jour aussi, ils se cachent dès qu'ils entendent monter à l'étage. Ils n'allument ni l'électricité ni le gaz : la lumière filtrerait et les aiguilles du compteur les dénonceraient à la compagnie, dont l'employé les vendrait peut-être. Derrière les stores toujours baissés, les fenêtres sont ouvertes rarement, et avec mille précautions. Aux cabinets, ils ne peuvent faire couler l'eau que lorsqu'ils entendent le bruit des W.C. d'en dessus ou d'en dessous. Ils bougent à peine, de peur que les voisins ne perçoivent leurs pas. Les enfants ne doivent jamais pleurer ; surtout, ils ne doivent jamais rire ni s'ébattre : ce serait la mort. On leur donne des soporifiques. Depuis des semaines, ces bambins sont en léthargie forcée ; ils compren-

nent la nécessité de cette vie recluse, mais la flamme de la vie se voile dans leurs yeux. Le soir, si l'escalier paraît désert, la mère sort, ou le père, protégés par l'obscurcissement, pour aller acheter, au marché noir de quelque arrière-boutique, un minimum de nourriture. Une maladie, un accident nécessitant une opération, ce serait la quasi-certitude de l'arrestation, car il ne reste plus de médecins juifs, les autres ne sont pas sûrs et les hôpitaux sont surveillés.

— Avez-vous encore de l'argent ?

Oui, ils reçoivent de l'argent. J'apprends ainsi, je soupçonne l'existence d'un mouvement clandestin d'argent, de marchandises aussi. Alimenté par qui ? Passant par quels intermédiaires ? Je ne peux pas le demander. De le savoir ne me servirait à rien : je n'ai rien à jeter dans ce courant, pas un sou, pas un kilo de vivres. Et de le savoir pourrait être dangereux, si l'on saisit mes notes ou intercepte mon courrier ; c'est la règle de conduite : savoir le moins possible de ce qui n'est pas nécessaire, ne rien noter pour que rien ne transpire. Mais, si je reçois de l'argent, je pourrai peut-être porter secours à ces troglodytes.

— Ne me suivez pas. Restez ici quelques minutes.

D. aussi a la même pensée : si je ne sais pas où est son *bunker*, je ne le trahirai jamais, si involontairement soit-il. Je vois un instant leurs deux silhouettes, lui mince et voûté, elle lourde et lente. Elle n'est ni lourde ni lente : elle s'est adaptée au signalement de ses faux papiers. Ils avancent en tâtonnant dans la nuit : nuit du soleil, nuit de l'obscurcissement, nuit de l'humanité.

Quelques jours plus tard, j'étais en visite discrète chez un policier slovaque, un des fonctionnaires qui, au péril quotidien de leur vie, menaient dans la place même la lutte

inspirée par les dirigeants réfugiés à Londres et à Moscou. Il fit tout à coup un geste de surprise qui, par la fenêtre, désignait le trottoir d'en face :

— Les D. sont pris !

Je reconnus le même homme mince, la même femme corpulente, tenant des paquets et quatre enfants et escortés de deux hommes en civil. Un peu plus loin, une auto. C'était les D., tombés dans la guerre des *bunkers*, en route vers la mort.

Le policier et moi, après cette exclamation, nous regardons. Nous n'étions pas encore en pleine confiance. Le groupe parti, nous n'en avons pas parlé, mais nous savions que nous étions alliés.

Le problème est clair désormais pour moi.

En dépit de tous les principes, de toutes les instructions théoriques, il faut secourir, clandestinement, ceux qui se cachent et racheter ceux qui sont pris.

Pour les secours, il me faut des aides, et *de l'argent*. Pour les rachats, le Comité ne peut pas retransmettre mes messages. En fait, je le soupçonne de les avoir tout de même transmis, mais je dois bien comprendre que la Croix-Rouge ne peut, même si la Suisse et les Alliés sont d'accord, négocier et transmettre elle-même la rançon des juifs arrêtés. D'autres se chargeront de cette œuvre, qui ressemble si fort à un trafic de chair humaine, par lequel on sauve des familles en fournissant des devises ou du matériel qui servira à tuer d'autres combattants de la guerre totale. D'autres menèrent en effet ces négociations, qui n'avaient pas à craindre de compromettre une œuvre encore plus large.

LES SOLDATS      Mais les secours aux gens cachés ? — L'ar-  
DANS LA NUIT      gent manque.

Cependant, à la Croix-Rouge slovaque, l'accueil est de plus en plus confiant. Tels chefs qui prétendaient ne parler que le slovaque renoncent à l'interprète et, en allemand, en anglais ou en français, parlent de plus en plus clairement. Cette évolution est plus rapide à la Croix-Rouge que dans les ministères car, dans les bureaux de l'Etat — affaires étrangères ou santé publique — je vais moins souvent et j'annule partiellement d'un petit recul l'avance que fait tel de mes interlocuteurs, tant que je crains d'avoir en face de moi un agent provocateur ou jusqu'au moment où un ami déjà reconnu me dit d'avoir confiance. C'est un jeu un peu cruel de ma part, et combien facile, protégé comme je suis. Mais il faut être sûr, même s'il ne s'agit que de conversations amicales, car cet ami qui s'offre recherche peut-être dans ma fréquentation un alibi pour l'après-guerre (qui hypothéquerait la position politique du Comité international) ou des renseignements sur mon travail actuel. Il n'y a pas que l'arrestation ou les tortures pour arracher des bribes de secrets dont la connaissance dessinerait la piste de fugitifs.

La Croix-Rouge slovaque, pendant ces mois où elle-même est souvent condamnée à l'inaction, rend au délégué du C.I.C.R. un service extraordinairement précieux : tous les matins, dans le va-et-vient protecteur du dispensaire central, je reçois les visites les plus diverses.

Certaines sont si maladroites que, avec un sourire, je peux au bout d'un instant les éconduire en déplorant de ne pas comprendre leurs questions.

Mais un jeune homme est venu, porteur d'une recomman-

dation de mon collègue délégué du Comité de Budapest. Il se présente comme l'un des chefs clandestins des juifs. Si jeune ? Avec des traits aussi peu « raciaux » ? Le papier à lettres de la délégation à Budapest est simple à imiter, et il sera abondamment imité. Quant à la signature de Born, je n'en ai pas de spécimen. Comment être sûr de son authenticité ? Un chef des juifs aurait-il pu venir de Budapest à Bratislava en échappant aux barrages de la Gestapo ?

Ce garçon a un visage ouvert et de beaux yeux clairs. Mais il peut être bon comédien. Cette angoisse qui le fige un instant quand s'ouvre la porte de mon petit salon à la Croix-Rouge slovaque, elle pourrait être feinte. Les papiers qu'il me montre, en expliquant qu'ils sont faux, ils pourraient, au contraire, être réels. (Je n'avais pas songé jusqu'alors que des papiers authentiques peuvent être un moyen de tromperie. Mais ma crainte me montre aussi combien je suis déjà affecté par la psychose des traqués, de tous les traqués que je croise dans la ville.) Bref, la première conversation n'aboutit à rien.

Juraj l'a compris. Par un autre paradoxe de la vie clandestine, ma froideur et mes réticences lui donnent confiance. Il reviendra. Il me fournira l'occasion de contrôler ses indications. Bientôt, il ne me sera plus possible de douter de son identité et de la ferveur avec laquelle il joue sa vie pour soutenir les gens des *bunkers*, alors qu'il pourrait aisément aller à Budapest, où il est infiniment plus facile de se cacher et où la libération sera beaucoup plus rapide. Quand je me serai installé dans mon petit appartement, il y viendra sans hésiter, alors qu'il pourrait tomber dans une souricière. Je saurai bientôt où est son propre *bunker*. Après que j'aurai procédé encore à des recoupements, à des essais prudents,

chacun de nous deviendra pour l'autre son principal homme de confiance dans la lutte de cet hiver.

Il n'est heureusement pas le seul à maintenir, en veilleuse mais encore capable de lutter et de survivre, une communauté juive. La Makhabi Hazair, l'association de jeunesse d'avant la persécution, a pu garder quelques cadres dans l'illégalité ; les sionistes parmi ces jeunes et ceux qui ne veulent plus être que Tchécoslovaques ont remis leurs controverses à plus tard, pour combattre coude à coude dans la nuit.

Beaucoup seront pris et jetés dans les camps d'extermination ; d'autres seront tués dans la rue.

Un de ces soldats s'est avancé ; il m'est présenté par le consul de Suisse, qui l'a connu libre. Il vit je ne sais dans quel grenier, dont la porte est masquée par une armoire. Mais il sort la nuit distribuer un peu de l'argent qui a été sauvé lors de l'occupation de la Centrale juive. Dans la rue, le jour du coup de force, cet argent avait passé de son manteau dans le sac à main de la femme d'un diplomate étranger qui, impassible, avait ouvert ce sac quelques pas plus loin pour montrer son passeport à un S.S. et passer ainsi à travers la raffe. Le juif, lui, était déjà pris et jeté dans un camion. Dans la même heure, en plein jour, il sautait du camion en marche. Le garde qui veillait à l'arrière du camion était peut-être gêné dans son tir par les quelques billets de banque que A. lui avait glissés avant de sauter ; en tout cas il n'atteint ni A. ni les autres captifs qui avaient eu la présence d'esprit de fuir dans le désordre qui s'ensuivit.

A. descendit dans le monde des *bunkers* et, grâce à l'argent sauvé, il poursuivit au ralenti la distribution de secours, par le réseau des jeunes garçons et filles de la communauté souterraine. Ses traits sémites le dénonçaient de façon irrémé-

diable. Dédaignant les faux papiers, il courait de nuit d'un terrier à l'autre. Il serait tué dans la rue, ou survivrait en raison même de son audace.

Le jour où je le vis, il était pour moi le premier repère relativement sûr ; j'avais du consul la confirmation de son identité. Il me permettrait un premier recoupement :

— Connaissez-vous Juraj ?

— Il est revenu de Budapest récemment.

— Voulez-vous me le décrire ? (Il hésite.) Pas besoin de me dire où est son *bunker*. Mais j'ai reçu la visite d'un homme déclarant être Juraj et j'ai besoin de votre témoignage.

Tiens, je me sens tout heureux : la description correspond au beau visage ouvert et propre de ma visite. Je peux donc l'accueillir, me laisser guider par lui lorsque j'aurai une aide à apporter.

Mais un nouveau doute m'assaille : A. lui-même est-il sincère ? Cette fuite le jour de son arrestation est peu vraisemblable. Il pourrait être complice d'un faux Juraj qu'il légitimerait devant moi. Heureusement, le lendemain, je reçois une autre visite, K., accompagné... d'un policier slovaque. Il est accusé d'un grave délit imaginaire de droit commun et retenu en prison pour l'instruction de son procès. Cette promenade en ville a dû lui coûter cher, en argent caché dans ses semelles ou en influence sur un fonctionnaire qui prend des gages pour l'avenir. A moins que, tout simplement, le gardien de sa prison soit un patriote tchécoslovaque qui risque sa peau ou au moins sa position.

Le policier est resté à la porte. K. lui-même correspond au signalement qu'en donnaient ses amis de Suisse. Je lui demande de me décrire Juraj et de me raconter comment A. a été

arrêté et libéré. Tout coïncide et je peux même lui faire identifier les signatures des deux hommes, tout comme eux, à la prochaine occasion, me décriront exactement K. et reconnaîtront sa signature parmi plusieurs : minuties et précautions d'un roman policier, hélas trop réel.

Le représentant du donateur juif le plus important, l'American Joint Distribution Committee, avait indiqué au C.I.C.R. trois hommes de confiance. Les trois ou sont tombés dans la lutte ou sont disparus. En voilà trois autres. Le Joint les agréera-t-il ? Je dois faire rapport à Genève, avec prudence encore :

« La difficulté est que je ne peux pas donner l'assurance absolue que ces trois personnes sont bien ce qu'elles prétendent être. Le Joint peut-il me fournir soit des photos soit des signalements ou accepte-t-il le risque, qui me semble faible ? »

Plusieurs semaines de silence. Le C.I.C.R., qui ne fait que transmettre des dons sans pouvoir prendre de responsabilités de ce genre, doit s'en rapporter à la décision du donateur. Le délégué du Joint pour l'Europe doit attendre que des messages partent et reviennent, très lentement, par les voies mystérieuses de la poste clandestine, par cette poste secrète qui est l'une des manifestations de l'invincible résistance des peuples opprimés. Aucune tyrannie ne peut l'intercepter complètement. Cent courriers seront pris, torturés, tués, mais dix autres auront passé. Ainsi, pendant cette dernière guerre, on a perçu les messages désespérés de la Pologne, de la Serbie et aussi de l'Allemagne assujettie. C'est par cette poste que les émigrés ont su ou soupçonné ce que devenaient leurs peuples, derrière la double muraille de la police et de la propagande. C'est par cette poste, à la technique ultra-

moderne ou primitive, que les maquis ont communiqué avec Londres, Alger ou Moscou. C'est aussi par cette poste que le C.I.C.R. a reçu les premières adresses des détenus des camps de concentration, qui lui ont permis d'envoyer les premiers paquets de secours. Elle se réorganisera chaque fois qu'une dictature violera le secret de la poste publique. Mais elle est lente, et meurtrière; dix courriers passent, cent ont dû donner leur vie.

Risquer de l'argent, sans prendre trop de renseignements, Saly Mayer, le délégué du Joint en Suisse et ses chefs d'Amérique s'y résoudraient, comme ils l'ont fait pour les paquets destinés aux camps de concentration. Mais ces trois hommes de Slovaquie, s'ils sont des traîtres, collaborer avec le délégué du Comité international leur permettrait de faire tomber des milliers de *verbunkert* dans les filets de la S.S.

Quand le Comité et Saly Mayer pourront-ils répondre ? Souvent, quand j'étais trop perplexe ou trop découragé par l'inaction — puis, plus tard, lorsque les secours circuleront, trop déprimé par ce travail de Sisyphe : secourir des gens qui n'achètent, ainsi, qu'un sursis tout en devenant des proies doublement alléchantes car, en découvrant un juif, les hommes du S.D. trouvent du même coup de l'argent à voler — je pensais, en même temps qu'à Max Huber, à Saly Mayer, qui de Saint-Gall, s'acharnait à secourir ses frères. Je l'avais vu longuement avant de partir et je devais le connaître mieux encore dans la dure période des désillusions d'après-guerre. Un vieillard sévère et bon, qui parlait par paraboles, et mettait toute la lucidité de sa tête et toute la passion de son cœur à secourir ses frères en religion. Dans la nuit que le nazisme étendait sur l'Europe, Saly Mayer, pour les *bunkers* et les camps, était le nom de l'espoir encore permis.

Mais aux yeux de Berlin c'était un crime que de conserver cet espoir et un autre crime que de le susciter. Il fallait savoir oser, et aussi avoir le courage de s'abstenir, lorsqu'une négociation risquait en fin de compte de nuire aux victimes, parce que la fantaisie des persécuteurs avait changé. Il fallait à la fois ne pas éprouver de crainte, et savoir rester prudent.

Genève et Saint-Gall gardent le silence. Tout de même, je sais maintenant qu'une lutte est possible et qu'il vaut la peine de rester sur ce poste. Mais il faut que l'argent vienne bientôt d'Occident.

LES PARTISANS SONT-ILS      Et les Slovaques prisonniers ?  
DES ETRES HUMAINS ?      Le Conseil des ministres a effectivement traité le mémoire que les Affaires étrangères m'avaient promis de lui adresser. Mais il se réfugie, il doit se réfugier dans le formalisme : « Il n'y a plus d'armée slovaque, elle ne peut donc pas détenir de prisonniers, ni étrangers ni nationaux. »

Il est bien vrai que ce sont les Allemands qui trient les captifs et renvoient à la maison les « innocents ». Combien ? Personne ne veut le savoir !

— Le Comité international de la Croix-Rouge entend-il demander que les ennemis intérieurs de la patrie soient remis en liberté ? me demande le président du Conseil.

— Je ne crois pas que l'on puisse simplifier ainsi, Excellence. Dans la mesure où ces hommes (ces femmes aussi) ont été arrêtés à tort, la Croix-Rouge se félicitera de les voir rendus sans délai à leurs familles. Quant à ceux qui ont effectivement combattu le gouvernement de Bratislava...

— Pardon, Monsieur le délégué, le gouvernement *slovaque*.

— Pardon, Monsieur le ministre, je manie mal l'allemand : le gouvernement slovaque, en effet. Eh bien ! ces hommes que vous et le gouvernement du Reich estimez nécessaire de retenir, nous demandons...

— Vous demandez ? Et de quel droit, je vous prie ?

— Vous avez encore raison, Excellence. Je souhaite que vous m'en donniez un droit spécial, en reconnaissant que la Convention de Genève, comme le Comité vous en a prié, peut être appliquée à ces combattants...

— A ces bandits !

— A ces... disons à ces êtres humains. Il ne semble pas possible que vous les traitiez en combattants réguliers, de sorte que j'invoque non la Convention dans sa lettre mais le droit d'initiative du C.I.C.R., un droit d'humanité, de christianisme aussi.

Mon interlocuteur, qui est fin et qui d'ailleurs, pris comme tant d'autres dans un engrenage, joue dans une large mesure un rôle, s'apaise et sourit presque. (Un peu plus tard, il s'indignera à nouveau, quand je reparlerai pour la dixième fois des juifs, au point que son secrétaire, tout pâle, entr'ouvrira la porte. Mais il ne fera jamais rien pour entraver les secours du Comité international.)

— Et nous demandons que ces captifs reçoivent ce qui n'est pas refusé aux criminels dans vos prisons : un traitement qui les maintienne en vie, des lettres censurées et des paquets censurés venant de leurs familles et la visite de leurs avocats, c'est-à-dire des délégués du C.I.C.R.

— Vous devez vous adresser aux Allemands. Par leur révolte même, ces bandits nous ont dépouillé de notre liberté d'action. Devant la défaillance qu'ils nous imputaient, les

Allemands ont exigé que nous leur laissions la haute main dans cette affaire. Cependant, si l'on peut envoyer des paquets à ces égarés, nous nous en féliciterons. Oui, la poste et la douane en autoriseront le transport.

A mon grand étonnement, la légation et l'état-major allemands ne refusent pas la discussion. Probablement parce qu'à l'état-major est arrivé un officier de carrière de la Wehrmacht, seul dans ce commandement de Waffen-S.S., qui me parle avec nostalgie de la Suisse toute proche de sa province natale et qui, du côté du commandement allemand, a collaboré avec notre délégation en Grèce. Mais les réponses de ses chefs restent ironiques : le traitement de ces captifs est certainement conforme aux règles, certains incidents inévitables au moment de la capture ont été grossis ; d'ailleurs, les transports vers l'Allemagne sont à peu près terminés : un peu de patience, dans les camps définitifs tout ira mieux.

— Pourrons-nous les visiter ?

— Demandez à Berlin.

Berlin ne répondra jamais, d'autant moins que, à cette époque de la guerre, le désordre saisit l'Allemagne aux jambes et fait parmi les opposants et les captifs plus de victimes que la Gestapo même.

— La Croix-Rouge slovaque peut-elle du moins leur envoyer des paquets, censurés par vous ou par moi, comme vous le préférerez ?

— Pourquoi la Croix-Rouge slovaque ? Nous nous en chargerons volontiers, si c'est nécessaire. Il suffira que les Slovaques nous disent où se trouvent les stocks qui pourraient servir à faire les paquets...

Ne reste-t-il là aussi que la voie du travail clandestin ? Des membres de la Croix-Rouge, des fonctionnaires des

Affaires étrangères, des commerçants, des médecins, qui se rencontrent sous le prétexte du bridge, ont réuni de l'argent et des marchandises. En payant les douaniers allemands et les chefs du camp, on pourrait envoyer des paquets à quelques centaines de Slovaques retenus en Autriche.

Dois-je encourager un tel projet ? Pour moi, en cas de découverte, il n'y aura que de légers désagréments. Mais pour ces « conspirateurs » ?

Encore un dernier effort de légalité. La Croix-Rouge slovaque demande officiellement à pouvoir secourir les prisonniers, en cours de transit comme en Allemagne.

— Non. Tous les prisonniers de guerre pris en Slovaquie doivent être considérés comme des prisonniers russes, puisqu'ils ont combattu avec les Russes.

Ainsi, on veut bien les reconnaître comme des combattants, mais en les plaçant parmi ceux à qui on n'a reconnu aucun droit de protection. Et encore :

— Le Commandement de l'armée allemande serait trop heureux que la situation des pg allemands en Russie fût à peu près aussi satisfaisante que le traitement assuré en Allemagne aux gens d'ici... Une intervention de la Croix-Rouge slovaque alimenterait ici et dans la presse alliée une propagande inopportune, qui servirait uniquement à présenter les révoltés slovaques comme d'innocents martyrs.

Il ne reste donc que la charité illégale.

LA POUSSIÈRE DES PEUPLES    Le vide allemand aspire la  
poussière des peuples. L'armée  
en lente retraite ne veut laisser aux libérateurs russes et tchéco-slovaques ni marchandises, ni meubles, ni machines, ni

surtout de patriotes complices : l'évacuation forcée de la Slovaquie a commencé à l'est du pays, presque encerclé par l'armée russe qui martèle Budapest et Varsovie.

La région de Presov, à fin novembre 1944, doit être vidée. De proche en proche, dans les localités et les fermes, les habitants reçoivent l'ordre de s'éloigner, dans un délai de quelques heures, en emportant ce qu'ils peuvent et par leurs propres moyens. L'occupant ne fournit ni autos ni wagons. Passé le délai, les soldats ou policiers allemands emportent eux-mêmes tout ce qui peut s'enlever, meubles, instruments, machines, même les fenêtres et leurs cadres, les portes et les planchers. Les édifices importants ou bien placés, les ponts même les plus petits sont détruits.

De cette région sont ainsi chassées cent à cent vingt mille personnes. Elle ne vont guère loin, vers Kezmarok et Levoca. Mais même un déplacement de dix kilomètres suffirait à les ruiner et la belle étoile n'est pas moins meurtrière à Levoca qu'en Bohême ou en Bavière. Un déplacement si faible sera d'ailleurs vain, car on n'en est plus à la guerre de positions de 1914. Mais il faut obéir, quitte à se terrer dans la forêt, le long des routes marquées par tant de tombes hâtivement creusées, et à revenir sur place avec les survivants, dans la maison dévastée, attendre l'armée russe.

La Croix-Rouge slovaque, avec courage, fait encore un effort. Mais elle est jeune, et déjà épuisée par cette longue guerre intestine. Cependant, une colonne de deux autocars, avec deux médecins et une dizaine de sœurs volontaires, part vers l'est. Elle y porte des médicaments et de la nourriture, et transportera quelques malades, quelques vieillards, quelques enfants qui, sinon, crèveraient le long des chemins. Tandis que les trains et les camions allemands emmènent

leurs biens, cent mille évacués voient venir à eux deux autos et dix infirmières. Derrière eux, les mitrailleuses des S.S., la diphtérie et le typhus. Mais la rumeur de leur exode, à travers la neige de décembre, ne dépasse guère Bratislava ; elle se perd dans l'apocalypse du millénium nazi.

Bratislava, entre le front encore silencieux et Vienne qui râle sourdement, devient comme un fort, calme en apparence, mais secoué déjà par les sapes et les contre-sapes intérieures de l'opposition et de la garnison.

Je suis sorti, cette nuit de décembre, du *bunker* d'une famille juive ; je crains comme chaque fois qu'on ne m'ait suivi et que des reclus ne paient de la liberté et de la vie la joie que leur a donnée cette visite d'un délégué de Genève, impuisant mais amical, dont l'air de liberté et de sécurité a suffi à leur faire du bien (en revanche une sympathie exprimée en paroles sentimentales les aurait chargés et humiliés). Ce *bunker*-là était un vrai logement et semblait encore un vrai foyer et je me demande à nouveau, arpentant paisiblement la ville, si la guerre et la Gestapo sont réelles.

La nuit est superbe de sérénité. Dans les vieilles ruelles, Madame-la-Lune vient éveiller les petites statues de saints dans leurs niches et anime les masques joviaux des portes cochères. Elle nimbe d'une lumière crémeuse les tours, les clochers, les gargouilles, tout un musée d'encorbellements, de chapiteaux et d'avant-toits. Il fait un froid vif, mais je m'arrête longuement au bord des places, trop enchanté par tant de quiétude pour vouloir me hâter. Sur le Danube, un chaland passe, signalé par son long mugissement. Au coin des rues, de noirs gendarmes, le fusil en bandoulière, semblent ce soir n'être que d'autres statues posées sur la chaussée pour servir aux jeux de la lune.

Et pourtant, cette nuit même, un nouveau transport de juifs est parti de Sered pour l'Allemagne. La réponse de Berlin était arrivée : le transport de tous les juifs en Allemagne est officiellement décidé, Sered est donc un camp de passage « qu'il n'y a pas lieu pour le délégué du C.I.C.R. de visiter ».

Cette nuit aussi sont arrivés à Bratislava dix-sept aviateurs américains, prisonniers. Ils sont allés rejoindre à la prison centrale quelque trois cents autres détenus qualifiés de « politiques » : Slovaques, Anglais, Français, Allemands peut-être, que sait-on ? En effet, un quartier de cette prison a été repris par l'état-major de la Waffen-S.S. Le camp de Sered pour les juifs et la prison militaire de Bratislava pour les Alliés et les politiques sont les deux pôles où convergent, hors de la portée et des familles et de la Croix-Rouge, les victimes des rafles. Elles en repartent en wagons scellés pour l'Allemagne et le massacre.

Ces dix-sept Américains ont été pris dans la montagne. On saura bientôt que deux d'entre eux étaient descendus en Slovaquie quand leur avion, au cours d'un raid, avait été abattu. Faits prisonniers pour la forme par l'armée slovaque, ils avaient en réalité été choyés dans des familles et, au putsch, avaient rejoint les partisans. Les quinze autres étaient venus volontairement, en 1944. Une fois, les archives militaires permettront peut-être que l'on publie l'Iliade et l'Odyssée de ces E.M. de liaison que les Alliés ont lancés dans les maquis, en France, en Italie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Slovaquie aussi. Autant qu'on a pu le savoir à Bratislava, il y a eu dans ce dernier pays un groupe anglais, un groupe français, un groupe américain ; du moins trois petits corps ainsi constitués ont-ils combattu et, décimés, ont-ils été pris en fin de compte.

Un de ces groupes faisait battre les cœurs dans cette région du Danube : l'escadrille française. Je ne sais combien elle avait d'avions ni même si elle disposait d'un seul. Mais elle avait des hommes, prisonniers évadés ou travailleurs requis qui, lentement, avaient filtré d'Allemagne vers la Hongrie et, à la barbe de l'allié-occupant allemand, avaient ouvert un camp dans la puszta, où flottait le drapeau tricolore. Lorsque, en été 1944, la Hongrie avait été réellement occupée, ils avaient rejoint les révolutionnaires slovaques. Complétés par des travailleurs requis français cantonnés dans les vallées et par des guides du pays et des auxiliaires féminins slovaques, ils s'étaient battus, en retraite, avaient été *aufgerieben*, « anéantis par frottement ». On colportait comme une légende le nom d'un d'entre eux : le capitaine Gérard Forestier.

Fait prisonnier à Banska Bystrica. Evadé grâce à la complicité de ses anciens auxiliaires rentrés à la maison. Parti encore une fois à pied vers la Hongrie, en clochard, son uniforme dans le havresac. Pris et tué dans le dos, face au soleil. Est-ce vrai, est-ce une légende ? — C'est le symbole de la France, tel que l'aura perçu ou imaginé le cœur de tant de Hongrois ou de Slovaques.

Les quinze Américains étaient entrés plus aisément dans le pays de leur mort : ils avaient été envoyés en avion prendre contact avec l'état-major révolutionnaire slovaque. Lors de la débâcle, ils n'avaient plus pu s'envoler ; malades, pouilleux, affamés, ils venaient d'être jetés dans la prison de Bratislava, privés de tout moyen de communication avec l'extérieur, ni soignés ni interrogés.

Un médecin de la ville l'avait appris par une sœur de charité, qui était admise dans ce quartier de la prison mais

non dans la cellule unique où, sans soins et sans lumière, les dix-sept pourrissaient.

Devais-je, comme me le dictait mon premier mouvement, et le rôle même du C.I.C.R., avertir le service des prisonniers du commandement allemand, qui n'était probablement pas informé ? Mais l'état de ces hommes donnait à réfléchir : ils étaient aux mains non de la Wehrmacht mais de la S.S. Si j'intervenais sans preuves en mains, la S.S. nierait et laisserait mourir ces hommes, ou les évacueraient dans cet état misérable en Allemagne.

Il fallait en premier lieu les secourir. Tatjana et ses amis dans la ville pensaient de même ; la sœur de charité put passer sous sa robe des médicaments, un peu de linge et de la nourriture et, crime beaucoup plus grave, du papier et un crayon. Le médecin slovaque de la prison prit le risque de pénétrer dans la cellule. La surveillance, faute d'hommes, s'arrêtait à la porte de la chambre et les sentinelles, dans leur cœur, n'approuvaient pas ce traitement de combattants. Peu à peu, l'état des détenus s'améliora.

Pendant ces journées où plusieurs hommes et femmes risquaient leur vie pour secourir des captifs auxquels la Convention de Genève donnait des droits bafoués, le délégué du C.I.C.R. devait jouer l'ignorant, visiter poliment des institutions sociales ou jouir de la bonne chère slovaque !

Enfin la sœur rapporta la liste des captifs, écrite au crayon par l'un d'eux. Je pouvais aller à l'E.M. allemand, dire en termes vagues (pour ne pas compromettre les sentinelles, le médecin ni la sœur) que, selon la rumeur, il existait à la Krizna Ulica un camp de prisonniers ni slovaques ni russes et demander, en vertu de la Convention, à le visiter. En

même temps, le service médical slovaque intervenait auprès du médecin-chef allemand.

Quelques jours plus tard l'entrée de la prison m'était refusée, mais nous apprenions que les pg alliés avaient été évacués en Allemagne et j'avertissais Genève pour que la délégation à Berlin fût alertée. Cependant, les dix-sept Américains devaient disparaître définitivement ; la délégation du Comité à Berlin n'en retrouva pas la trace ; les fiches, à l'Agence centrale des prisonniers de guerre du C.I.C.R., à Genève, sont restées blanches, en dessous de la mention du passage de ces hommes à Bratislava. Ont-ils été « tués pendant une tentative de fuite » ?

D'autres groupes, de même façon, ont été aperçus comme des voiliers dans la nuit. Tels ces quatre Anglais, dont une femme de la W.A.A.F., qu'une lettre anonyme envoyée au nonce signalait prisonniers à Banska Bystrica.

De temps à autre, le *Grenzboten*, le journal allemand de Bratislava, annonçait d'un ton de triomphe la capture d'aviateurs alliés. J'en ai vus descendre en parachute au-dessus de Bratislava, tandis que leur avion laissait dans le ciel une longue traînée de fumée noire.

Chaque fois, je montais à l'état-major pour demander la liste des captifs, le droit de les visiter, leur évacuation rapide sur un camp définitif.

— Nous n'avons pas connaissance de ces cas ; ils ont certainement été transportés dans le Reich ; que votre Comité s'enquière à Berlin.

Aura-t-on bientôt — si une nouvelle guerre devait éclater — des conventions plus généreuses donnant des droits plus catégoriques à la puissance protectrice et à la Croix-

Rouge ? Mais ce qu'il faut surtout, c'est que ces conventions soient appliquées sans mesquinerie, que les fonctionnaires d'état-major n'aient pas pour règle de rechercher chaque fois les motifs permettant de dire « non » au C.I.C.R.

En 1944, nous n'en sommes pas encore là : je télégraphie à Genève, Genève télégraphie à sa délégation de Berlin. Dans la confusion du Reich à l'agonie, retrouvera-t-on la trace de prisonniers qu'il eût été si simple de suivre et de secourir dès leur lieu de capture ?

Des centaines de milliers de leurs camarades sont protégés par la délégation du Comité à Berlin, ravitaillés, soignés, informés des nouvelles de leurs familles : jamais le C.I.C.R. n'a fait tant de bien aux victimes d'une guerre.

Mais d'autres milliers, d'autres millions restent sans protection, parce que le pouvoir écarte d'eux la main de la Croix-Rouge.

## CROIX-ROUGE CONTRE GESTAPO

« La Croix-Rouge doit toujours agir ouvertement. » Ce mot d'ordre du Président Huber sonne à mes oreilles comme un double reproche : je ne faisais presque rien et voilà que le peu que j'accomplis est presque clandestin.

Mais je sais maintenant que seule cette dernière attitude est possible, en dehors de l'abandon du poste. Les Russes approchent si lentement et la voix de Bénès, entendue un instant à la radio, est encore si lointaine. Noël est bientôt là, le vent soulève de l'écume sur le Danube, les juifs ont froid dans les *bunkers*, les partisans meurent accroupis dans leurs retranchements à la montagne, les « Tchécoslovaques » dans les ministères savent que l'étau de la suspicion se resserre sur eux. Dans le ciel souvent pur, les points gris des avions anglais passent, très haut, très calmes, tandis que les sirènes rassemblent les habitants dans les caves et que les batteries tirent inutilement.

La Croix-Rouge de Genève ne peut rester inactive.

UNE LOI PLUS HAUTE Il reste un petit résidu d'action  
QUE TOUTES LES LOIS officielle, mais même celle-ci doit  
être exécutée dans le mystère :  
visiter les rares pg alliés pris en Slovaquie antérieurement  
au putsch, et que les Allemands ont oublié d'évacuer.

Au fond d'un village, à Horné Obdokovce, il y a ces soldats yougoslaves, qui vivent libres et confondus avec le prolétariat des journaliers slovaques. Ils ne sont pas dix, mais il est important de leur rendre visite, pour leur donner quelque aide de la part de la Croix-Rouge slovaque, et aussi pour maintenir à l'égard du gouvernement — ne serait-ce que pour dix personnes — le principe de la Convention.

J'y vais avec le directeur de la Croix-Rouge slovaque (celui même qui, contraint de débiter les thèses officielles, plaçait chez des prêtres les enfants juifs abandonnés et couvrait de son silence mon heure de réception et l'aide médicale aux partisans) et la dirigeante du service étranger. Nous traversons, par une matinée de décembre, la plaine ondulée qui s'étend entre le Danube et les montagnes. Les bas-fonds sont inondés. Des troupes de civils réquisitionnés y tracent, au ralenti, la strie indécise de fossés antitanks. Passent de temps en temps, au delà d'un bosquet éclairci par l'hiver, la tache multicolore d'un village, une statue de saint, une chaumière, de gros manoirs aux toits gris. Dans les villages, des paysans à la mine sombre amènent leurs chevaux, mobilisés par les « notaires » municipaux sous la contrainte des occupants ; ce printemps, quelle que soit l'issue de la guerre, la terre ne pourra pas être travaillée et la Slovaquie aura faim en 1945.

Voici Nitra aux cent tours, dressant au fond de la plaine

une silhouette de clochers et de cheminées d'usines que surmonte, sur une colline abrupte, l'archevêché de Slovaquie, où nous avons audience. Une route creuse, pavée, grimpe autour de la colline, passant sous des murailles épaisses, car l'archevêque, dans l'ancien régime, était aussi un prince temporel et sa résidence un château fort. Derrière la première enceinte, dont la porte cochère est précédée d'une grande fontaine baroque, il y a un petit bois de sapins puis le château lui-même flanqué d'une petite cathédrale. Par la cour à l'italienne et les salons où rutille le rococo, nous passons des mains de l'inévitable petit abbé à celles du coadjuteur pour rejoindre l'archevêque, un vieillard corpulent et plein de prestance, au noble profil et aux cheveux blancs sous la calotte violette.

Il sait du nonce quelle lutte tente de mener en Slovaquie la « Croix-Rouge suisse » (que l'on confondra toujours, pour la louer ou la critiquer, avec le Comité international de Genève composé de Suisses); lui-même secourt les juifs traqués dans sa province et les enfants des partisans et il combat les Allemands et Mgr Tiso, sans que ses ennemis osent l'abattre. Nous parlons de l'inévitable devoir : « respecter une loi qui est plus haute que toutes les lois ».

Quelques mois plus tard, les bombes et l'artillerie ébrècheront la fière silhouette de l'archevêché et redonneront la majesté des ruines, sous la cathédrale démantelée, à la première chapelle de Slovaquie, consacrée à Nitra par les premiers convertis de cette lointaine terre slave.

COMMENT SECOURIR      Est-ce ce même soir, dans Bratis-  
SANS ARGENT ?      lava rendue opaque par les suites  
                                 d'un petit bombardement anglais,  
que j'ai rencontré Bumi ?

Un émissaire m'avait demandé si je consentirais à descendre, dans la soirée, devant l'entrée de ma maison, où quelqu'un voulait me parler. Laissant cachés chez moi mon portefeuille, mon passeport et les clefs de ma table de travail, je suis descendu, un peu inquiet, me souvenant de la scène touchante et pénible de ma rencontre avec *Vater*. Une ombre masculine m'a aussitôt accosté et j'ai entrevu un long visage tout jeune, passionné, fiévreux, pas très sympathique peut-être. De nouveau la même interrogation : est-ce un agent provocateur, simplement un voleur ou vraiment un soldat de la nuit ? J'ai encore un souvenir très vif de cette conversation, tenue comme toujours en allemand. Il attaque immédiatement :

— Nous ne savons si vous méritez notre confiance. Vous avez eu hier, dans votre appartement, la visite de deux jeunes gens, n'est-ce pas ?

— Ma foi, je ne sais pas. Je reçois beaucoup de visites.

— Stéphane R. et Joseph P.

— Je ne sais pas, je ne note pas les noms de mes visites.

— Nous savons que vous les avez reçus, car je leur ai parlé ensuite. Ils ont été arrêtés ce matin.

— J'en suis navré, mais j'ignore toujours de qui vous voulez me parler. Vous n'avez pas confiance en moi ? Mais pour quel objet devriez-vous avoir confiance ? En outre, vous savez qui je suis, mais j'ignore qui vous êtes.

Depuis quelques instants, alors que nous arpentons le trottoir, j'entends des pas, en avant et en arrière. Ce n'est

pas très agréable, mais il ne reste qu'à ne pas montrer de peur. Je continue :

— Je ne vous connais pas, et vous venez accompagné de plusieurs amis, me semble-t-il. Ne pourraient-ils pas s'éloigner, ou venir me serrer la main et participer à notre entrevue ?

— Chez vous ?

— Dans mon appartement ou ici, c'est égal.

Bumi rit, puis siffle doucement. Les ombres approchent. Diable, que va-t-il se passer ? Rien. Des chuchotements de salutation, des mains serrées à l'aveuglette. Et les ombres s'éloignent un peu plus.

— J'ai besoin de gardes du corps. Nous avons dû nous battre plusieurs fois. Ils vont surveiller les issues de la rue. N'ayez pas peur.

— Si, j'ai peur, mais je n'ai pas d'armes, au contraire de vous et cela me protège contre vous-même. Si vous êtes juif, vous n'avez aucune raison de m'en vouloir. Si vous êtes un agent allemand, il vous en cuirait de me toucher. J'ai laissé des indications au consulat de Suisse.

— Comment osez-vous dire que je suis un agent allemand !

— Ma foi, vous parlez si bien leur langue.

— Vous aussi et cela ne prouve rien.

— Merci du compliment, mais que me voulez-vous ? Je ne connais ni Stéphane ni Joseph, et les connaîtrais-je que je ne vous le dirais pas, comme vous pouvez vous en rendre compte, je pense. Si vous êtes un agent allemand, je reconnais volontiers que je souhaiterais secourir les juifs. La Gestapo le sait, officiellement, de moi-même.

— Je ne suis pas Allemand, vous le savez bien.

— Prouvez-le moi ! Vous indiquez comme nom Bumi.

Peut-être votre nom est-il tout différent. Vos papiers sont sûrement faux, inutile de me les montrer et il fait un peu sombre ici. Je travaille au grand jour seulement. Dites ce que vous avez à me dire, séparons-nous (car j'aime bien mon lit) et faites-moi répéter tout cela demain par un homme en qui j'aie confiance.

— Qui ?

— Vous devez le savoir. Personne peut-être !

Il hésite, amusé et enragé de me voir retourner contre lui l'argument de la défiance, puis il parle. Nous suivons plusieurs rues, avec son escorte furtive, nous tenant bras dessus, bras dessous pour mieux percevoir nos paroles.

Bumi est aussi un des survivants de l'organisation de jeunesse juive. Une dizaine de garçons et de filles qui, s'ils sont encore libres, se retrouvent chaque soir et distribuent des habits, de la nourriture, de l'argent, trouvent de nouveaux *bunkers* et placent des meubles ou des enfants chez des chrétiens. A la nuit tombée, au long des rues, ils glissent des paquets ou des enveloppes à de petits enfants, à des femmes ou à des hommes travestis : le ravitaillement des bunkers. Ils prennent en filature la police, les traîtres, les agents doubles. Le jour, ils se terrent, ou travaillent sous de faux noms, si les traits de leur visage ne sont pas gênants. Le cercle est décimé de semaine en semaine ; les deux jeunes gens d'hier sont tombés et il est à craindre que la visite qu'ils m'ont faite ne les ait dénoncés.

Et les ressources s'épuisent. Il demande :

— Avez-vous de l'argent ? La Croix-Rouge et Saly Mayer ont dû vous envoyer quelque chose.

L'histoire est vraisemblable, vraie même je le sens, mais cet homme est-il celui pour lequel il se donne ? S'il est un

provocateur, c'est maintenant qu'il ouvre le piège, tandis que nous nous penchons amicalement l'un vers l'autre :

— Je ne comprends pas votre question, mais ce que vous me dites m'intéresse ; revenez me le dire, avec un ami commun. Je vais maintenant me coucher.

— Vous êtes dur, vous ne me faites pas confiance.

— Je ne fais confiance à personne, même pas à moi. Pouvez-vous me prouver que vous êtes Bumi ?

Après un instant de silence, nous nous séparons en riant et je rentre dans la maison, ayant un peu froid au moment de tourner le dos à la rue où passe le frôlement de la garde du corps de Bumi.

Le lendemain, Juraj me disait :

— Bumi est venu me voir. Il était à la fois furieux et impressionné.

— Et rassuré, j'espère, par ma prudence ?

— En effet, il aura confiance.

— Mais moi, je continuerai, dans une certaine mesure, à me méfier...

— Non, non, il est sûr.

— Je le crois puisque vous le dites, mais je ne veux pas trop savoir de choses ni lui en dire trop. Il continue à penser que la visite qu'ils m'ont faite a livré à la police la piste de vos deux camarades, et peut-être n'est-ce que trop vrai.

J'ai l'impression d'être dans une forêt de cauchemar, au milieu de la nuit. Des bêtes de proie rôdent et me scrutent sans que je le sache — ou peut-être ne me prêtent aucune attention. Elles ne veulent me faire aucun mal, mais elles attendent à l'affût les créatures égarées qui voudront se fier à la faible lumière de mon fanal.

Non seulement je suis presque impuissant, mais ma

présence peut mettre en danger les persécutés qui viennent me parler. Ma rue est trop peu passante et il y a tant de portes qui peuvent s'entr'ouvrir à chaque étage de ma maison. Mon téléphone est certainement surveillé et mes pérégrinations suivies.

Et le délégué du C.I.C.R. a les mains vides.

LE BUNKER DU CONSUL    Le premier argent arriva enfin en décembre. Un émissaire de Suisse qui, désinvolte, sortit de la poche de son pantalon une liasse de billets de banque et repartit sans demander de reçu. Enfin, le vrai travail pouvait commencer : donner à manger aux persécutés, leur permettre de *tenir* jusqu'à la libération.

Le deuxième envoi d'argent vint... d'un *bunker* de Bratislava ! Du *bunker* du consulat de... Il vaut peut-être mieux, encore maintenant, ne pas dire de quel pays, afin de ne pas exposer le consul, non aux reproches des Tchécoslovaques (qui le remercieraient avec respect), mais à la critique de son administration, car l'habitation même privée d'un consul ne doit servir à violer aucune loi ni à bafouer aucune police, si odieuses soient-elles. Et l'administration aurait raison ; même si son chef suprême ne faisait que sourire d'une infraction qu'il approuve dans son cœur. Bref, le consul en question n'avait d'ailleurs rien fait ; il avait seulement négligé de s'apercevoir de ce que sa femme, qui était téméraire et généreuse, faisait, et avait oublié de s'étonner que l'on achetât autant de nourriture pour son ménage. Et il n'entendait pas les allées et venues si discrètes qui faisaient craquer parfois le plancher de son grenier. Il m'avait expliqué de façon très plausible pourquoi, alors que *lui* ne craignait rien,

son portail était constamment fermé à clef, de sorte que chaque visiteur, bienvenu ou non, devait attendre qu'on vînt ouvrir la haute grille.

Son grenier abritait un des chefs de la communauté traquée et un ou deux couples avec des enfants, même un bébé tout neuf, dont les pleurs étouffés passaient pour les vagissements d'un chiot de la maîtresse de maison. La cuisinière du consul, juive avec de « bons faux papiers », assurait la liaison avec l'extérieur.

Beaucoup de ménages, dans ce pays, avaient engagé des domestiques « réfugiés de l'est ». J'avais de même une téléphoniste « enfuie de Kosice » avec d'excellents papiers falsifiés, si bons que je m'y serais certainement trompé et que la Gestapo s'y trompa presque jusqu'à la fin de son règne. A cause du devoir de loyauté qui s'impose à un délégué du Comité international, j'avais hésité à l'héberger, mais je savais ainsi un être qui, en même temps, assurait le secret de ma correspondance et de mes visites. Gentille Margita, dont le mari avait été pris dans la rue et ne réapparaîtrait plus et qui fit de sa chambre de domestique un atelier de trousseaux pour les *bunkers* et de ma cuisine une cantine pour les jeunes distributeurs de secours.

La voisine de palier, propriétaire de la maison, et sa cuisinière, qui nous assurait les repas, n'ont même pas montré qu'elles savaient à quoi s'en tenir quant à l'identité de cette « réfugiée », qui était d'ailleurs assez abattue par le sort de son mari pour n'avoir pas à jouer le rôle d'une explorée.

Mais le *bunker* du consul-non-informé fut soudain pris dans la tempête.

Le consul changeait de poste et son successeur, qui avait

consenti à reprendre aussi cette charge humaine, s'absentait pour une ou deux semaines. Les habitants du grenier me suppliaient de venir occuper le logement provisoirement libre. Il était trop probable que la police du régime et de l'occupant connaissait l'existence de ce *bunker*, que l'on ne tolérerait qu'en raison du prestige et de l'énergie du consul. Lui parti, on invoquerait un bruit suspect, une lueur d'incendie pour venir saisir « plusieurs bandits juifs qui s'étaient introduits dans la maison en l'absence du maître »...

— Si vous mettez votre nom sur la porte, si vous venez, au moins la nuit, et qu'ils ouvrent, ils n'oseront pas aller plus loin. Vous êtes Suisse, vous êtes de la Croix-Rouge et vous avez un passeport diplomatique.

Etranges journées de décembre 1944. Je recevais le matin des suppliants à la Croix-Rouge slovaque, signalais la correspondance interdite de la société mise à mon nom, voyais tel fonctionnaire officiellement, tel autre qui était en fait correspondant des rebelles ou des émigrés. Le repas de midi dans la salle à manger cosmopolite du Carlton était interrompu par les vols blancs des bombardiers anglais et les rafales inutiles de la D.C.A. L'après-midi, défilaient dans ma délégation haut-perchée d'autres malheureux qui venaient chercher de la sympathie plus que de l'aide pratique. A la nuit tombante, je montais au *bunker*. Du mobilier du consul, il était resté la batterie de cuisine, un grand canapé, une table de bridge, deux chaises branlantes. Les femmes du *bunker*, que j'entrevois à peine, avaient préparé un repas et, derrière les stores baissés, j'invitais tour à tour un des hommes à partager mon dîner.

Je sens encore dans mon dos la chaleur hésitante d'un petit fourneau posé dans la cheminée et je vois, au delà

de la table basse mal éclairée de deux bougies, la brève ronde de mes commensaux, un médecin, un jeune commerçant, un avocat.

La femme et le fils de l'un étaient dans le *bunker*, au grenier. La femme de l'autre, physiologiste de talent, avait été prise en octobre et, à la date dont je parle, avait terminé le cycle de son martyre, à moins que, tandis que nous mangions en souriant, elle ne fût, à Buchenwald d'où elle avait encore envoyé un message, la proie d'une expérience médicale. Une ronde passait dans la rue et nous accentuions notre sourire ou poussions plus loin le raisonnement que nos langues conduisaient, tandis que mon compagnon pensait au pas de la mort et que ma sympathie le suivait comme honteuse sur la route de la peur sans lâcheté. Qui, en dehors d'une brute inconsciente, n'aurait pas eu peur dans sa situation ? Mais il s'agissait de garder la tête froide dans la panique de la chair, et il restait impassible.

Ensuite, tôt pour mieux saisir de la nuit les heures qui resteraient calmes, mon hôte montait au *bunker*, furtivement, prenant garde de ne pas être aperçu d'un espion qui guetterait par la fenêtre de l'escalier. Ma pipe s'était éteinte et je m'endormais sur le canapé, enroulé dans des couvertures, tout réchauffé par la pensée de protéger ces quelques êtres qui, en eux-mêmes, auraient pu m'être indifférents mais qui étaient devenus le symbole du gibier humain.

Or, la porte du refuge allait être enfoncée.

Le nouveau consul était installé dans la maison et j'étais retourné chez moi depuis deux jours quand il m'appela au téléphone un après-midi :

— La maison est cernée, pouvez-vous venir ?

Un hasard extraordinaire avait amené de Budapest, ce

jour-là, trois de mes collègues délégués à Berlin. Ils étaient allés prendre contact avec le délégué à Budapest, engagé dans une lutte ouverte avec les Croix Fléchées qui tentaient de liquider les homes de juifs placés sous la protection du C.I.C.R.

Il faut agir vite. Un des trois hommes restera dans mon appartement, car, si l'on s'attaque à ce *bunker*, l'affaire est sérieuse et je ne tiens pas, en cas d'arrestation, à laisser mes dossiers et l'argent du C.I.C.R. sans protection. Les deux autres collègues viennent avec moi.

La maison du consul semble calme. Arrêtant devant la porte l'auto de mes collègues marquée des larges insignes du Comité (servant à la signaler aux aviateurs alliés qui balaient à la mitrailleuse les autostrades d'Allemagne), nous pénétrons dans la maison. Le consul est là, souriant et à peine nerveux : il avait vu soudain un soldat dans le jardin, l'arme à la main ; on avait sonné à sa porte : police allemande.

— Vous cachez des juifs dans cette maison.

— Jamais de la vie !

— Si, plusieurs personnes, dans le grenier. Nous en exigeons la livraison.

— Avez-vous perdu la tête ? Savez-vous chez qui vous êtes ? Je ne cache personne et vous invite à vous retirer. Revenez si vous le voulez avec un ordre écrit et l'autorisation des Affaires étrangères.

Les policiers s'étaient retirés, en mâchonnant des menaces, et le soldat avait quitté le jardin. Quand reviendraient-ils ?

Il fallait vider le *bunker* au cours de la nuit en se servant de l'auto de la Croix-Rouge, car il y avait danger de mort. Aurions-nous le temps ? Ou oserait-on venir prendre les juifs au piège et nous arrêter en même temps ?

— Nous trois sommes de passage et ne savons rien. Vous nous disculperez, car nous devons pouvoir continuer notre voyage, et ils n'oseront pas nous retenir. Mais vous ? me demande l'un de mes collègues.

— Moi, comme notre ami le consul, je ne cours pas grand risque, mais je pense à mes documents.

— Quels documents ?

— J'ai ici (et je montre la serviette qui ne me quitte jamais) l'unique double de mes notes à Genève, et de premières listes de distribution des secours.

— Quelle idée ! A Berlin, nous écrivons les notes confidentielles au moment où part la valise et nous ne gardons aucun double. Mais enfin, vous ne dites dans ces notes rien de très dangereux.

— Si, le travail est clandestin, ici.

— Eh bien ! au feu !

Il n'y a en effet pas à hésiter. Je prends ma collection de doubles. Le fourneau est déjà allumé. On nous guette probablement, mais ils doivent bien se douter que j'ai une ou deux choses à leur cacher. Quant à déchiffrer les cendres, il ne restera pas grand-chose sur ces doubles si minces...

Un appel vient du corridor et, tous ensemble, nous nous y rendons. C'est le chef du *bunker*, qui nous demande de venir dans un endroit plus sombre. Derrière la porte, nous trouvons trois hommes, trois femmes, les uns défaits, les autres résolus.

— Est-ce la fin ?

Mes collègues sont quelque peu interloqués de voir une assemblée aussi nombreuse.

— Monsieur le consul, vous ne faites pas les choses à demi ! Qu'allons-nous faire de tous ces gens ?

Leur chef propose :

— Pouvez-vous nous conduire en ville par petits groupes ? La nuit est là, et il n'y a pas de lune. Le docteur sait où aller, avec sa femme et leur petit.

Mais le jeune commerçant proteste :

— Laissez-nous ici. Nous nous cacherons au grenier, derrière des armoires.

— Pendant plusieurs mois, sans bouger ? Les Russes ne seront pas ici demain. La cuisinière ne sera plus dans la maison pour vous ravitailler.

— Nous pouvons tenir longtemps, mais laissez-nous au moins cette nuit, monsieur le consul ; j'avais préparé une cachette dans la poutraison. Si on nous prend, je dirai que nous avons pénétré chez vous à votre insu. Demain, j'irai voir des amis qui nous recevront peut-être. Et nous partirons dans deux jours.

Je me tourne vers le chef :

— Et vous ?

— Oh ! moi, déposez-moi en ville. Je me tirerai d'affaire.

C'est ce même homme qui, cet automne, s'est enfui du camion, en pleine ville, et qui, un ou deux ans auparavant, avait sauté du train qui l'emmenait en Allemagne. Il me prend à part :

— Je dois vous confier cela. Si je tombe, il faut que cela soit sauvé. Vous vous en servirez selon les conseils des autres, de Juraj surtout.

Le petit paquet qu'il me tend, c'est le solde du trésor de l'ancienne centrale juive : des dollars en billets. Qu'en faire moi-même en cet instant ? Je risque aussi d'être arrêté et fouillé. Ils me relâcheront ou m'expulseront, mais ils ne rendront pas l'argent.

Mes collègues et moi nous interrogeons du regard. Retournant dans le salon vide, j'avise le divan...

— Eteignons, je vais fourrer ce galion dans les ressorts !

C'est chose faite. J'ai secoué le divan, m'y suis assis lourdement : la liasse ne tombe pas, cela va. Ce sera toujours plus sûr que de garder cette fortune dans ma serviette.

Je sors un instant dans la rue, comme pour m'assurer que les freins de l'auto sont bien serrés : il n'y a personne de visible. Si des hommes sont embusqués dans les jardins des autres villas, entourés de hautes grilles, il leur faudra un moment pour en sortir et l'auto aura démarré. Ils n'oseront tout de même pas tirer. Nous prenons le médecin et sa famille. Personne ne sort de l'ombre, en avant ! Au coin d'une rue, nos passagers descendent sans mot dire. Il en est de même au prochain voyage de l'avocat et de la cuisinière de l'ancien consul. A la maison, le dernier couple et son petit garçon sont claquemurés au grenier, avec des provisions et de l'eau. Je reprends l'argent, dans les ressorts du divan.

Le tour est joué.

A la rue Moysesova, nous relevons notre sentinelle, mes collègues partent pour Vienne et je vais dormir, la liasse de dollars sous mon matelas.

La pluie tombe. Où peuvent bien être ces pauvres gens ? Errant sous la pluie, fatalement pris au matin par une ronde ? Terrés dans une maison bombardée ? Ou de nouveau dans un « bon » *bunker* ? Margita s'affaire encore dans sa cuisine ; ne sera-t-elle pas prise un jour ? Mes collègues sont en route vers Berlin en flammes. En Suisse, Noël approche.

Le lendemain, on frappait encore à la porte du consul, répétant la même menace ; la nuit suivante, le dernier ménage

*verbunkert* partait précipitamment, à pied, se cacher ailleurs.

Au fond, tout cela a été très facile et nous supposons que les Allemands, qui avaient toléré le *bunker* par égard pour l'ancien consul, ont voulu le liquider sans faire de scandale.

Mais les nouvelles cachettes assureront-elles à nos protégés un asile durable ? J'ai donné à chaque couple, comme le délégué à Budapest l'a fait pour des milliers de personnes, des « lettres de protection »<sup>1</sup>. Elles n'ont aucune valeur officielle et ne feront quelque impression que sur des policiers slovaques. Du moins donnent-elles un peu d'assurance aux « protégés ».

Que les adultes courent leur chance et que les hommes se battent et meurent dans la rue plutôt que dans la chambre à gaz.

Mais les enfants ? Il y a les deux bambins de ces deux couples, et les milliers d'autres gosses. Le directeur de la Croix-Rouge prendra le risque de chercher des places pour un ou deux encore, mais tous les autres ? Il faut faire un essai : je demande aux Slovaques et aux Allemands de m'autoriser à ouvrir un home d'enfants abandonnés de toute espèce, sous la responsabilité du Comité international. J'ai un local : la maison du consul, que son successeur n'a plus de raison de garder et que j'ai déjà réservée auprès du protocole, pour en éviter la réquisition. Les Slovaques ne disent pas non, mais les Allemands, après de nouvelles semaines de silence, finiront par refuser.

Le placement clandestin devait donc continuer.

---

<sup>1</sup> Déclarations écrites du délégué annonçant que les titulaires étaient sous la protection du C.I.C.R. et demandant aux autorités de les respecter.

CROIX-ROUGE            L'excès des mesures policières ne laisse  
CONTRE GESTAPO        au délégué (tout comme aux éléments  
                              actifs de la Société nationale) aucun  
choix : s'il veut aider, en tout petit, se pencher sur un être,  
puis sur un autre, renouveler humblement le geste de  
Henry Dunant à Solférino, il ne peut en même temps se  
préoccuper d'un code écrit par la haine érigée en religion,  
et encore perfectionné par le fanatisme des exécutants.

Que le pouvoir prenne sur lui d'empêcher le délégué  
d'agir ou qu'il se donne à lui-même l'alibi de le tolérer.  
Le rendement sera infime, mais, à côté des millions de pg  
pour lesquels le Comité élargit sans cesse, et presque sans  
demander d'autorisation, l'étendue de ses compétences,  
quelques parias seront sauvés, des milliers à Bucarest,  
Budapest ou Zagreb, quelques centaines à Bratislava.

L'attitude de la Gestapo évolue d'ailleurs curieusement.  
De la Gestapo ou de la S.S., car je n'ai jamais vu de diffé-  
rence entre les deux institutions nazies à Bratislava. Leur  
division militaire, la Waffen-S.S., tenait maintenant à elle  
seule ce secteur du nord danubien, avec son ramassis de  
membres activistes du parti et de *volksdeutsche* recrutés de  
force. Beaucoup de ses chefs se préoccupaient avant tout  
d'armer leurs bataillons et ils envisageaient volontiers de  
vendre des juifs aux benêts d'Amérique et de Suisse contre  
des matières premières ou des devises fortes. Le négoce  
était à la fois nécessaire et odieux et, comme je l'ai déjà dit,  
la Croix-Rouge ne pouvait y participer, mais, de Bergen-  
Belsen notamment, les négociateurs purent faire passer  
en Suisse plusieurs trains d'esclaves rachetés. En outre,  
ces tractations rendaient hésitants les cadres inférieurs de  
la S.S. et retardaient au moins les massacres.

D'autres petits chefs nazis, sentant venir la débâcle, tentaient de passer en Suisse ou en Italie et ils se remplissaient les poches auparavant, subtilisant sous le nez de leurs supérieurs un dossier et un prisonnier pour, à l'occasion d'un transfert truqué de la prison au camp, détruire le dossier et délivrer le captif contre rançon.

Mais d'autres encore, les plus dangereux parce que les plus convaincus, savaient que le *Walballa* allait s'effondrer et, illuminés, voulaient que leur propre tombe fût saturée du sang de toutes les victimes que leur couteau atteindrait encore.

Enfin d'autres, sentant dans la défaite prochaine leur courage s'affermir et leur repentir s'aiguiser, collaboraient soudain à adoucir le sort de leurs prisonniers.

En même temps, de Genève, le C.I.C.R. se faisait plus pressant. Je percevais plus tard, par les *bunkers*, la rumeur des premières concessions que la S.S. ferait à Burckhardt, champion des requêtes du Comité, acharné avec son secrétaire Hans Bachmann à ouvrir les camps de concentration aux délégués de Genève. La reprise des négociations entre le Comité international et la S.S. suffisait déjà à faire hésiter quelques chefs régionaux dont, comme on l'a vu, une « élite » refluit de Budapest investie vers Bratislava. Leur ardeur à la chasse n'en était pas encore tempérée mais, alors que la déliquescence des gouvernements locaux leur donnait la toute-puissance, ils toléraient, comme l'avaient fait ces gouvernements, une activité réduite du délégué de Genève. Activité si faible, d'ailleurs, qu'elle devait les faire sourire.

Comme souriait l'Obersturmbannführer Brunner, chef du camp de Sered et de la *Einsatzgruppe* contre les juifs de

Slovaquie, ce jour proche de Noël où il me reçut dans son bureau de l'immeuble des Palissades.

Une fois de plus, j'avais mis mes papiers les plus précieux, ma montre, tel souvenir ou telle photo et l'argent de la Croix-Rouge et des juifs dans une enveloppe au consulat de Suisse (où l'on prenait mes dépôts sans poser de ces questions dont il était de toute manière préférable de ne pas connaître la réponse). Je me rendais à une entrevue qui pouvait se terminer mal. Après la sentinelle, un soldat S.S. en mauvais uniforme m'avait pris en charge et conduit dans une chambre meublée de deux tables. Un petit homme vif y était assis, qui leva la tête puis reprit un dossier. Il ne me restait plus qu'à montrer la même désinvolture en bourrant longuement ma pipe d'un reste de tabac dont le parfum américain n'échapperait pas aux narines de mon limier. Mais sans doute verrait-il aussi, quand il lèverait la tête, que ma main tremblait un peu.

— Que voulez-vous ?

— Pouvez-vous me donner votre attention pendant un quart d'heure ?

— S'il le faut, oui.

La conversation commence ainsi, cahoteuse.

— Je veux aller voir le camp de Sered.

— Demandez à Berlin.

— Berlin ne pense pas, pour sa part, pouvoir m'y autoriser.

— Alors ?

— Alors je vous le demande directement, car vous avez pleins pouvoirs en Slovaquie.

Il est visiblement flatté et se rengorge. Je vois avec étonnement que, à juger de ses traits, il pourrait être juif et

ressemble à cet égard (il doit en être fier) à Goebbels ! Au cours de la conversation, il se met à sourire et à prendre de ces airs subtils et spirituels que je croyais typiques des « juifs de l'asphalte », de ces intellectuels trop intelligents et « effeminés » dont le III<sup>e</sup> Reich se flatte d'avoir débarrassé les trottoirs de Berlin et de Vienne. C'est avec ce facies et ces manières que Brunner me fait un cours de racisme (un de plus !), parle des arrières à assurer et soudain demande :

— A quels juifs vous intéressez-vous parmi ceux de Sered ?

C'est un magnifique piège. Je connais le nom de plusieurs femmes, pour lesquelles des amis slovaques feraient de gros sacrifices. Ces derniers jours, l'un d'entre eux a cru aboutir, offrant cinquante... porcs pour racheter la veuve d'un médecin chrétien, dont la petite fille avait pu être cachée en province. Il avait pu pénétrer presque de force jusque dans les bureaux du camp de Sered, sans savoir s'il en sortirait. Mais les négociations avaient été brusquement interrompues, probablement parce que mon vis-à-vis en avait eu vent ; lui n'est pas membre du groupe « économique » de la S.S. Si je lui nommais cette femme et quelques autres, je ne ferais que précipiter leur départ pour Buchenwald, en vue de la *Sonderbehandlung*, du « traitement spécial ».

— Le C.I.C.R. s'intéresse à tous vos détenus, c'est-à-dire à leur ensemble, en tant que victimes de la guerre.

— Victimes ! Fauteurs de la guerre. La juiverie internationale...

— Je sais, je sais tout cela. Je ne fais pas de jugement de valeur. Mon expression fait partie de la technique du travail de Croix-Rouge. Les pg allemands, nous les appelons des

victimes de la guerre et vos ennemis considèrent au moins les chefs comme des fauteurs de guerre.

— Vous osez comparer nos garçons allemands à la pourriture que je fais ramasser à Bratislava ?

— Monsieur l'Obersturmbannführer, je crois que nous nous comprenons. Je dis simplement que nous protégeons vos gens en mains ennemies et je vous demande, puisque vous tenez les juifs pour des ennemis faisant la guerre au Reich, de me laisser les visiter, ou au moins leur envoyer des paquets et en recevoir des reçus, comme vos chefs suprêmes permettent au C.I.C.R. de le faire dans les camps d'Allemagne.

La bataille verbale continue encore quelques instants, en termes de plus en plus ironiques, de ma part aussi. Je n'obtiendrai certainement rien d'un tel homme, à moins que soudain cela ne l'amuse de me dire oui, avec l'idée qu'il raffera les paquets pour l'usage de ses propres gens...

Sûr de sa puissance et de mon impuissance de « philanthrope dévoyé », il sourit maintenant largement, jongle avec les mots, s'abandonne à la gouaille et soudain, dans une nouvelle tirade raciste :

— Tous ceux qui protègent les juifs sentent mauvais. *Alle, die Juden beschützen, stinken.*

Epanoui à mon tour :

— Est-ce que je sens mauvais aussi ? *Stinke ich, Herr Obersturmbannführer ?*

Il hésite et, bon garçon, rétorque :

— *Eigentlich nicht zu sehr !* Au fond pas tant que ça !

— Alors vous supporterez une nouvelle visite de ma part...

Je le verrai en effet encore une fois, pendant l'hiver,

quand ses sous-ordres en auront assez des visites que je leur fais, pour protester chaque fois de l'impossibilité où ils me mettent de faire quoi que ce soit d'efficace.

Deux mois se sont écoulés : en dessous, la nuit surtout, le vrai travail se développe maintenant.

SELI      Le vrai travail, les vrais problèmes, les vrais échecs.

Le Joint, qui a pu se convaincre de la valeur des intermédiaires que je lui avais indiqués, a fourni des crédits au C.I.C.R. Ces crédits, je peux, grâce à la tolérance des autorités slovaques, les mettre à la disposition de la centrale juive constituée dans l'ombre. Il vaudrait mieux apporter des marchandises de l'étranger ; cependant le marché slovaque est encore abondant et tout ce qui s'achètera ainsi réduira les possibilités de pillage des Allemands.

Mais la centrale juive, même pour l'argent, ne peut pas jouer son rôle normal, comme dans d'autres pays des Balkans. A Bucarest, à Budapest, même sous le pire régime des Croix Fléchées, il avait subsisté une communauté israélite, qui recevait les crédits du délégué du C.I.C.R., les convertissait en monnaie nationale, avec la tolérance ou même la collaboration de la banque d'Etat, et utilisait ces secours selon son jugement<sup>1</sup>.

Ce système ne peut pas fonctionner à Bratislava. Devant l'excès des lois d'exception, le délégué doit parfois faire le change lui-même, prendre en dépôt les couronnes slovaques, les distribuer directement ou les transmettre aux distribu-

---

<sup>1</sup> Voir Rapport du C.I.C.R. sur son activité pendant la seconde guerre mondiale, Vol. III, p. 558 ss.

teurs, sans reçu, pour le compte de la communauté clandestine, réduite à un seul porte-parole pendant certaines noires périodes. Cet argent déposé chez moi, les jeunes distributeurs, de jour en jour, viennent le prendre par liasses. Par petites liasses, qu'ils répartissent aussitôt à un échelon intermédiaire, afin que l'arrestation de l'un d'eux ne soit pas aggravée d'une grosse perte financière, ou qu'ils transforment en marchandises déposées dans des cachettes. De même, le second échelon rationne les gens des *bunkers*, pour que la Gestapo ne trouve pas un trop gros butin quand elle prend une famille.

Cahin-caha les secours arrivent de Suisse et circulent. Enfin, le C.I.C.R. peut jouer son rôle de Bon Samaritain et la présence d'un délégué dans ce coin perdu des Balkans a désormais un sens réel. Le téléphone et le télégraphe fonctionnent assez bien avec Genève. Là-bas, le Joint, faisant confiance au jugement du délégué du C.I.C.R. et des hommes de la communauté, ouvre les crédits. A Bratislava, mon tiroir se remplit de liasses de billets : la Croix-Rouge, qui ne peut que transmettre ce qu'on lui confie, a enfin de l'argent. La faim ne contraint plus les persécutés à se constituer prisonniers.

Mais tout cela n'est vraiment possible que grâce au courage tout tranquille de jeunes gens, de jeunes filles qui ne savent jamais si un autre jour se lèvera pour eux.

Plusieurs sont morts.

Tel ce garçon, qui avait reçu quelques liasses de billets et, cerné dans la rue, avait couru sous les balles. Atteint, il s'était écroulé en lançant le plus loin possible sa serviette, qui contenait l'argent et des listes chiffrées de *verbunkerte*. Sa sœur, qui le suivait sur l'autre trottoir, avait saisi la ser-

viette et avait fui, tandis que le garçon agonisait sous les exclamations furieuses de ses assassins et que les passants se détournèrent, soucieux de n'être témoins de rien.

Un autre échappa longtemps. Cerné dans son logement alors qu'il dormait, il avait sauté par la fenêtre en pyjama et pantoufles ; dans un relai du réseau souterrain, on lui avait prêté un manteau et il était venu frapper à ma porte. La nuit suivante, équipé par ses compagnons, il était reparti en tournée.

Souvent, je revois aussi dans ma mémoire la figure touchante de Seli. Avait-elle dix-huit ans ? Ses parents étaient « tombés » et ne reviendraient jamais. Elle avait encore une petite sœur. Un policier slovaque leur avait donné à toutes deux de faux papiers, bien adaptés à leur physique très doux, à leur joli nez droit et à la pureté de leur langue slovaque. La petite allait à l'école, assez maîtresse d'elle-même pour ne pas broncher lorsqu'on lui parlait de juifs. L'aînée, qui prétendait être couturière, était devenue l'un des principaux distributeurs de secours, traversant calmement la ville en plein jour avec des paquets de vêtements ou de vivres, ou dans son sac à main l'argent du Joint.

Elle vint une fois chez moi avec une lourde valise, que je conservai pendant quelques jours, soupçonnant bien son contenu mais désirant ne rien demander. Quand elle retrouva un bon *bunker* pour le travail d'un des garçons, elle m'avoua en rougissant qu'il s'agissait des fournitures servant à remplir avec de faux noms et à timbrer avec de bons sceaux (fournis par la police chaque fois qu'une ordonnance allemande imposait un changement des pièces d'identité) des formules de légitimation reçues également d'amis policiers. Elle-

même avait changé son identité et la couleur de ses beaux cheveux plusieurs fois et me disait tristement :

— Quand nous serons libres, je ne saurai presque plus qui je suis. Et la moitié de nos gens ne croiront plus qu'à l'argent.

Elle aimait, m'a-t-il semblé, le jeune homme qui fut tué dans la rue.

Parfois, le soir, Bumi ou l'un de ses lieutenants venait me chercher et nous allions visiter un *bunker*, apporter, avec de l'argent, la bouffée d'air frais qui suit un homme assez protégé pour échapper aux terreurs les plus graves.

Dans un endroit inattendu, parfois à côté même d'un poste allemand, une porte s'ouvrait, se refermait derrière moi ; une lueur indiquait une deuxième porte au delà de laquelle, dans le silence, un couple, une famille m'attendait, un peu craintive et hostile, un peu honteuse et heureuse. Je ne pouvais que sourire (assez bêtement je suppose), parler de la Croix-Rouge, de la Suisse, répondre aventureusement à des questions sur la durée de la guerre. J'ai souvent admiré la retenue de ces gens, qui ne me mettaient jamais mal à l'aise par des scènes de désespoir, ni par des questions touchant à la politique, qui comprenaient dès les premiers mots qu'un délégué du Comité international ne fait pas de la politique, même si pratiquement sa mission le conduit à négliger certaines lois d'un régime, d'un jour.

Parfois, je passais dans une autre chambre et je regardais dormir un enfant, si semblable à vos enfants et aux miens. Les nôtres, si, à cette même heure, ils s'éveillaient à l'approche d'un visiteur, ils souriaient probablement en s'étirant et retombaient dans le sommeil, avec cet air de sucer des nuages.

Si cet enfant traqué s'était réveillé à mon pas, il aurait hurlé de terreur devant mon visage inconnu.

Il fallait du courage pour cacher des juifs dans son propre logement, quand aucun passeport neutre ne vous protégeait. Cependant, beaucoup le firent. Certains recherchaient un gain, et le prix de location des *bunkers* (un appartement, une chambre, une *chata*, c'est-à-dire une hutte de chasse, un grenier, un placard) ne cessa d'augmenter.

Mais d'autres Slovaques accueillirent des collègues juifs ou cachèrent leurs enfants bien qu'eux-mêmes fussent persuadés d'être des antisémites. Ainsi, quelques jours après la liquidation du « *bunker* du consul », je reçus la visite d'un médecin, qui me fit toute une déclaration raciste, bourrée de toutes les raisons que les Slovaques avaient de détester les anciens serviteurs juifs de leurs oppresseurs hongrois. Puis il ajouta d'un ton rageur qu'il était porteur d'un message du médecin juif qui, au sortir de ce bunker, était venu dans la nuit frapper à la porte de son hôpital. Je lui demandai :

— Antisémitisme comme vous voilà, pourquoi avez-vous accueilli le Dr X ?

— Il y avait sa femme.

— Juive aussi.

— Je sais. Il y avait leur fils. Et c'est un collègue. Et je n'ai rien contre lui personnellement. On devrait éliminer les juifs, mais pas comme cela.

— Ce qui fait que, mus par des théories très différentes, vous et moi menons la même lutte.

— C'est plus facile pour vous, et moins dangereux !

A cet hôpital, je fis tout d'abord une visite officielle de courtoisie, comme je les pratiquais ailleurs pour engager les médecins et les sœurs à rester sur place même si le front

avançait. Puis la sœur supérieure me fit entrer subrepticement dans une chambre obscurcie, où elle avait caché le médecin et sa famille.

— Je ne peux plus les garder longtemps. Il faut que vous les repreniez. Une infirmière a bavardé et la préfecture de police m'a avertie que la secrète serait forcée de perquisitionner : il y a cette ordonnance municipale.

A-t-on le droit de risquer la fermeture de l'hôpital, des arrestations en masse, pour protéger trois personnes ?

— Que devons-nous faire, monsieur le délégué ? Ne pouvez-vous pas nous placer quelque part ?

— Mais moi-même je dois m'adresser à des gens de cœur comme la mère supérieure.

Nous nous regardons perplexes. Je pars n'ayant rien fait. Bumi averti se mettra en chasse d'un nouveau *bunker*, mais il faut du temps.

Ami aux yeux clairs, vous souvenez-vous de vos invitations du mercredi soir ? Vous aviez alors ce minuscule *bunker*, dans une villa derrière le château, où il n'y avait place que pour un divan sous la fenêtre aveuglée par un triple rideau. Votre femme, cachée ailleurs, venait faire le repas à la cuisine de vos hôtes invisibles. Elle nous donnait souvent d'énormes *wienerschnitzel* et de la purée de pommes de terre onctueuse (parce qu'elle avait découvert que j'aime cela) et de grands verres d'eau, plus je ne sais quel dessert. Nous parlions du travail, de la Suisse et de l'après-guerre. Nous avions les trois une grande joie, avec la crainte qu'il n'y eût plus de mercredi prochain, parce qu'on vous aurait pris. C'est elle qui est tombée dans un piège et, pendant des jours, terrifiés, nous l'avons crue perdue. Au milieu de la

nuit, nous nous quittions. Je la reconduisais parfois, par les sentiers du Hrad surplombant le Danube scintillant, dans la direction de son asile. Elle me parlait à demi-mot de vous, oubliant que la paix ne viendrait peut-être jamais pour vous. Nous vous savions penché sur votre minuscule table, occupé à timbrer de nouveaux papiers d'identité pour vos frères, les doigts tachés par l'encre mais le cœur propre. Vous étiez presque paisible, dans cette consécration de la lutte.

PIERROT     Je pense à l'un de ces soirs où, revenant de votre invitation dans la ville noire, j'ai retrouvé, à la lueur des étoiles, toute la paix de votre petite ville, ouatée par une légère neige. Montant mon escalier, je me suis heurté à un groupe accroupi devant ma porte : le médecin, sa femme, leur fils, encadrés par le cercle de ma lampe de poche.

— Monsieur le délégué, nous sommes à la rue, nous n'avons plus que vous. Vous auriez dû nous laisser chez le consul. En fin de compte, la police n'y est jamais venue. Reconduisez-nous là-bas, ou gardez-nous ici !

— Vous reconduire là-bas ? Ne savez-vous pas que la Wehrmacht a maintenant un hôpital dans la maison à côté et que le quartier fourmille de patrouilles ? Ici, je n'ai qu'une chambre en plus de mon bureau. Elle est toute petite et vous savez que Margita y est.

— Margita se cachera plus facilement que nous en ville.

— Non, d'elle dépendent beaucoup de nos contacts et vos jeunes se ravitaillent ici.

— Nous avons un enfant.

Je les regarde : le père, la mère, l'enfant. Lui a peut-être quarante ans ; il pourrait avoir plus d'énergie, mais il a eu jusqu'à la guerre la vie facile d'un fils de bourgeois qui fait tranquillement ses études et trouve un poste à l'hôpital ; et serais-je plus courageux si j'avais la mort, ce genre de mort, devant les yeux ? Elle a quelque trente ans, elle est jolie et douce, pas l'air juif, un ami la prendrait je pense comme domestique si la centrale lui procurait de bons papiers.

Mais l'enfant ? Il a huit ou neuf ans ; il ressemble à mon fils aîné ; bien qu'il soit passé minuit, il est tout éveillé, mais il n'y a pas une larme dans ses yeux ; il ne cherche pas à m'apitoyer, au contraire de son père. Mais son père a un fils à protéger.

Néanmoins, ils m'énervent, ces trois. Je voulais bien encourager d'autres à cacher des juifs, même cacher l'un d'eux, comme Margita, qu'aucune circoncision ne peut dénoncer et qui est une aide utile. Mais ouvrir moi-même un véritable *bunker* ? Je comprends soudain mieux ceux qui n'ont pas le courage de cacher les personnes traquées, comme cette laborantine que j'avais presque convaincue de prendre une femme enceinte, et qui au dernier moment a laissé sa porte fermée.

Je ne peux pas. Ou, tout de même ? Au fond, je ne risque rien. Si je suis pris la main dans le sac, le pire qui m'arrivera sera une brève incarcération, le désaveu de Genève et l'expulsion.

Oui, mais l'expulsion ? Cela signifie la fermeture de la délégation, car, si tard, personne ne pourra reprendre l'œuvre en Slovaquie. Fermer la délégation ? Priver de l'appui moral que leur donne la présence d'un délégué les

patriotes qui ravitaillent les partisans prisonniers en Allemagne ? Priver de tout encouragement les femmes et les hommes qui maintiennent quelques services sociaux et les maintiendront pendant la crise de la retraite allemande ? Fermer le dépôt où vient l'argent du Joint et où se relaient les distributeurs de la jeunesse israélite ?

Ce dilemme — qui se dessinait en un éclair mais devait se présenter plusieurs fois au cours de ma mission, lorsque se posait une question d'opportunité — devait, plus tard, m'aider à mieux comprendre le problème de même essence devant lequel le C.I.C.R. s'est trouvé placé plusieurs fois au cours et au lendemain de la seconde guerre mondiale : la Croix-Rouge, qui a pour devoir de secourir *toutes* les victimes de la guerre, a cependant le droit de peser ses actions. Quand tenter — probablement en vain — d'aider quelques êtres particulièrement haïs de leurs ennemis la priverait de la possibilité de secourir effectivement beaucoup d'autres victimes, ne doit-elle pas se préoccuper en premier lieu du plus grand nombre ? Des millions de pg plutôt que des victimes des camps de concentration, de l'ensemble des juifs et partisans cachés en Slovaquie, plutôt que de ces trois êtres assis dans mon corridor ?

— Madame, étendez Pierre un instant sur mon lit. N'ayez crainte, le store est baissé et il n'y a pas de vis-à-vis, à notre étage. Docteur, je ne peux pas vous garder ici.

— Vous nous livrez à la police, et au surplus, il pleut maintenant.

En effet, la pluie bat le store de la cuisine et les gouttes semblent épier nos paroles.

— Vous livrez à la police le seul point d'appui qui reste à vos gens. Si vous restez tous trois, on vous remarquera

inévitablement, car il vient ici toute sorte de personnes, l'après-midi. Vous devez partir, dès maintenant. Vous avez encore de l'argent. Bumi était en train de vous chercher quelque chose et vous savez où le trouver la nuit. Je vais ouvrir la porte de la maison.

— Mais Pierre !

— Pierrot reste avec moi, pour une ou deux nuits. Si vous ne l'avez pas repris dans trois jours, il sera placé dans une école catholique.

Le docteur ne me pardonnera jamais, je suppose, cette dureté, les terreurs qu'il va vivre avec sa femme, quand je refermerai la porte de l'immeuble derrière eux et qu'ils partiront sous la pluie et sans enfant. En fin de compte, ils ne seront peut-être jamais pris, mais toutes ces angoisses ?

Margita a apporté un drap et l'une de ces longues couvertures piquées dans lesquelles on s'emmitoufle ici, à la mode nordique, et nous installons le petit sur un deuxième divan qu'il y a dans ma chambre-bureau. Le garçonnet est tout docile et sourit tandis que je le borde et m'efforce de lui parler naturellement, en allemand hélas, dans la langue des persécuteurs. J'entendrai dans la nuit le bruit léger de sa respiration, qui me disculpe un peu d'avoir jeté ses parents à la rue.

Pendant quelques jours, avant qu'il ne soit muni de faux papiers et placé dans une école religieuse dont le supérieur veillera sur lui, il y aura la chaleur de sa présence silencieuse dans mes nuits. La journée, pour ne pas être vu de la domestique de la voisine, il se tiendra dans la chambre de Margita. Comme les autres enfants des *bunkers*, il sait qu'il ne doit pas faire le moindre bruit, ni chanter, ni pleurer, ni coller le nez aux vitres. Il dessine, comme tous les gosses, des autos,

des arbres, des vaches, des trains et, en plus, des avions qui lancent des bombes et d'énormes soldats dont le bras est marqué d'une croix gammée.

La Croix-Rouge lui trouve une place dans un internat, Bumi de faux papiers et Margita un trousseau. Au mépris de toute prudence, sa mère, qui se voit séparée de sa raison de vivre, vient le voir de jour en jour, mais il part pour le collège. Je ne savais si, en l'y envoyant, je l'abandonnais ou le protégeais mieux.

ROCAMBOLE Les mystères rocambolesques de Bratislava s'ouvraient toujours plus largement devant le délégué du Comité international, enfin à même d'agir en faveur d'une part des victimes.

Une femme venait, avec une carte postale timbrée d'Allemagne; son mari, Ladislav A., l'avait écrite dans le train, en décembre, et mise à la poste (par quel subterfuge ?) avant d'arriver à un camp qu'il localisait à Fallersleben. Aryenne, elle avait du disparu un enfant de vingt mois. La Croix-Rouge slovaque lui donnerait un petit secours et son nom était placé dans les listes de ravitaillement des *bunkers*. Mais le père de son enfant ?

Un homme me rendait visite, avec mystère : l'administrateur de sa fabrique de sucre, Josef B., avait écrit, en novembre, du camp de Buchenwald : « Je suis au bloc 17. Envoyez-moi un paquet. » Mais son ancien patron n'osait pas faire l'envoi lui-même. Le paquet que j'enverrai arrivera-t-il jamais ?

D'un *bunker* arrivait un message : « Mon frère Willi D. a été déporté, avec sa femme et ses enfants, de Szegedin, le

lundi de la Pentecôte de 1944. Il nous a encore écrit de Genzendorf, en Autriche. Où est-il ? »

De la Croix-Rouge slovaque elle-même on appelle le Comité international au secours, après que j'ai reçu de province un dernier message déchirant :

— Vous avez une lettre du Dr André F. C'est le médecin chef de notre sanatorium pour enfants, à Novy Smokovec, dans la Tatra. Cet automne, alors qu'il eût pu se mettre en sûreté, nous lui avons demandé de rester à son poste pour s'occuper de soixante enfants évacués de Presov. Mais les Allemands passent tous les hôpitaux au crible et ils l'ont pris en novembre, malgré une intervention personnelle du ministre de l'intérieur. Ne pouvez-vous rien faire pour lui ?

Au consulat de Suisse, je trouve un soir deux hommes en haillons puants. Un convoi de juifs est à la gare, venant de Budapest ; on a permis à ces deux d'aller en ville chercher du secours, car les occupants du train meurent de faim et de froid. Un fonctionnaire du consulat accepte d'aller avec les deux messagers faire des achats avec l'argent que, maintenant, je peux fournir. Des infirmières de la Croix-Rouge tentent de s'approcher du train, mais la garde les repousse. Heureusement, leur chef se sent prise de rage et insulte les S.S. avec une telle furia que ceux-ci laissent finalement distribuer, par les portes entr'ouvertes, quelques baquets de soupe. L'un des deux émissaires avait les doigts gelés et rongés de crevasses ; combien d'autres sont dans un état pire ? Mais il est interdit de donner des soins et le train repart cette nuit.

A ma réception de l'après-midi vient une femme, qui a voulu attendre dans la cuisine que toutes les autres visites

fussent reparties. Elle est grande et encore belle, alourdie par une grossesse.

— Monsieur le délégué, je ne sais plus que devenir. J'ai déjà quatre enfants. Nous vivons avec mon mari cachés chez notre ancienne domestique. Nous n'avons plus d'argent et mon terme approche. Ma cuisinière n'accepte pas que j'accouche chez elle. Les voisins s'en apercevraient et je n'aurais personne pour me soigner. Trouvez-moi une place à l'hôpital.

Mais où trouver un médecin qui accepte un tel risque ? Découvert, il serait suspect de tous les crimes des partisans. Où trouver un hôpital dont aucun employé ne jase ? En octobre, plusieurs mères avec leurs nourrissons avaient été rafflées dans les cliniques et jetées dans les camions de la Gestapo. Celle-ci ne perd pas de vue les hôpitaux : quel beau gibier, pantelant et tendre, pour le wagon à bestiaux et la chambre à gaz de Buchenwald !

Les jeunes de la centrale pourront probablement faire quelque chose, mais je dois tout d'abord être méfiant. Cette femme peut être une espionne chargée, en simulant une grossesse, de découvrir ce que font les *bunkers* en pareil cas.

— Je doute que je puisse faire quoi que ce soit, madame. Cependant, je peux me renseigner. J'aurai besoin de votre nom et de votre adresse.

Elle sursaute :

— Je ne peux pas vous donner mon adresse.

— Vous n'avez pas confiance ? Alors pourquoi venir ?

Elle part, mais revient le lendemain, de nouveau après tous les autres visiteurs du jour :

— Alors, avez-vous réfléchi ?

Mais non, elle n'est pas encore décidée. Elle parle, intaris-

sablement, de sa vie de recluse et de ses angoisses. Elle semble vraiment sincère. Mais elle ne peut pas se résoudre à donner son nom. J'ai demandé à Seli, survenue dans l'intervalle, de l'observer à la dérobée. Elle croit la reconnaître, mais sait-on jamais ? Quant à les faire se parler l'une à l'autre, je ne veux pas : si c'est une agente, elle signalerait Seli. Elle reste butée :

— J'ai promis à ma domestique de ne pas donner l'adresse.

— Alors je ne peux rien faire pour vous.

Deux jours après, elle sera de nouveau là, haletante :

— Je me suis presque enfuie, car elle voulait m'enfermer. Elle a peur de mes allées et venues. Voici mon nom et mon adresse. Mais je ne sais si je pourrai encore sortir.

Une des jeunes filles fait une enquête : Oui, le nom est connu, on se demandait ce qu'était devenue cette famille. Au prix fort, un lit sera obtenu dans une clinique. La femme accouche, les jeunes peuvent même trouver une layette. La mère et l'enfant rentrent au *bunker*, la domestique un peu rassurée. Il y aura désormais, grâce à nos secours, un peu plus d'argent, mais ce bébé qui ne doit pas pleurer survivra-t-il à la guerre des *bunkers* ?

Une autre après-midi, ma porte est poussée avec vigueur par une femme jeune, haute en couleurs, bottée ! Je ne retrouve plus son nom dans mes fiches ; appelons-la Geza. Elle a un visage presque négroïde, l'air d'une aventurière, ou d'une prostituée, ou d'une femme qui a échappé plusieurs fois à une mort ignominieuse.

— Monsieur le délégué, votre petite secrétaire est une juive.

— Une juive ? Quelle idée !

Elle fait un geste catégorique :

— Cela se voit, et je suis juive aussi.

— Vous êtes juive, mais pas ma secrétaire.

— Bon, laissons cela. Je voulais faire votre connaissance. Avez-vous de l'argent à me donner ?

— Je ne fais pas de secours. C'est la Croix-Rouge slovaque qui est compétente.

— Pour nous ? Cela ne fait rien, je me tirerai d'affaire. Je reviendrai vous voir.

Diable, plutôt inquiétant, cette visite. Elle est évidemment juive, mais comment fait-elle pour se promener en plein jour, et avec un air aussi provoquant ? Au service du S.D. ? Va-t-elle dénoncer Margita ? (Est-ce à cause d'elle que Margita a fini par être prise ?) Elle revient en effet, deux ou trois fois encore, attrayante et répugnante, avec sa blague amère, ses grosses lèvres écarlates et ses bottes. Elle raconte comment elle est venue de Pologne, en train, en camion, à pied ; là-bas la Slovaquie passe pour plus sûre.

— Eh ! bien, vous êtes assez mal tombée !

— Pas du tout, cela va bien ici.

Elle vit à l'hôtel, ouvertement. De quoi ? De commerce ! Diamants, monnaies étrangères. Espionnage aussi ?

— Et si l'on vous arrête ?

Elle rit bruyamment et, enfilant sa main dans une botte, en sort... un poignard !

— Ils ne m'auront pas !

Une folle, détraquée par l'excès des angoisses, ou une drôlesse ? Qui sait ? La centrale clandestine, qui l'a remarquée, ne sait également que penser d'elle. Elle revient encore une fois, en mars, bottée et fardée :

— Je pars pour Prague.

DES ESCLAVES POUR  
VIENNE

Ceux qui ont vécu ces horreurs et ces drôleries même en simples spectateurs très protégés, souriront pour toujours des scènes du Grand-Guignol et des contes d'Edgar Poe.

Cependant, dans cette vie de Cour des Miracles, il y avait aussi, à côté du roman policier, des scènes de roman sentimental qu'Eugène Sue ni Victor Hugo n'auraient pu imaginer : un abominable coquin se prenait tout à coup à faire le bien ; dans le gang des myriades de la S.S. se dressaient de braves gens, assez forts pour agir à leur tête et selon leur cœur. Leurs mobiles étaient sûrement égoïstes : acquérir des mérites pour le moment où l'Empire Millénaire se serait écroulé, mais qu'importait ? Des milliers de victimes déjà désignées ont trouvé leur salut grâce à ces hommes.

Malgré l'émoussement de toutes les sensations et l'usure des indignations, le monde a été secoué par la violence démoniaque des pogromes déclenchés en Hongrie lors de l'alignement, en été 1944, de ce tiède allié de l'Axe. Les efforts parallèles du roi de Suède, du C.I.C.R., du Pape, de la Suisse finirent par ralentir le massacre à Budapest même. La « juiverie » de la province, en revanche, était exterminée, sauf dans la faible mesure où elle avait pu fuir... en Slovaquie et en Roumanie surtout. Le délégué spécial de la Suède et le délégué du C.I.C.R. à Budapest firent, en marge des lois iniques, des tours de force et d'audace qu'aucun romancier n'aurait imaginés. Les rafles ne cessèrent jamais complètement, tandis que les éphémères autorités tendaient à grouper les israélites, en un entassement indescriptible, dans des immeubles protégés dont plusieurs se transformèrent en prisons.

Pendant les semaines de la bataille de Budapest, les jeunes

desperados des Croix Fléchées, armés mieux que les soldats hongrois, poussèrent au Danube de nouveaux troupeaux ensanglantés, tandis que la rafale permanente de l'artillerie russe tirant de Pest soulevait les palais de Buda, dont les pans venaient rouler aussi dans le fleuve.

Entre les rafles gouvernementales de l'été et les étranglements nocturnes de l'hiver se place un épisode dont la nouvelle, déjà transformée en légende noire, parvint à Bratislava en décembre 1944 : le transfert de Budapest à Vienne de trente mille juifs, hommes, femmes, enfants, vieillards, pour construire des fortifications autour de la capitale de l'Ostmark. Pour ce transfert, des trains furent utilisés en partie (on se rappellera qu'au moins l'un de ces convois passa par Bratislava), mais un très grand nombre de ces nouveaux requis traversèrent à pied la plaine glacée de Hongrie, s'égaillant parfois dans les villages, marquant leur chemin des cadavres des révolvérés et des épuisés. Cependant la plupart d'entre eux, comme un troupeau stupéfié, poursuivaient leur route et l'on dit que vingt mille arrivèrent autour de Vienne.

Par une dernière fantaisie, le régime nazi, qui avait voulu « balayer l'ordure juive des terres allemandes » en rapportait une pleine charge !

Le C.I.C.R. en fut informé, comme les institutions israélites d'Occident, et il obtint que Berlin rompît avec deux principes : ne pas admettre d'aide générale aux juifs sur le territoire du Reich et ne pas autoriser le Comité international à ouvrir de délégation dans le territoire allemand ailleurs que dans la capitale. Les trois collègues survenus si bien à propos pour évacuer le « *bunker* du consul » allaient précisément ouvrir cette délégation de Vienne, où Thudichum serait

le point d'appui de cette aide aux esclaves des fortifications. Des marchandises vinrent de Genève, d'autres furent achetées en Autriche parfois jusqu'à la frontière suisse, pour compléter les envois du Comité. Et de Slovaquie il serait également nécessaire d'envoyer des secours, achetés sur des stocks hongrois en fuite ou fabriqués dans le pays.

Or, pour cette œuvre de la dernière heure, un contingent de la S.S. donna non seulement son consentement, mais encore son aide quotidienne.

Revenu de beaucoup d'étonnements, je ne pus tout de même m'empêcher de trouver extraordinaires ces séances, tenues chez un commerçant de Bratislava, où le négociateur juif dont l'« ombre » m'avait parlé, les délégués à Vienne et à Bratislava du C.I.C.R. et un colonel de la S.S. en uniforme, sans faire allusion à des choses superflues qui les auraient empêchés d'accomplir leur travail, établissaient la liste optimum des marchandises nécessaires et comparaient leurs informations sur les marchés possibles. A ma connaissance, cet Obersturmbannführer Krumay, dont l'ensemble des actes a été examiné par les tribunaux alliés et allemands, agissait sans intérêt matériel et traita sans cruauté les hordes d'ilotes qu'il ravitaillait autour de Vienne et qu'il s'efforça de protéger de la famine et du froid.

Dans quelle mesure agit-il de sa propre décision ? Il suffisait au Joint donateur comme au C.I.C.R. intermédiaire, dans cette période de froid et de détresse, de savoir que les marchandises parvenaient tout entières aux esclaves occupés à creuser les futilles tranchées de Vienne, ces tranchées dont les Viennois prophétisaient qu'elles retiendraient l'élan des Russes pendant trois pleins jours et une seconde : trois jours pour se remettre du rire homérique

qui les prendrait à la vue des rigoles, et une seconde pour les franchir...

Mais il dépendait de cet officier S.S. que, en égratignant la terre gelée des faubourgs de Vienne, des milliers d'êtres succombent ou survivent. Dans une telle œuvre de secours, même la S.S., m'a-t-il semblé, était la bienvenue. Très vite, les plans de fortifications, dans le désordre de plus en plus paralysant, devinrent lettre morte, mais ces vingt mille hommes étaient là, démunis de tout, autour de Vienne affamée.

Et c'est en m'étonnant encore, mais résolu et presque reconnaissant que, un soir de bombardement, à la gare de Bratislava abandonnée par les ouvriers, j'ai chargé avec le colonel K. en grand uniforme des caisses (des comprimés de soupe, je crois) et des couvertures sur un camion de la S.S. qui les conduirait cette même nuit à Vienne !

SECOURIR     La délégation du C.I.C.R. à Bratislava fonctionnait désormais.

Grâce à l'argent venu d'Amérique par la Suisse et le Comité, les *bunkers* pouvaient résister. Les prix de la vie souterraine augmentaient, mais les reclus pouvaient y faire face dans une certaine mesure. Secours stériles s'il en fut, car ils ne permettaient que de *durer* sans que la situation s'améliorât. Mais le problème était de ne pas être jeté à la rue, d'acheter des amitiés, de *tenir* jusqu'à la libération du pays.

Les recherches de disparus s'amélioraient aussi. La centrale clandestine recevait de moi une liste des demandes de renseignements venues de Genève ou de correspondants du pays

même et pouvait y inscrire quelques croix : « cet homme, cette femme, cet enfant-là sont parmi nos protégés, quelque part dans la ville ou le pays ». Cela suffisait, car il eût été dangereux de posséder ou de transmettre à Genève, même par courrier diplomatique, des adresses précises. « Ils survivaient », c'était l'essentiel. Pour tant d'autres, on ne pouvait pas même marquer de croix. Margita écrivait une annotation en code dans mon fichier et je communiquais à Genève : « Encore en liberté, mais caché à la date du .. ».

Et des marchandises partaient pour Vienne : des sous-vêtements, des chaussettes, de la layette, des comprimés de soupe, du sucre. Quelques tonnes, un camion, un wagon que mon collègue de Vienne transmettait aux camps. Le vent d'hiver soufflait durement. L'autre jour, j'ai retrouvé dans mes effets une paire de protège-oreilles, l'échantillon de quelques milliers de pièces du même article que j'avais pu acheter d'un commerçant hongrois, avec des gants aussi. Dans mes courses nocturnes en ville, de *bunker* en *bunker*, quand je m'emmitouflais, je pouvais penser avec un peu de satisfaction aux quelques contingents de misérables qui, grâce à ces achats, sentaient moins fort la morsure du vent sur les oreilles et pouvaient tenir sans trop souffrir la pelle ou la pioche.

Enfin, parallèlement, grâce aux dons de patriotes, on confectionnait en cachette dans des clubs, des ménages, les paquets qui chemineraient vers un ou deux camps de Slovaques en Allemagne.

Malgré les interdictions, le Comité international pouvait remplir sa mission aussi dans ce coin des Balkans. Tout cela était précaire et aventureux, et ne ressemblait qu'en symbole aux trains, aux navires, aux centaines de camions qui, sans

cesse, apportaient en Allemagne, de Lubeck, de Lisbonne, de Genève surtout, les millions de paquets destinés par la Croix-Rouge aux captifs mieux protégés, aux prisonniers pour lesquels il y avait une convention internationale au moins partiellement respectée. Néanmoins, il valait désormais la peine (au moins pour une catégorie de victimes) de faire flotter à Bratislava le drapeau du Comité international de la Croix-Rouge.

## LA SAUVEGARDE DE LA CITÉ

La ligne du front russe avançait, mais si lentement.

L'année 1945 avait commencé. L'armée hongroise refluit sur la Slovaquie, suivie du murmure mécontent des habitants, qui n'avaient pas oublié l'Empire bicéphale. Avant et avec l'armée hongroise venaient des milliers de civils qui, plus tard au cours des années, devaient refluer de Bavière vers la Hongrie, ou passer des camps de l'U.N.R.R.A. vers l'Italie et l'outre-mer, participant à ce lent mouvement des « personnes déplacées » de l'après-guerre.

Parmi ces civils, les inévitables mercantis, reconnaissables à leurs beaux habits et à leurs chaînes de montres, emportant (parfois sur des camions militaires...) les marchandises les plus hétéroclites, qu'ils s'efforçaient de transformer en devises occidentales ou sur lesquelles s'établirait le grand marché noir de certains D.P. d'Allemagne.

LES NETTOYAGES  
DE L'ARRIÈRE

Cependant la lutte continuait dans la montagne slovaque, où la S.S. persistait à « enfumer les derniers repaires de brigands ». Du front ne venaient certainement pas de prison-

niers de guerre russes mais, dans les Carpathes, par petits groupes et souvent un à un, la neige s'alliant aux Allemands, quelques Anglais, quelques Américains et surtout des Slovaques étaient pris. L'officier de Wehrmacht adjoint à l'E.M. de Bratislava s'efforçait de connaître ces captures et de reprendre les prisonniers retenus par la Waffen-S.S., la Gestapo, la Domobrana (éphémère formation militaire du régime destinée à remplacer l'armée internée) ou la garde Hlinka, dont les quelques éléments activistes refluaient de l'est. Parfois un avis oral ou une lettre anonyme signalait une prise à la Croix-Rouge slovaque ou au délégué du C.I.C.R. ; le mieux était de transmettre ces avis à l'E.M. allemand, afin que les captifs, échappant à l'arbitraire et aux sévices de leurs maîtres particuliers, fussent évacués par les services de la Wehrmacht sur les camps normaux d'Allemagne.

D'autres soldats, alliés ou slovaques, réussissaient à se cacher, comptant sur la vague russe pour les libérer.

Tel cet aviateur américain de vingt et un ans, à qui un instituteur de village à Stara Tura avait donné asile. Ce dernier cachait aussi son beau-frère, recherché comme partisan. Il est difficile de cacher deux hommes dans une seule maison, dans un village où se retrouvent les sbires de plusieurs bandes activistes. Peu avant Noël, la garde Hlinka avait fusillé le partisan et l'instituteur et emmené l'Américain. L'instituteur avait eu une femme et cinq enfants, qui ne recevraient aucun secours, puisque le fusillé avait été un partisan, un ami des bandits.

La lutte était menée également avec dureté par les partisans encore capables de combattre. Ainsi, un des autobus que la Croix-Rouge slovaque avait envoyés à la rencontre

des évacués de l'est se trouva engagé dans une file de camions d'un régiment hongrois en retraite. Il portait sur sa carrosserie de grandes croix rouges. Le convoi tomba dans une embuscade. Les camions militaires, bien armés, s'éloignèrent ; l'autobus de la Croix-Rouge, mis hors d'usage, fut déchargé par les partisans et brûlé. Deux infirmières avaient été blessées, qui moururent toutes deux au bord de la route. Dans leur butin, les patriotes trouvèrent des cartons qui leur étaient destinés : le contenu en avait été pris, par petites quantités, dans les hôpitaux de Bratislava, à la demande de l'une des infirmières mortes, qui, depuis plusieurs mois, s'efforçait de transmettre des pansements aux partisans...

Une contre-offensive allemande et la boue du général Hiver bloquent le front.

Les nazis auront-ils le temps de vider la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie, la Slovaquie de leurs dernières marchandises et de jeter leurs populations dans la forteresse du Reich ? L'évacuation va-t-elle continuer de proche en proche, désordonnée, meurtrière, inutile d'ailleurs ? Les villes vont-elles être défendues l'une après l'autre, lors de la réaction russe, certainement victorieuse, à prévoir pour le printemps ?

Il semble que oui : Bratislava est déclarée ville fortifiée. Il n'y a pas de notification officielle, car l'E.M. ignore désormais les autorités slovaques, réduites d'ailleurs à des ombres dans l'Erèbe des arrières. Mais il est venu un *Festungskommandant*, un commandant de forteresse.

Dans la ville, la guerre des faux papiers, qui n'avait atteint que les juifs et les membres de l'opposition, devient générale. Il s'agit, pour les hommes surtout, de ne pas être pris pour les fortifications ni désigné pour une évacuation

forcée individuelle. Toutes les familles cachent maintenant leurs fils adolescents. La riposte allemande consiste à imposer aux autorités locales de fréquents renouvellements des principaux papiers d'identité, sur de nouvelles formules, en utilisant de nouvelles encres, de nouvelles signatures. De sorte que chaque fois les clandestins doivent fabriquer de nouvelles fausses pièces, et chaque fois la police pince quelques hommes.

Une question publique se pose, dont l'ampleur effraye : la ville sera-t-elle défendue telle quelle et dans ce cas comment secourra-t-on la population ? Ou bien cette population si peu sûre sera-t-elle évacuée de force ?

Sous l'effet des bombardements de la Ruhr, le gouvernement de Berlin avait transféré en Pologne, en Silésie, en Bohême des centaines de milliers d'Allemands et de prisonniers de guerre. Devant l'avance russe, il ramenait à l'ouest non seulement les *volksdeutsche* des Balkans, mais encore les Allemands qui auraient dû coloniser l'Ukraine et la Pologne. De longs cortèges, faits de prisonniers de guerre alliés et de ceux des détenus des camps d'extermination de Pologne que l'on ne massacrait pas sur place, retraversaient aussi l'Allemagne orientale à pied, en plein hiver, sans soins, décimés par leurs escortes qui achevaient les traînards, sans ravitaillement autre que ce que leur jetaient le long des routes glacées les camions blancs que le Comité international de la Croix-Rouge mit en mouvement de Lubeck ou de Suisse pour suppléer aux transports ferroviaires paralysés.

La nouvelle de ces exodes lamentables parvenait vaguement à Bratislava et les habitants se demandaient si les femmes et les enfants de la ville devraient aussi partir dans la neige et la boue, les hommes étant retenus pour les travaux de terrassement.

L'intérêt suprême de la ville commandait évidemment qu'elle ne fût pas défendue. Mais discuter ce point aurait été de la part d'un délégué du Comité international faire de la politique. Seul le dictateur slovaque pouvait aborder une telle question.

Le personnel compromis des ministères slovaques (de ce qu'il restait des ministères dans la désagrégation des services publics) se préparait à quitter la ville, pour fuir plus aisément à l'ouest. Mais il restait aussi beaucoup de fonctionnaires qui attendaient Bénès en libérateur. Ne pouvait-on pas organiser selon les intérêts humanitaires l'évacuation de la cité, si elle était inévitable ? Sur ce point, le délégué du C.I.C.R. pouvait intervenir.

LA SAUVEGARDE      Ne pouvait-on pas envoyer les habitants,  
DE LA CITÉ            au lieu de la confusion du Reich, dans une  
                             zone de sécurité ? Mgr Tiso m'en avait  
parlé lui-même la seule fois que je l'ai vu — pour protester  
contre les déportations de juifs — aux premiers jours de  
janvier 1945 et je mis la question en discussion.

Placer cent cinquante mille personnes dans une zone de sécurité ? Ce projet devait apparaître dès le début comme chimérique.

En premier lieu, où aurait-on logé tant de réfugiés, ailleurs que dans une ville de la grandeur de Bratislava ? Comment les aurait-on ravitaillés, même pour peu de semaines ? Comment en aurait-on assuré la police, autrement qu'en les faisant garder ou par des « Tchécoslovaques » ou au contraire par des agents du régime ?

En second lieu, l'ennemi respecterait-il cette zone ?

L'« ennemi », c'était les partisans auxquels le gouvernement, malgré les instances du délégué du C.I.C.R., n'avait voulu reconnaître en automne aucune qualité de combattants réguliers, Bénès que l'on considérait comme un usurpateur, et les Russes. Entre les Russes et soit les Slovaques soit les Allemands, il n'y avait pas le moindre contact en dehors de celui des armes. La Suède était puissance protectrice des deux côtés du front de l'est, mais elle était condamnée à l'inaction par la haine sans tempérament que se portaient les deux camps. Le C.I.C.R., pendant la seconde guerre mondiale, ne fut pas admis à secourir en U.R.S.S. les ennemis de la Russie et ne put donner que sporadiquement — de façon purement autonome car rien ne venait de la mère-patrie — quelque aide aux pg russes, en Finlande ou parfois dans les Balkans. Quant au délégué du Comité international à Bratislava, il n'avait pas davantage de contact avec l'autre côté du front, ni avec des partisans autres que ceux qui s'infiltraient à Bratislava pour y rester. On ne pouvait même pas tenter une conversation par radio par dessus le front.

Devait-on, unilatéralement, constituer cet énorme refuge, avec des baraques et des tentes, dans un endroit dépourvu de valeur stratégique, et en notifier l'existence par la radio et par la puissance protectrice, se confiant pour le reste à la modération de l'ennemi ? Pourquoi ne pas le tenter ?

Mais, me rétorquait-on au palais du gouvernement, allait-on ainsi annoncer à l'ennemi à quel endroit il trouverait, sans défense, « des approvisionnements à piller, des femmes à violer, des enfants à déporter et des hommes à mobiliser » ?

— Les partisans, pendant le putsch, n'ont même pas respecté les invalides de guerre de Kovarce et les infirmes

et enfants paralytiques du home de Slavnic ; tout comme ils ont pillé les sanatoriums de la Tatra.

Le terrain devenait vraiment glissant pour un homme de Croix-Rouge, qui devait rester ignorant de la politique, et, dans ce débat de l'évacuation, je dus bientôt me borner à dire aux services sanitaires allemands et slovaques que le délégué du C.I.C.R. resterait là où se trouverait la plus grande partie de la population fixée dans la capitale ou refluant vers elle, mais qu'il ne suivrait pas une évacuation au delà des frontières. La Croix-Rouge nationale laisserait aussi auprès de cette population, outre son service étranger et la directrice de ce service, un cadre sanitaire, tandis que les archives et le haut personnel se retireraient à Piestany, pour travailler au plus vite dans la province libérée.

Mais il fallait garder aussi pour la population de la ville le plus grand nombre possible de médecins, d'infirmières, de pompiers et de travailleurs sociaux.

Dans l'état de révolution et de guerre civile larvée où se trouvait toute la Slovaquie, le C.I.C.R. devait jouer un rôle de catalyseur des bonnes volontés, non seulement entre les occupants et les habitants, mais aussi entre les Slovaques des diverses tendances qui trouveraient, sous ses auspices, un lieu de collaboration neutralisé, où pourraient se rendre, comme je l'écrivais au Comité, « des personnalités qui participent peu actuellement à la gestion des affaires publiques ».

Un nouveau travail commençait. Il s'agissait de négocier, en remplacement des autorités locales qui craignaient de tels contacts, avec les services sanitaires de l'état-major de la Waffen-S.S. et, par truchement, d'assurer des échanges de vues rudimentaires entre des fonctionnaires sans parti de la santé publique, des chefs de l'opposition bourgeoise

et un secrétaire du parti communiste qui, la nuit, sortit plusieurs fois pour me parler de la cave d'où il dirigeait la lutte de ses camarades. Tous ensemble acceptèrent comme président de fait le premier bourgmestre de la cité, Ravasz.

Dans l'incertitude générale, dans cette forêt de doigts hésitants qui tâtaient le vent, quelques administrateurs, médecins et travailleuses sociales se préparaient à panser les plaies que la bataille infligerait à leur ville. Siégeant dans son fier Palais Primatial dont il avait fait évacuer les précieux gobelins et les plus beaux tableaux, le premier bourgmestre, grand, corpulent, bon vivant, le verbe haut et la face pleine, venait s'inscrire dans la série des protecteurs de la cité, reconnu dans cette période de détresse comme le chef, pour être traité ensuite avec considération par les Russes.

Il était d'ailleurs évident que, quels que fussent les ordres, la majorité des habitants ne partiraient que si les occupants employaient la force. Or ceux-ci seraient probablement occupés à se défendre. D'ailleurs, le *Festungskommandant*, en approuvant, sur ma demande, l'idée d'une organisation sanitaire et sociale des citoyens, montrait que l'évacuation ne serait probablement pas ordonnée.

Dès que le groupe de travail municipal commença à siéger, il n'y eut plus besoin d'un intermédiaire neutre. Le rôle du délégué du C.I.C.R. (amener à collaborer des personnes que la politique intérieure divisait) était provisoirement terminé et je me bornai à faire dans les institutions des visites d'encouragement. Si, plus tard, dans les journées troubles de la retraite allemande, le besoin s'en faisait sentir, les services essentiels pourraient être placés sous les auspices du Comité international et d'un comité de diplomates et consuls neutres.

Deux domaines continuaient cependant à intéresser directement le Comité de Genève : la préparation de la lutte contre les épidémies et la protection des hôpitaux. Mais là aussi, le C.I.C.R. ne peut, d'une façon générale, qu'encourager et inspirer, parfois transmettre des appoints de secours : l'œuvre pratique doit être réalisée par les institutions du pays et le résultat effectif dépendra de la valeur de leur organisation et du dévouement de leurs gens.

En ce qui concerne les épidémies, le brassage de la population slovaque par les évacuations forcées ou spontanées devait faire naître de grandes craintes car, dans l'est du pays, la variole, le typhus, la typhoïde, la malaria subsistaient à l'état endémique et produiraient des explosions épidémiques dans les localités d'accueil dont la population avait perdu, en raison de son bon état sanitaire, toute capacité d'auto-défense. Heureusement, la Slovaquie se trouva bien équipée et l'immédiat après-guerre n'apporta guère d'épidémies dans cette zone.

Qu'en serait-il des hôpitaux ? L'autorité militaire de santé allemande avait beaucoup « évacué » de la province, mais elle me proposait de laisser aux Russes... trois asiles d'aliénés et des sections de maladies infectieuses. Elle demandait au délégué du C.I.C.R. de protéger ces établissements. Un cadeau des Allemands aux Russes ! Les médecins allemands ne furent pas trop étonnés des conditions à vrai dire irréalisables que le délégué déclara être celles du Comité de Genève pour donner sa protection à de tels établissements : laisser dans ces établissements un personnel et un équipement complets et maintenir dans les mêmes localités du personnel et du matériel pour un nombre égal de lits à l'intention de la population et des soldats russes blessés.

Le C.I.C.R. en effet ne pouvait pas accepter de simplifier les problèmes de la retraite allemande en aggravant les conditions de l'installation des autorités de libération tchécoslovaques ou russes.

Encore un autre problème : comment signaler les hôpitaux, pour les avions surtout ? Pourraient-ils arborer une croix rouge à leur porte et sur leur toit ? La Croix-Rouge est, dans son essence, une institution de guerre et son signe ne peut désigner, selon les conventions en vigueur, que des infirmeries militaires, ou aussi les postes neutres des sociétés nationales de secours aux blessés ou du C.I.C.R. Ce principe a souvent été négligé, les corps expéditionnaires étant accompagnés sous le signe de la Croix-Rouge de services consacrés au bien-être et aux loisirs des combattants valides. L'extension aux œuvres sociales de l'activité des services sanitaires officiels des armées devait favoriser, dans les pays combattants, cette adultération de l'idée de la Croix-Rouge, qui ne devrait jamais servir à améliorer l'efficacité des armées au combat !

Cependant, il aurait été inopportun de militariser les hôpitaux slovaques, car cela eût équivalu à les livrer à l'armée allemande. En Allemagne avait commencé à apparaître, sur les toits des hôpitaux, un signe peu connu, mais adopté par une conférence de Croix-Rouge avant la guerre : le carré rouge sur un fond blanc circulaire. Ce signe, à Bratislava aussi, fut peint sur les toits des hôpitaux et sur leurs façades.

— Ne voudrez-vous pas mettre tout au moins à la porte un écusson de protection du C.I.C.R. ?

Trop de bruits couraient selon lesquels les caves des hôpitaux contenaient des munitions, et je n'acceptai d'afficher

des « lettres de protection » qu'après le départ des Allemands ; d'ailleurs ces lettres devaient être écrites en russe, ce qui aurait été peu apprécié des organes allemands de la place !

Mais tous ces préparatifs gardaient un air théorique et éventuel, tandis que partisans et juifs continuaient très réellement à mourir.

Que devenaient en Allemagne les prisonniers slovaques emmenés par la S.S. ou même la Wehrmacht ? Des cris d'alarme arrivaient, par la poste clandestine, de Kaisersteinbruck, où quelque quatre cents hommes mouraient de faim dans un camp oublié. Les autorités slovaques permettaient l'envoi de paquets bien que les captifs fussent des insurgés. L'autorisation allemande pourrait-elle s'obtenir ?

— Monsieur le délégué, nous ne pouvons agir sur des informations dont vous-même ignorez la source. C'est de la propagande d'atrocités.

— Ne pouvez-vous pas les faire vérifier ? Mon collègue de Vienne irait volontiers voir ce camp.

— Il doit demander à Berlin.

— Berlin répondra-t-il à temps ? Je crois sérieusement que l'administration de ce camp ne reçoit pas le nécessaire de votre intendance.

— Nos troupes sur le front non plus ! Et nous-mêmes ne trouvons plus assez de marchandises en Slovaquie. D'où la Croix-Rouge slovaque recevra-t-elle les vivres qu'elle veut envoyer ?

— Des familles, qui sacrifieront les réserves reçues ces derniers mois. (Pour gêner le pillage du pays, les autorités économiques avaient doublé les rations et encouragé le versement, par les entreprises, de fortes avances de salaires.)

— Aura-t-elle des camions ?

— Elle a une ou deux ambulances. (En réalité, une entreprise de transports « noirs » traverserait la frontière, comme tant d'autres qui, mystérieusement, avaient organisé l'exode des marchandises hongroises ou slovaques.) Et nous trouverons bien un peu de benzine.

— Vous trouverez bien de la benzine ! Je ne comprends que trop. Nos services d'achat n'admettent pas de concurrents en ce moment sur le marché noir slovaque.

Les paquets et le camion partirent tout de même : encore une fois, il ne restait donc que l'action clandestine, dans laquelle l'autorité, en ignorant ou en violant les conventions humanitaires, rejetait les samaritains décidés à secourir quand même.

Mais ce secours était fragmenté, gêné constamment. Combien souvent j'ai pensé, au cours de cet hiver de luttes, aux digues que les hommes construisent contre les incursions de la mer ou des fleuves. Dans l'empire hitlérien, la cruauté inutile coulait et débordait de toutes parts comme l'eau des fleuves de Chine, et les rares ouvriers ne pouvaient réparer que quelques dernières digues, tout en laissant suffoquer des milliers de bêtes humaines dans les provinces inondées.

LA NEIGE DE NOËL      Cependant, entre cet empire ravagé et le ciel de guerre, la vie restait souvent douce, en Slovaquie occidentale. Il était tombé une vraie jolie neige de Noël et, le soir, derrière la rue Sulekova, les sentiers, sous les lampes voilées, invitaient à des promenades de rêve les couples qui passaient, les bras chargés de paquets. Au coin des rues de Bratislava, les mendiants avaient reçu

de plus larges aumônes. A la cathédrale de couronnement des rois de Hongrie, Bach et Palestrina avaient fait trembler les voix d'un chœur anxieux et conforté. Dans la nuit, la lune, encore une fois, ciselait les toits et les clochers apaisés et un ménage ami accueillait auprès d'un arbre de Noël le délégué de Genève. De jeunes couples étaient venus aussi, oubliant pour quelques instants que la guerre n'était pas encore terminée, que maris et femmes pouvaient encore être arrêtés, et que la paix n'était pas encore gagnée.

Pendant cette nuit étaient même arrivés des *bunkers* de touchants cadeaux, inacceptables, mais dont il fallait pourtant garder les plus humbles. Comme dans des milliers d'autres maisons, Radio-Beromünster apportait de Suisse, avec la musique de Noël, la voix du monde libre, libre de l'oppression et libre de la contre-propagande.

Même en 1944, Noël marqua une trêve sur le front ou du moins dans le ciel : dans la haine, les hommes ont besoin de pauses.

En ville, les familles ont tué leur porc annuel et il y a ripaille, avec de bon vin de Racistorf, aussi chez les pauvres, aussi dans quelques *bunkers* bien équipés. On a confectionné cette année encore plus de saucisses, surtout de ces longues *klobasy* sèches et dures et savoureuses, dont on aura besoin dans les caves et peut-être dans les ruines, pendant le siège.

Un de ces soirs, à minuit, toutes les radios synchronisées du Reich ont transmis un discours de Hitler qui, d'une voix de fer-blanc, sacre et maudit et attribue la chute de la Hongrie, comme de quelques autres pays, à la lâcheté de ses chefs...

On se bat à quatre-vingts kilomètres et ici, tout est si calme, même dans le ciel. Même dans la rue, protégée des cris des prisons par de bons murs, aux fenêtres aveuglées.

Même dans les *bunkers*, où l'on n'a jamais le droit de faire du bruit.

Il a neigé cette nuit et, demain matin, les gosses se lugeront dans la rue, en poussant les cris de tous les enfants dans la neige, les cris de joie de mes enfants en Suisse.

Il neige tout le jour, puis toute la nuit. Les toits restent bruns, nettoyés par le vent qui entasse la neige dans les rues étroites. Les boutiquiers la rejettent sur la chaussée, les camions allemands sont bloqués et les habitants sourient :

— S'ils veulent que les rues soient déblayées, qu'ils rappellent nos garçons de leurs ridicules tranchées.

La nuit suivante, il pleut. Une grosse pluie dont je me souviens, car je faisais cette nuit une visite de ravitaillement à la famille d'un professeur juif cachée dans un faubourg. J'étais à pied, car un taxi aurait fourni une trace ; d'ailleurs il n'aurait guère pu avancer. Il pleuvait, il neigeait, il gelait en même temps, et, sous la charge, les fils de téléphone de campagne tendus par la Wehrmacht ployaient, se rompaient et, dans l'obscurité, encombraient les rues et les trottoirs de leurs écheveaux pétrifiés. Le lendemain, les communications allemandes se trouvaient interrompues dans toute la région et des milliers de camions bloqués dans la neige glacée : le général Hiver avait pris la Wehrmacht à revers et, pendant quelques jours, même la Gestapo ne pourrait guère faire de rafles. Qu'importe que les téléphones civils ne fonctionnent pas non plus !

Le front approche peu à peu, pendant tout le mois de janvier.

Le pillage de la Slovaquie prend fin : les magasins sont vides. Les réparations ne se font plus, à moins qu'on ne donne des cigarettes ou de l'alcool. Il n'y a plus de wagons (mais

un briquet suisse, offert à une personne déterminante, fait sortir d'une gare de village quelques wagons en bon état qui apporteront en Suisse, à la Croix-Rouge, un dernier lot de sucre pour les paquets destinés aux camps de concentration d'Allemagne). Il n'y a plus de charbon et, à certaines heures, le gaz et l'électricité sont coupés.

LA LIBERTÉ            Les Russes arriveront-ils dans une semaine,  
POUR DEMAIN ?    un mois, trois mois ? Bratislava se pré-  
pare. Les ménagères achètent de dernières  
provisions. Les mercantis, avant de recharger leurs camions,  
offrent le dernier butin de la Hongrie ou de la province.  
Dans la rue, les pauvres vendent leurs rations de cigarettes.  
Dans les recoins, les soldats allemands ou hongrois relient  
leur benzine. Les liqueurs ont disparu du marché, on sonde  
les vieux puits et l'on thésaurise l'eau minérale. De toutes  
parts, on voudrait acheter des francs suisses ou des dollars,  
ou mieux encore, de l'or. Les jeunes gens se cachent pour  
ne pas travailler aux tranchées. Les familles évacuées en  
province refluent sur Bratislava, qu'il n'est plus question  
d'évacuer. Où irait-on ? Les *volksdeutsche* de date récente  
s'en vont, mais les vieux pressbourgeois de langue allemande  
ou hongroise ont confiance et restent. Le bourgmestre bat  
le rappel de ses techniciens. Les hôpitaux réclament les  
lettres de protection du délégué du Comité international,  
qui prépare pour lui et ses collaborateurs de la Croix-Rouge  
slovaque des brassards et des cartes d'identité nouvelles,  
d'où l'allemand aura disparu.

Comme les quelques consulats qui resteront sur place,  
la délégation du C.I.C.R. a une fois de plus beaucoup d'amis,

inconnus hier, qui voudront lui assurer leurs services ou lui confier leur auto. Travailler pour le Comité, recevoir une carte de collaborateur, cela permettrait d'échapper aux dernières rafles, de protéger son appartement lors de l'arrivée des troupes russes. Plusieurs des candidats ne sont d'ailleurs qu'à peine intéressés : une carte d'identité les consoleraient un peu de ne pas être Suisses, de ne pas avoir de visa pour la Suisse, rêve de milliers. Il fallait beaucoup de dureté pour les renvoyer.

Des hommes de la Gestapo revisitent leur position et l'un d'entre eux vient m'avertir : l'agent commercial que j'avais chargé d'obtenir sur le marché libre des offres de marchandises pour Vienne est allé dès le même jour à la légation d'Allemagne me dénoncer comme trafiquant, tout en continuant à m'apporter d'excellentes offres... Comme je ne le croyais pas, le policier, un autre soir, vint me voir avec le dossier que m'avait consacré la Gestapo ! La légation d'Allemagne avait en effet transmis l'affaire à la Gestapo, mais celle-ci, sur ordre de Vienne, renonçait à ouvrir une enquête sur une activité déjà connue de la S.S. et soutenue par elle !

Le même agent commercial, ignorant que j'étais informé de son jeu, continuait à me traiter avec la plus grande amitié et à vitupérer les Allemands. Pauvre petit agent double, qui craignait et les Russes, et les Allemands, et espérait que la Croix-Rouge le ferait passer en Suisse (comme son dénonciateur de la Gestapo était persuadé que je connaissais les sentiers menant d'Autriche en Suisse et s'étonnait de mon refus de l'aider).

Malgré tous ces mouvements et toutes ces anxiétés, la ville est formidablement calme, immobile et endormie,

comme une poudrière qui explosera demain. Les tas de neige encombrant les rues, les rares autos se croisent sur les trottoirs. Il n'y a même plus d'alertes aux avions. Il n'y a plus beaucoup d'hommes dans la ville, car ils sont cachés ou, dans la banlieue, creusent le plus lentement possible des trous, qu'on appelle des fortifications. Mais il y a encore tous ceux qui se procurent une fausse dispense, ou mieux encore, une fausse déclaration attestant qu'ils font des tranchées, ce qui leur permet, aux heures de relève, d'aller dans leurs *chatas* de banlieue enterrer des armes et des provisions, de la benzine, du vin ou de l'argent. On fabrique aussi de fausses déclarations de domicile pour les réfugiés clandestins, de faux brevets d'officier, de faux carnets de rationnement, de faux noms, de faux nez.

C'est dimanche matin, février 1945. Cette nuit, il est retombé une petite neige déjà fondue. Dans la rue, une escouade de recrues a passé en chantant. Une vingtaine d'hommes, en capotes slovaques et coiffures hétéroclites, conduits par un sous-officier en pantalons slovaques et capote allemande : des *volksdeutsche* qui n'ont pas su « se défiler », qui ne possèdent pas de fausses dispenses du service militaire. On leur imprimera sous le bras le signe de la S.S. qui les condamnera aux camps de triage américains, ce printemps, puis à des mois de captivité.

Ce matin, un dentiste *volksdeutsch* est venu demander ma protection, pour qu'il n'ait pas besoin de suivre l'ordre de marche. Il a une femme, des enfants, de l'argent investi dans son cabinet, des années de quiétude, et un corps auquel il tient, comme des centaines de milliers d'autres hommes. Il est parti, un peu consolé, un peu honteux, un peu déçu. Il avait presque cru que le C.I.C.R. ferait quelque chose pour

lui. Demain, il passera aussi dans la rue, au milieu d'une escouade, et il chantera très fort et très rauque.

Comment peuvent bien vivre les captifs, dans les camps envahis par la boue ? Des paquets envoyés à Kaisersteinbruck sont revenus. Etrange force de l'administration : on trouve un wagon ou un camion pour renvoyer honnêtement mille paquets à l'expéditeur, de l'ouest vers l'est, contre la marée des trains militaires qui coulent vers l'Allemagne. Cependant un délégué du C.I.C.R. à Berlin a vu le chef du camp, lui a donné du schnaps : si nous renvoyons les paquets par la « voie noire », il les acceptera et les distribuera. Ne pas oublier quelques bouteilles pour le bon chef.

La poste apporte aussi quelques lettres des camps d'Allemagne et il vient des nouvelles incontrôlables : un camp slovaque aurait été bombardé par les Alliés, un transport de Slovaques internés aurait été mitraillé près de Vienne, les blessés restant sans secours sur le talus. Et aucun secours officiel n'est possible.

JAN ORSZAGH    Au cours de février, soudain, le poing du S.D. s'abat de nouveau. Les patriotes ont été imprudents et ont cru que le loup fuyait. Des fonctionnaires, des officiers, des intellectuels sont jetés dans la prison politique allemande.

Parmi eux, Jan Orszagh. Il m'avait accueilli au lendemain de mon arrivée, large, souriant, tranquille. Tout d'abord, il ne me voyait que « par hasard » au consulat de Suisse, où il allait négocier l'application pratique des accords économiques. Puis, avec un ou deux autres de ses collègues, aux Affaires étrangères, où il était conseiller. Parfois, il me télé-

phonait, de façon si imprudente que je ne savais que penser de sa loyauté. Puis, je compris que cela le soulageait de parler ouvertement à un étranger qui ne faisait pas de politique mais qui ne pouvait pas refuser d'entendre un lutteur parler de son odyssée dans la mer de la terreur policière. Quel courage ne fallait-il pas, pour rester sur place quand on aurait pu émigrer, pour préparer de l'intérieur la restauration de la République, en craignant chaque fois que le courrier de Londres, intercepté, ne livrât la preuve de la trahison que sa fidélité à la patrie asservie lui imposait à l'égard de la dictature ? De le savoir là, d'autres combattants du maquis et des *bunkers* se sentaient réconfortés.

Quelques jours après son arrestation, sa femme reçut, pour le laver, son linge ensanglanté : on le torturait. Elle vint me voir, presque confiante dans les pouvoirs du Comité international. Il me fallait consulter aussi ses amis de l'opposition qui, serrant les dents, déconseillèrent toute démarche. Il en allait d'Orszagh comme des autres patriotes et des juifs : intervenir auprès de la Gestapo aurait provoqué sa déportation en Allemagne, loin de tout secours clandestin et de tout contact avec sa famille. Le gouvernement slovaque, en revanche, ferait-il quelque chose ? Ce gouvernement était maintenant au bout de son crédit. Comme tant d'autres, Orszagh ne pouvait plus être sauvé que par les armes. Il ne fut pas sauvé, il ne revit pas la Tchécoslovaquie dont il rêvait. Emmené au dernier moment en Allemagne, jamais on ne sut comment il mourut.

La guerre traînerait-elle si longtemps que les Allemands auraient le temps d'anéantir les pays encore occupés ?

L'administration locale employait ses dernières forces à obtenir de l'armée allemande qu'elle renonce officiellement

à l'évacuation de la capitale. Elle le faisait comme toutes les administrations « résistantes » : en préparant des plans d'exécution qui rendraient impossible l'exécution même, en multipliant les exceptions et en faisant traîner les choses en longueur. Mais il fallait prendre garde à ne pas dépasser la mesure... Le service médical devait être particulièrement prudent. Le service sanitaire allemand, sur ma demande, avait accepté qu'on laissât dans la ville des médecins volontaires. Mais ceux qui s'annonceraient se rendraient suspects aux yeux des Allemands qui seraient tentés de les déporter pour ne pas laisser dans la ville des partisans de l'ennemi.

Heureusement, à la mi-février, les efforts des Slovaques triomphaient : l'ordonnance que le gouvernement était contraint de prendre ne prévoyait qu'une évacuation volontaire. En dehors des personnalités gravement compromises par le régime ou de quelques innocents pris de panique, personne ne partit.

Mais la ville était plus que jamais infestée par la police nazie. Plus le front approchait et plus, pour échapper à la mobilisation de guerre, il était nécessaire aux hommes du S.D. de trouver des proies.

Cependant, les ressources de la délégation menaçaient de s'épuiser. La poste ne fonctionnait plus pour l'étranger, les télégrammes ne portaient guère pour Genève, les appels téléphoniques devaient se faufiler entre les alertes, dans l'Autriche devenue arrière immédiat du front. L'argent me manquerait-il pour la dernière période des secours ? Juste au moment où — sans que je le sache — les concessions obtenues par le Président Burckhardt ouvraient plus largement la voie, et rendaient les chefs du Sicherheits-Dienst incertains ?

Entre deux alertes, Kastner venait de Vienne, pour emporter lui-même des marchandises à l'intention des esclaves des fortifications. A ce moment, seule la S.S. put encore faire circuler des camions à des fins autres que le ravitaillement du front ou... la fuite des « collaborateurs ». Je comprenais à demi-mot que Kastner continuait à négocier une libre évacuation vers la Suisse des juifs des *bunkers* qui, affaiblis par des mois de vie souterraine, ne pouvaient pas être exposés au feu d'un siège.

Mais les luttes étaient déchaînées au sein de la S.S. et, de Berlin, l'arrestation de certains négociateurs était ordonnée. Le moment approchait où, l'éponge pressée, le S.D. liquiderait peut-être Kastner. Sa famille était maintenant en Suisse. Il ne pouvait plus obtenir grand-chose. Pourtant il revenait, à chaque péripétie des discussions, en territoire nazi, acharné à racheter encore quelques victimes. De semaine en semaine, je le voyais plus tendu par cette lutte si inégale, où il mettait constamment sa vie en jeu.

La dernière chambre à gaz l'engloutirait-elle, au matin du dernier combat nazi ? Pour lui plus clairement encore que pour tout autre, je ne pouvais rien faire, sinon tenir ouverte la porte de ma chambre, où il venait parfois presque sans mot dire, fumer une cigarette, prendre un bref repas ou regarder dans le vide.

LE PRINTEMPS REVIENT    Les razzias, les morts, les tortures,  
TOUS LES ANS            la vie toujours plus terrée des  
                                 *bunkers* et la fumée de Vienne  
n'empêchaient pas mars de fleurir entre les champs boueux  
et au long des routes défoncées par la fonte du printemps.

— Venez, quittez la ville pour un jour. On n'a pas besoin de vous à tout instant. Venez voir un autre monde qui finit et qui était charmant : celui de la petite noblesse campagnarde.

Ce dimanche matin du début de mars 1945, je pars avec des collaborateurs vers l'est encore calme, par le vignoble de Racistorf, par Pezinok, Trnava aux cent tours, vers la frontière hongroise, marquée alors par le Waag.

Le printemps est là, déposant sur les arbres ce premier voile vert des bourgeons qui s'entr'ouvrent. Les ruisseaux bruns inondent les labours et couvrent la route d'une boue grasse dont la voiture est bientôt toute croûtée. Par des chemins toujours plus étroits et bourbeux, nous arrivons au domaine, qui est à lui seul tout un village de logements et de dépendances, avec une école et une chapelle et, un peu à l'écart près d'un petit bois, la maison des maîtres, toute simple. Un long bâtiment en équerre, avec une véranda à l'italienne, délabrée, et un air de sourire timidement dans sa roseraie et son parc inondés.

Sur le pas de la porte, des chiens de chasse se jettent sur nous en poussant des gémissements d'amitié. Un couloir blanc orné de trophées de chasse dessert une enfilade de grandes pièces où tout branle un peu, mais où les vieux meubles sont accueillants, où les grands poêles de faïence blanche parlent tout bas de tiédeur et de paix. J'ai pour la nuit une grande chambre aux murs passés à la chaux, avec un lit paysan un peu boiteux mais profond, de belles poteries de toilette marquées du nom du domaine et aussi un poêle clair qui ronfle.

Le maître de la maison est un des nombreux barons paysans hongrois restés sur leurs terres en 1919, quand la république

tchécoslovaque s'est constituée. D'avoir épousé une demi-juive anglaise et d'être ouvert aux soucis des ouvriers agricoles l'a fait considérer comme socialiste dans la gentry. Sa famille vit dans la pauvreté typique de la petite noblesse de la région, qui a perdu beaucoup de ses terres et ne sait ni ne peut industrialiser ses domaines : abondance de tout ce que la terre fournit mais pénurie d'argent. Dans le cas présent, l'administrateur, qui était juif, a été déporté et la culture du tabac, qui apportait de l'argent liquide, a péri-clité. La fille doit travailler comme dactylo en ville.

Il y a dans la maison, outre le couple de nos hôtes et leur fille, divers amis ou parents enfuis de l'est avec des malles et des chevaux : les épaves charmantes et désesparées de la tempête sociale des Balkans, craignant les Russes et haïssant les Allemands.

Dans quelques semaines, le domaine et la maison seront saccagés par les deux armées. La famille, cachée dans le bois, recueillera quelques débris et, sans main-d'œuvre ni bêtes de somme, cultivera un champ cet été. Ainsi, sous le souffle de la guerre, la Slovaquie si longtemps florissante aura faim en 1945.

Viendront ensuite la réforme agraire, les persécutions anti-hongroises, la défiance contre tout ce qui rappelle l'ancien régime ou l'Occident : le vieux baron socialiste mourra, sa femme et sa fille aux longues mains racées, après avoir bravé la Gestapo et les troupes russes au combat, prendront le chemin de l'exil.

## TENIR JUSQU'AU BOUT

Il ne vient plus d'envois de Genève, je n'aurai bientôt plus de secours à distribuer, rien pour la transition. Mais le front se fige encore : je pars au ravitaillement en Suisse, le Comité ayant reçu pour mon retour à Bratislava la promesse d'un visa de transit allemand.

« POMALY, POMALY » Par quel prodige un autobus circule-t-il encore entre Bratislava et Vienne à demi rasée, et ensuite un train qui quitte Vienne à l'heure et traverse au matin l'immense gare de Linz ? Les Britanniques bombardent tous les jours la gare, qui alimente le front de Hongrie ; elle n'est plus qu'un charnier de wagons éventrés, de locomotives renversées et de rails tordus pointant vers le ciel. Mais chaque nuit, les sapeurs ouvrent un passage dans les décombres, réparent au moins deux voies et le trafic reprend, jusqu'à l'attaque du lendemain.

Où les Allemands, qui ne peuvent plus ignorer leur défaite imminente, trouvent-ils la force nécessaire pour ce travail désespéré ? Peut-être seulement dans la crainte de voir les Russes avancer plus vite que les Anglo-Saxons. Et aussi

dans l'étourdissement d'un labeur incessant, sous la pluie et contre la faim.

Le train s'arrête cependant pour plusieurs heures à la prochaine gare et les voyageurs s'égaillent hors de ville, pour échapper à l'attaque prévue.

J'ai gardé de cette matinée le souvenir que laisse, dans une maladie douloureuse ou le lendemain d'une grave opération, ce moment merveilleux où, pour la première fois, soit convalescence soit effet des calmants, la souffrance a lâché pied. Le corps est soudain pacifié et la tête légère. Chaque nerf se souvient encore de la douleur et de sa saveur enivrante, le malade ne bouge même pas un doigt, de peur de heurter au pays noir dont il sait que la porte, tantôt, se rouvrira.

J'avais ainsi, par les faubourgs, gagné la campagne. Un prisonnier demi-libre d'un commando voisin avait porté mon bagage jusqu'à la prochaine halte du chemin de fer. C'était, comme dans un vallon de l'Emmenthal, non loin d'un village cossu mais désert, une hutte de garde-voie et une petite ferme. Une vieille lavait du linge dans un baquet et le vieux chef de halte, sans poser de question mais voyant la croix rouge de mon rucksack, m'a accueilli dans sa guérite. Il m'a apporté un petit broc d'eau chaude et, devant un morceau de miroir, je me suis rasé en rêvant et en ayant un peu la fièvre, tout en regardant le soleil qui tournait au coin du bois et effaçait peu à peu le givre des prés. Puis, je me suis étendu sur le banc dans la guérite, plongeant dans le sommeil, tandis que grinçait la corde du puits.

Le long des voies, que la radio alliée déclarait être toutes interrompues, les trains avançaient encore. Aveuglément acharnée, la machine allemande continuait à tourner, lente-

ment. Dès Salzbourg, l'omnibus était remplacé par un express, circulant à un rythme presque normal.

Dans la foule qui, d'étape en étape, progressait vers l'ouest, je me suis heurté soudain à un vagabond chargé d'un gros sac de montagne et portant le brassard du C.I.C.R. Un peu méfiants l'un et l'autre, car il commençait à apparaître de faux délégués, nous avons échangé nos papiers d'identité, puis nous sommes mis à rire : mon apparence, avec le même genre de bagages et la même fatigue, n'était guère meilleure que celle de Schmidlin, qui, ayant échappé au dernier instant à une expédition punitive d'Oustachis (qui ne lui pardonnaient pas ses interventions en faveur de leurs ennemis), remontait de Zagreb pour, de Genève, retourner plus tard en Croatie par les territoires libérés. Son sac contenait encore des richesses : du pain, du fromage, du vin que nous avons partagés en nous moquant de nos deux odyssées.

Le train avançait maintenant dans la neige. Dans un compartiment voisin, un jeune officier blessé était conduit par une petite infirmière vers l'une des stations de montagne pour « guerriers mutilés ». Il regardait sans sourire les prisonniers russes égaillés le long de la voie qui, aux arrêts, s'approchaient des portières et chantaient *pomaly, pomaly* : « lentement ». Lentement pour la machine de guerre des « Fritz », lentement pour le travail de la corvée russe, lentement pour l'irrésistible machine des armées soviétiques. Les prisonniers riaient, clignant de l'œil, sûrs d'énervier leurs maîtres impuissants. *Pomaly*, le leitmotiv de la résistance passive des millions de travailleurs forcés qui font trébucher le cyclope allemand, frappé à la poitrine par les armées alliées.

LES UNS ET LES AUTRES    Passé le tunnel de l'Arlberg, voici dans une brume bleue les montagnes d'Appenzell. Schmidlin et moi nous regardons, rendus hésitants par la même pensée : voulons-nous vraiment entrer en Suisse ? Beau jardin, hérissé de barbelés, et néanmoins ouvert aux fugitifs, mais trop beau jardin, irréel, d'où l'on ne peut comprendre que dans son symbolisme le martyre de l'Europe. Les Suisses ont gardé un jugement clair, mais, en écartant les deux propagandes, en les mettant toutes deux en doute, n'ont-ils pas perdu en même temps les deux vérités, de souffrance, de courage et de désespoir ?

Neutre signifie « ni l'un, ni l'autre ». Mais y a-t-il dans ce monde autre chose que l'un *ou* l'autre pour l'action, l'un *et* l'autre pour la pitié ? N'avons-nous pas senti souvent qu'être neutre signifiait être l'ennemi de tous ?

Pourtant non, les Suisses, neutres comme Etat, n'ont pas accepté d'être neutres comme êtres humains. Leur gouvernement même l'a proclamé. Plaçant au-dessus de tout l'intégrité de la patrie, ils se sont tus souvent et ils ont cherché une expression de leur humanité dans l'aide aux uns et aux autres. Cette charité suisse n'a sûrement pas été exempte d'égoïsme. Mais seuls quelques nigauds ont cru que la charité nationale et la Croix-Rouge leur assureraient des amis reconnaissants : qui accepte un bienfait se charge d'une dette de gratitude pesante, qu'il allège en méprisant un peu son bienfaiteur de pouvoir être si généreux. Le bienfaiteur, pour lui-même, a trouvé un alibi et beaucoup d'entre nous ont cherché dans la Croix-Rouge quelque chose qui les consolât de n'avoir pas combattu. Un succédané à vrai dire confortable : les plus exposés n'avaient à craindre que les bombes et rien de la captivité ni des polices d'Etat.

A Genève, le C.I.C.R. siège, prévoyant et clairvoyant, silencieux et actif. Enormément actif. Jusqu'à vingt mille lettres par jour qui arrivent à l'Agence des prisonniers ou au Secrétariat, et autant qui en partent ; deux cents télégrammes par jour dans chaque sens ; deux cent mille kilos de marchandises qui arrivent aujourd'hui dans les entrepôts, remplaçant les deux cent mille kilos qui sont partis cette nuit pour les camps. Jusqu'à cinq mille collaborateurs.

Mais de quoi ont l'air, cités dans des rapports, les espoirs et les angoisses des victimes de la guerre ou du fanatisme racial ou de la haine politique ? Le Comité doit être sage et froid. Les délégués, qui doivent rester conscients que cette sagesse et cette froideur sont l'armature de leurs audaces et le correctif de leur ardeur, n'aiment pas venir à Genève « faire rapport », remâcher leurs rapports. Ils ont peur aussi que, retrouvant les visages intacts de leurs enfants, de leurs femmes, de leurs mères, ils ne puissent plus les quitter. Vues de Genève, les bombes redeviennent effrayantes et les protégés lointains, anonymes.

Heureusement, le visa de retour est déjà accordé, le Comité occupé par cinquante autres affaires, le bagage prêt, l'argent des secours versé, les trains de colis en route, la famille prête à la nouvelle séparation. La frontière passée, la certitude de la lutte et de la peur redonnent au délégué la clarté fiévreuse du combattant, du troisième combattant.

VIENNE, MARS 1945      En une semaine, les bombardements  
ont accumulé de nouveaux ravages.

Dans le Tyrol, où la neige a fondu, le train s'arrête bientôt devant un pont détruit : il faut continuer à pied, à la lueur

indécise de la lune, qui sourit de nouveau dans le ciel noir, la lune traîtresse qui livre les villes aux bombardiers et les traqués aux flics.

Cette nuit même, tandis que, en plaisantant malgré tout, les voyageurs lourdement chargés traversent en cortège un village, passent un pont volant, trébuchent sur le tracé d'une voie et retrouvent enfin un train noir, Berlin et Vienne brûlent, Varsovie et Budapest gémissent encore, le S.D. torture des juifs ou des « communistes », les fours de Mauthausen consomment un plein ventre de cadavres squelettiques, les gardes-chiourme nazis révolvérissent les retardataires le long des colonnes de captifs, des partisans sont fusillés en Serbie, des Italiens se tirent à l'affût, des peuples se soulèvent et quatre grandes armées se ruent sur le III<sup>e</sup> Reich écumant.

Mais cette nuit également les bateaux du C.I.C.R. abordent à Marseille ou à Lübeck, le *Henry Dunant* se glisse par le canal de Kiel vers la Hollande exsangue, les trains partis de Genève avancent vers l'Allemagne, les colonnes de camions du Comité sillonnent les autostrades, apportant aux prisonniers, aux déportés, les paquets de vivres et les lettres qui les maintiendront en vie.

Le lendemain matin, le train que j'ai trouvé dans la nuit, sans vitres, sans portières, persiste à avancer par saccades. Parfois des avions piqueurs sont signalés et les passagers, empoignant leurs bagages, se couchent dans un bois tapissé des premières fleurs. Puis il faut de nouveau partir à pied, tourner la gare écrasée d'une ville, passer une vallée sous le viaduc écartelé. Des trains de troupes remontent le long du Danube, mais d'autres descendent vers le front et c'est avec un détachement de la Waffen-S.S. dont le chef, apercevant

mon insigne, m'a offert une banquette pour y dormir, que je me retrouve à Vienne après deux jours de route.

Le plus bel hôtel de Vienne, l'Impérial sur le Ring, est encore intact entre une cathédrale effondrée et l'Opéra crevé. Mais il n'y a plus de nourriture, plus de draps, plus d'eau et la puanteur des toilettes bouchées a envahi les chambres. Qu'importe, secoué par la grippe, affamé et assoiffé, je me glisse dans mon sac de couchage et tombe dans un sommeil délicieux.

Le lendemain, Kastner, poursuivant ses négociations, est à son hôtel, affectueux et fiévreux. Kaltenbrunner a fait une concession et Kastner vient chercher des juifs pour les conduire en Suisse. Il a dans son armoire du café, du sucre, du rhum, une bouteille d'eau, une lampe à alcool. Un bon grog raffermira mes jambes. — C'est dimanche.

— Venez visiter la ville avec moi, ne repartez pas aujourd'hui par le train, vous n'arriverez pas. Demain matin vous aurez un autobus pour Bratislava.

— Mais les Russes avancent. Je ne veux pas rester du côté allemand. J'apporte de l'argent pour les juifs, avec aussi le droit d'en employer une part pour les autres réfugiés. Ce serait dommage de manquer cela.

— Les Russes en ont encore pour plusieurs jours, malheureusement, et vous n'irez pas plus vite en prenant le train aujourd'hui plutôt que l'autobus demain.

Il fait un beau soleil et un grand vent. Vienne n'a plus d'eau et le vent, soufflant à travers les murs démantelés, soulève un brouillard de poussière qui, par les fenêtres sans vitres, envahit les logements, crisse sous les pas dans les escaliers autant que sur les trottoirs, pénètre jusque dans les coutures des habits et irrite sans cesse les muqueuses. Mais

avril approche, il fait doux, c'est dimanche : les passants, dans leurs vieux habits d'avant-guerre, ont le teint gris et l'air triste et satisfait de promeneurs convalescents.

Il est oiseux de décrire une ville en ruines. Les cités d'Europe, avant la guerre, devenaient toutes pareilles dans leur architecture. Leurs décombres sont identiques et le sort de leurs habitants semblable. Le tableau horrible qu'elles offrent devient ennuyeux, après le choc d'une première vision, et le dédale des amoncellements de gravats n'offre que des surprises prévues.

Seuls quelques monuments, en changeant d'aspect, ont gardé une individualité. Je pense à la tendresse avec laquelle, sur le Brandenburgertor, à Berlin, un cheval du quadriga mutilé s'appuie sur son voisin éventré. A ce lion de pierre à Munich qui, précipité de son arc de triomphe, gît sur le dos, ses royales pattes en l'air. Ou, à Vienne, à l'hôtel de ville profilant sur ce joli ciel de mars 1945 le squelette de fer de son toit incendié. Selon le dicton, Vienne serait protégée tant que, au sommet de l'hôtel de ville, se dresserait encore le *Eiserne Mann*. L'homme de fer est encore là mais, du ciel où il flotte, il contemple sa ville en lambeaux.

Au bord d'un canal non loin du Ring se trouve dans un joli palais le centre de la Gestapo. Le bâtiment semble intact bien que, il y a peu de jours, des avions piqueurs britanniques aient tenté de le détruire. Une de leurs torpilles, tombant verticalement, a écorné le toit à l'arrière du palais puis, se glissant dans la rue étroite, a défoncé le trottoir et percé deux étages de caves. Dans la cave du bas, transformée en refuge, se trouvaient les membres de la dernière centrale juive de Vienne. Tués, au dernier printemps de la guerre, par ceux dont ils attendaient la liberté.

LA DERNIÈRE SYNAGOGUE Car il subsistait à Vienne, en 1945, une communauté juive officielle. Ne demandez pas par quelles acrobaties, au prix de quelles rançons successives, elle s'était maintenue, reculant pas à pas dans le fossé de l'anéantissement.

Elle possédait même un hôpital que, ce dimanche, j'ai visité avec Kastner. Un haut bâtiment moderne et, de l'autre côté de la rue, une grande mesure.

Plusieurs centaines de malades misérables, demi-juifs et juifs hongrois des fortifications, y étaient soignés, ce qui veut dire le plus souvent que leur irrémédiable agonie était un peu soulagée. Une pitance de peuples sujets, encore plus triste que celle du « peuple de maîtres » germanique, leur était servie dans une vaisselle de baigne. Les draps manquaient, les médicaments étaient rares, car l'autorité ne laissait venir qu'au compte-goutte les secours du Joint ou du C.I.C.R. Depuis que le Comité international avait pu ouvrir une délégation à Vienne pour secourir les juifs transférés de Budapest, il y avait plus de malades, mais aussi un peu plus de secours, ainsi que quelques brancardiers retirés des équipes de terrassement.

Dans cet hôpital, comme dans les autres, chaque matin les malades descendaient à la cave, et nous avons croisé dans les escaliers leur défilé macabre, la procession des tuberculeux, des névrosés, et aussi, taches claires dans le charnier, quelques mères et leurs nourrissons langés dans du papier, puis encore des épuisés, des affamés, des paralytiques, que s'obstinaient à soigner une poignée de médecins.

Ces médecins, tolérés comme une vermine, voyaient peu à peu leurs rangs éclaircis par la déportation, tout en vivant provisoirement en ville à peu près de la vie des autres Autri-

chiens. Même cette immunité précaire devait cependant, à la libération, les rendre suspects aux juifs sortis des caves ou revenus des camps de concentration.

Le pire de cet hôpital était le manque d'eau. Depuis plusieurs semaines, les conduites sous pression ne fonctionnaient plus guère à Vienne. Dans la rue, une bouche à eau coulait entre les alertes et il fallait monter l'eau aux étages, dans des seaux ou des boîtes. La crasse, les détritrus, le linge souillé et embourbé de la poussière semée par le vent, s'accumulaient pendant les heures ou les jours sans eau. Ce dimanche dont je parle, la fontaine coulait, et les infirmières avaient lavé les salles et les escaliers. Elles montaient encore dans les chambres une réserve d'eau, portant à la descente un malade sur sa civière ou dans sa chaise de paralytique. Ces infirmières et ces servantes, bêtes de somme vêtues en souillons, acharnées à servir, semblaient à peine plus humaines que leurs patients.

Le médecin en chef, Kastner et moi avons suivi la file des malades dans le sous-sol de la vieille maison d'en face. Les premiers arrivés étaient déjà dans l'enfilade des caves où ils passeraient toute la journée, sur des lits de camp, à terre ou sur des chaises, tournant leurs visages hébétés vers la lueur des soupiraux aveuglés par des sacs de sable.

La dernière cave est déserte. Le médecin et Kastner s'interrogent du regard, puis me font signe de les suivre. Je n'oublierai jamais ce que je ressentis en un instant, étonnement, scepticisme, émotion heureuse, détresse faite du désespoir et de l'esprit de défi de ces persécutés : dans la cave nue, sur un pupitre, il y avait une Thora ouverte et un chandelier à sept branches. C'était la dernière synagogue du III<sup>e</sup> Reich.

LA GESTAPO FRAPPE      L'Impérial empuanti semblait un  
havre après cette vision de Vienne.

Une alerte avait commencé. Trop fatalistes pour descendre au refuge et désirant parler plus à l'aise, Kastner et moi nous sommes cachés derrière une grosse colonne du hall. Derrière une autre colonne, deux officiers fumaient calmement. De temps en temps, des bombes tombaient au loin. Quand les sirènes sonnèrent la fin de l'alarme, remonté dans ma chambre sans vitres, je roulai, la fièvre aidant, dans le sommeil.

Le lendemain, avec une exactitude invraisemblable, l'autobus me ramenait à Bratislava, à travers une frontière à peine gardée. Je palpais avec satisfaction l'argent apporté sans encombre de Suisse, qui permettrait d'acheter des secours, de prolonger quelques vies, de faire des stocks pour les réfugiés qui reflueraient de l'ouest dès la libération.

Ma propriétaire m'accueille avec une expression curieuse.

— Cela ne va pas ? Un gros bombardement ? Malade ?

— Non, rien de spécial, Monsieur le délégué.

— Ai-je du courrier ?

— Stefi l'a mis sur votre table. Voici votre clef.

— Des visites spéciales ?

— ... Non, rien de spécial.

— Où est la ligne du front ?

— Plus près, je ne sais où.

Le petit appartement est en ordre. Sur ma table, les lettres habituelles, en allemand ou en slovaque, auxquelles il n'y aura pas de vraie réponse. Où est Margita ? Oui, bien sûr, elle ne connaissait pas le jour de mon retour et je n'avais pas voulu qu'elle restât ici. Sa cuisine était devenue un ghetto et, en mon absence, la police aurait raflé elle, nos

amis et les papiers de la délégation. Téléphonons encore vite à Hans Keller, le consul de Suisse, et à la Croix-Rouge. Heureusement le téléphone marche, mais cette fois, j'ai vraiment la grippe, juste au plus mauvais moment. Ma pauvre carcasse n'en peut plus, elle exige le lit.

Vient Stefi, la domestique de la propriétaire, l'air apeuré, cascadante de lamentations sur la méchanceté des gens. Elle, si bonne âme, n'offre pas de me soigner, mais elle annonce cependant qu'elle continuera à me passer les repas par le guichet de la porte.

L'amie fidèle, Tatjana, traverse toute la ville à pied en dépit du risque d'alerte aux avions.

— Tout le monde disait à la Croix-Rouge que vous profiteriez de ce voyage pour ne jamais revenir, mais plusieurs savaient bien que le délégué du C.I.C.R. ne ferait pas cela. Je vais vous envoyer ma domestique vous soigner.

— Mais la domestique de la propriétaire ?

— N'avez-vous rien remarqué ?

— Si, la maîtresse et la domestique avaient l'air désespéré.

— Gestapo. Elles ont été interrogées toutes deux.

— A cause de moi ?

— A cause de vous, de Margita, de tout.

— Vous aussi ?

— Non, ni moi ni personne à la Croix-Rouge. J'ai suivi vos instructions et n'ai pas bougé. Du moins, pas fait d'imprudences.

— Sauf que vous êtes ici !

— Et vous, vous êtes bien revenu ! Nous sommes heureux, mais j'ai peur pour vous.

— Pas la force de me faire du souci. J'ai la grippe, cela

me suffit. Mon téléphone doit être surveillé. Pouvez-vous avertir le *bunker* de Margita ou plutôt demander au consul de le faire, il dira à Margita de revenir. Pourquoi ne dites-vous rien ? Qu'y a-t-il encore ?

— Juraj...

— Juraj !

— Non, lui va bien. Il est venu me voir.

— Il est fou, je lui avais dit de ne pas entrer en contact avec vous, de ne pas vous compromettre.

— Il fallait qu'il me voie, il a vu aussi votre consul. Le Sicherheitsdienst a frappé un grand coup : tout le groupe de Bumi a été pris. Margita et Seli, sa petite sœur aussi, étaient avec eux. Pas un n'a échappé.

— Des morts ?

— On ne sait pas.

— Pauvres gosses. Grâce aux Russes, on ne peut plus les envoyer à Auschwitz.

— Oui, mais il reste Mauthausen ou Buchenwald.

— Il reste Mauthausen. Peut-être le délégué du Comité international y est-il arrivé. On ne gazera plus personne. Mais il y a les coups, les tortures ici.

— Un indicateur a signalé à Juraj que, depuis quelques semaines, quand on trouve de l'argent dans les *bunkers*, on torture les gens jusqu'à ce qu'ils signent l'aveu que cet argent vient de vous.

— Sales bêtes, ils le savent bien. Brunner le tout premier. Il m'a même dit que cela ne me fait pas sentir trop mauvais !

— Oui, ils le savent, mais ils veulent la preuve écrite maintenant.

— Ils veulent me jouer le tour de m'emmener avec eux, pour m'empêcher d'établir le contact avec le gouvernement

tchécoslovaque. Commencez par vous en aller vous-même. J'attends le consul, puis je m'expliquerai avec ma grippe. Pauvres petites Margita et Seli. Avez-vous le moyen de faire dire à Juraj de ne pas bouger ?

Elle hésite à partir, puis comprend que cela ne m'aiderait en rien qu'elle aussi fût arrêtée. Un peu plus tard, j'ouvre encore la porte au consul de Suisse, qui recueille mon argent et certains papiers et vérifiera chaque jour si je suis encore là. La bonne Stefi m'apporte à boire et à manger, malgré sa terreur de la Gestapo, et se rassure d'heure en heure : on n'osera pas toucher à Monsieur le délégué.

En effet, rien ne se passe, sauf que l'absence de tout quémendeur me donne l'impression d'être cerné dans un coin. Je sourirais même des craintes de Tatjana si ne me parvenait pas de Vienne un étrange téléphone angoissé de Kastner à qui j'avais télégraphié de venir, les achats pour les juifs hongrois se trouvant interrompus par ma maladie.

— C'est vous, Dunand ? Oui, je reconnais votre voix. Comment allez-vous ?

— Vous êtes gentil, merci, ce n'est rien, ma grippe est finie.

— Vous êtes resté chez vous ?

— Oui, oui, dans ma chambre, mais je peux sortir maintenant.

— Non, ne sortez pas. Restez chez vous jusqu'à ce que je vienne. Je ne peux partir d'ici que demain. Ne bougez pas.

— J'ai compris.

Ma foi, je ne suis pas trop gaillard, je reste volontiers un jour de plus au lit. Dans la rue, ils pourraient m'arrêter « par erreur », ici, il leur faudrait un mandat officiel.

Le lendemain, Kastner sonnait à ma porte et racontait ce qui suit : Le colonel Krumay avait appris que le chef de la Gestapo à Bratislava, Witiska, avait demandé à la centrale de Vienne la permission de m'arrêter, Brunner ayant maintenant la preuve que je ravitaillais les juifs cachés. Ma domestique, « une juive avec de faux papiers aryens », avait été cueillie avec d'autres juifs. Il ne manquait plus que le délégué du C.I.C.R. ! La Gestapo de Vienne aurait peut-être trouvé amusant de faire faire un petit tour à un délégué du Comité international, quitte à le conduire, sans douceur, à la frontière en réponse aux protestations de Genève et Berne. Mais, de Berlin, venaient d'arriver de nouveaux ordres, fruits en partie des concessions arrachées par C.-J. Burckhardt. Et la réponse de Vienne fut catégoriquement négative : on ne devait pas toucher au délégué de Genève.

— Dites-moi, cher monsieur Kastner, comme nous les connaissons, nos amis du S.D., le joli Brunner et le jovial Witiska, après avoir été furieux, ils commencent maintenant à s'inquiéter : je dois être, à leurs yeux, un gros bonnet, *ein ganz grosses Tier*. Je vais leur demander de rechercher Margita, « disparue pendant mon absence ». Je ne risque rien à le faire. Elle est probablement à Theresienstadt, pensez-vous, donc, hors du pouvoir de Brunner qui ne pourra pas profiter du désordre actuel pour se venger de mon intervention en liquidant elle et les autres. Et si les Allemands se barricadent dans la ville assiégée, je ne veux pas avoir laissé sans mot dire arrêter un de mes collaborateurs. Ma grippe est finie, je peux tenter le coup.

Le planton à la Gestapo passe mon nom au téléphone ; avec un étonnement mêlé d'inquiétude (je vérifie encore vite si j'ai enlevé de mes poches tout ce qui pourrait intéresser

la police !), je suis appelé immédiatement et les barrages successifs, dans les chambres encombrées de caisses à demi-pleines, s'ouvrent aussitôt.

LA GESTAPO FAIT  
VOLTE-FACE      Dans la dernière antichambre, le grand chef du S.D. en Slovaquie, Witiska, s'avance tout épanoui, le bras levé comme pour un ami :

— Cher monsieur Dunand, quel heureux hasard. Je désirais beaucoup vous voir. J'ai une chose importante à débattre avec vous.

Je voudrais me frotter les yeux... La seule autre fois que je l'aie vu, il n'était pas désagréable (dans une autre vie, il aurait été un « bon gros » peut-être) et il avait indiqué avec une certaine courtoisie ce qu'il estimait échapper à la compétence d'un délégué de la Croix-Rouge. Je n'avais même pas bien compris qu'il me donnait l'avertissement qui, dans son dossier, ouvrait la voie à la répression. Mais, cette fois, il semblait tenté de me serrer sur son cœur.

Ma foi, faisons de la cordialité.

— Cher monsieur Witiska, je suis toujours à vos ordres. J'ai moi aussi quelque chose à vous demander.

— Dites, dites, cher monsieur le délégué. Que puis-je faire pour vous ? Vous savez que nous avons toujours désiré vous aider.

— Bien sûr, et des circonstances extérieures vous en ont empêché. Cela m'a toujours beaucoup peiné.

— Mais, maintenant, je peux plus facilement vous assister. Le quartier général me le demande même.

(Diable, quel est ce piège ?)

— Je reviens de Genève.

— Avez-vous fait bon voyage ?

— Excellent, un peu lent. Malheureusement, à mon arrivée, j'ai eu un véritable choc : ma secrétaire avait disparu et, d'après ce qu'on me dit, elle a été arrêtée et conduite à Sered.

— Une juive ?

— Je n'ai aucune raison de le penser. Elle s'appelle Margita Kukajova, de Kosice. J'ai vu ses papiers et son carnet de rationnement. Je ne comprends pas que vos services arrêtent la secrétaire d'une délégation étrangère et, par-dessus le marché, ne fassent aucune notification à son chef. J'avais la grippe et n'ai pu venir qu'aujourd'hui vous en parler. Je le fais à titre tout à fait officiel.

Witiska, déplorant hautement cette erreur, appelle une secrétaire et réclame le dossier. Lui et moi savons que c'est une comédie, car on ne dresse plus guère de listes des juifs arrêtés, ni des autres captifs. Un moment plus tard, Witiska m'annoncera que Sered a été évacué, ce qui est vrai, et qu'il transmet ma demande à Theresienstadt. (Là-bas, Margita, Seli et les autres jeunes seront en effet libérés : par les Russes !)

— Monsieur le délégué, j'ai aussi une faveur à vous demander.

(Quelle est cette nouvelle diablerie du bon apôtre ? Est-ce que j'ai le délire et me trouve en réalité encore dans mon lit ?) Il continue :

— C'est très urgent. J'ai reçu du Q.G. l'ordre de conduire en Suisse le plus possible de juifs, pour les protéger des Russes.

— En Suisse ?

— Oui, en Suisse. Le général Kaltenbrunner a donné de nouveaux ordres. Aucun juif ne doit plus être éliminé, ne craignez rien pour votre secrétaire.

— Elle n'est pas juive.

— Même si elle était juive, on ne sait jamais. Nous préparons donc des camions et, dès que les juifs se présenteront, ils partiront pour la frontière suisse. Je vous prie de le faire dire tout de suite dans les *bunkers*, d'aller vous-même si possible chez les personnes les plus importantes.

— Mais, mon cher monsieur, je ne connais pas de juifs. Vos services, depuis plusieurs mois, m'ont empêché avec succès de faire quoi que ce soit d'efficace pour les juifs. Au fond, il suffira que vous libériez ceux que vos gens arrêtent encore. Quelques-uns voudront éventuellement aller en Suisse.

— Vraiment, vous n'avez pas d'adresses ? Quel dommage. J'y pense, M. Kastner en aura peut-être...

Je crois prudent de demander vite :

— Qui est M. Kastner ?

— Vous ne connaissez même pas M. Kastner ? Mais le colonel Krumay m'a dit le contraire !

(Je réfléchis : est-ce que je connais le colonel Krumay ? Oui, le dossier que m'a montré l'agent infidèle du S.D. indique que je connais Krumay ; je ne livre donc aucun secret.)

— Nous collaborons avec M. Krumay, mais à Vienne. Peut-être connais-je M. Kastner. Donnez-moi l'occasion de le rencontrer.

— Oui, c'est cela. M. Kastner. Mais je ne suis pas sûr de pouvoir l'atteindre. En attendant, si vous le pouvez, cher monsieur, avertissez les *bunkers*.

Nous nous disons au revoir avec force politesses.

L'in vraisemblable est parfois vrai : Une nuit après, Kastner est de nouveau là. Je le retrouve dans le hall de l'hôtel Carlton, où ne brûle plus qu'une lampe à pétrole. Les Russes sont au nord et au sud de Bratislava, la route de Vienne va être coupée. La Gestapo a déguerpi, laissant son hôtel ouvert à tous les vents. Kastner cherche de la benzine pour les camions qui emmèneront en Suisse les gens des *bunkers* qui veulent quitter la ville.

— Juraj ne veut pas partir, me dit K., il veut rester dans son pays, je n'ai pas pu le décider.

— J'en suis bien heureux, que ferait la communauté sans lui après la libération ?

— Mais le siège de Bratislava peut être meurtrier, si la ville est vraiment défendue, dans le front ou en hérisson. Il y a quelques familles que je voudrais emmener en Suisse. Après quelques mois de nourriture convenable et de tranquillité, ils pourront reprendre leur œuvre ici.

Dans l'ombre du hall, il semble que les officiers allemands, les trafiquants acharnés venus donner un dernier coup d'écumoire, les réfugiés riches chargés de valises ne sont plus que les fantômes d'un monde déjà mort, déjà écrasé sous les bombes et les bottes russes. Dans cette dernière nuit du nazisme, même la police a perdu son aiguillon.

Je vais avec Kastner dans le quartier des villas, vers les batteries de campagne allemandes. Contre la colline, nous repérons dans l'obscurité une villa de banlieusards, vide en apparence. Mais on nous attend. K. a pu nous faire annoncer. Un rabbin, sa famille, quelques fidèles sont massés dans une petite chambre, pour la soirée du sabbat. Corps maigres,

visages émaciés, pâles de la noirceur des barbes désordonnées et rendus encore plus blafards par des mois de vie souterraine : à la lueur des bougies du chandelier rituel, j'entrevois dans leur dos la trappe qui descend à la cave où ils ont passé leurs journées et leurs nuits, tandis que parfois une patrouille visitait la maison.

Il leur a fallu toute leur confiance en Kastner pour ne pas se terrer à notre approche et pour accepter maintenant de croire que la terreur recule, que le S.D. lui-même les fera transporter en Suisse, pays fabuleux.

Mais ils sont indécis : à quoi bon partir désormais ? La bataille approche, mais elle est moins effrayante que ne l'était la Gestapo. Et la Tchécoslovaquie est un bon pays.

— Réfléchissez jusqu'à demain matin à six heures, conclut K. Si vous venez, un camion vous attendra devant le Carlton. Dans quelques semaines, vous pourrez revenir dans votre pays.

Nous repartons dans la nuit, enjambant des barrières. L'aviation russe a fait une contre-attaque mais, faute d'électricité, les sirènes d'alarme n'ont pas fonctionné. Un coin du ciel rougeoie. Passant le long du Danube, nous entendons soudain une grêle fusillade prolongée.

— Cher monsieur Kastner, je crois que vous resterez avec nous pour assister à l'entrée des groupes russes dans la ville. Nous sommes cernés.

Pourtant, la fusillade cesse, sauf quelques coups de feu qui semblent tirés avec de petites armes. K. est nerveux, car il veut retourner à Vienne. Pendant le siège de la capitale autrichienne, il y a grand risque qu'on massacre des juifs.

Nous repassons au Carlton, encore rempli du mouvement

de la soirée autour de rares lampes alimentées par la dynamo de l'hôtel. Non, Bratislava n'est pas encore investie. Un marchand d'autos est là qui fournira les camions et la benzine pour l'exode des juifs. Juraj arrive lui aussi, audacieux, préoccupé de distribuer encore quelques secours lui-même dans les *bunkers*, avant que les combats ne rendent les rues impraticables, car il vaut mieux que les traqués ne se montrent pas encore. En effet, il pourrait venir, comme à Budapest, des troupes d'exécuteurs. C'est le même Danube qui coule derrière nous. (Je saurai plus tard que cette fusillade de la nuit venait des desperados qui, au bout du pont, à Petrzalka, révolvérisaient des juifs hongrois d'un petit camp de travail, avant de fuir à l'ouest.)

J'écris encore une ou deux lettres pour le Comité, pour les miens en Suisse, qui fêteront demain Pâques. Pour l'Occident, après les communiqués de la bataille qui commence, le silence tombera sur la Slovaquie, culbutée derrière le front. Combien de temps faudra-t-il pour correspondre de nouveau avec Genève, par Moscou ou Istamboul ? Kastner emporte les lettres. Demain, il montera sur un de ces camions et, sous la mitraille russe ou alliée, il conduira enfin le premier et dernier convoi de réfugiés de Slovaquie vers l'oasis de la Suisse...

## DEMAIN NOUS SERONS LIBRES

Au matin, je répartis ma petite garde-robe et l'argent des secours en trois tiers dont un reste dans la délégation, un va au consulat de Suisse et le dernier m'accompagne dans la cave d'amis, sous une bonne villa en ciment, contre la colline proche du Hrad. Il s'y trouve déjà les principales collaboratrices du service étranger de la Croix-Rouge slovaque et leurs maris.

Le moment est venu en effet de prendre mes quartiers de guerre et mes amis de la Croix-Rouge ne veulent me laisser ni dans mon appartement haut perché, ni dans l'abri que le bourgmestre a fait préparer et qui abritera une station de secours et l'équipe de la municipalité.

PAQUES 1945      Ce jour de Pâques, le ciel est tendre, les premiers pêcheurs ont fleuri. Le grondement du front est maintenant tout proche, les avions russes sont plus nombreux.

Courant la ville, je vais d'hôpital en hôpital vérifier mes étiquettes de protection (en slovaque et en allemand et qui devront être remplacées le moment venu par de mêmes

textes en slovaque et en russe) et dire des paroles d'encouragement ; les sœurs sont au travail, les chirurgiens en blouse blanche passent dans les salles comme n'importe quel dimanche.

Des colonnes de véhicules militaires allemands traversent la ville, convergeant vers le grand pont du Danube encore intact. Les batteries de la ville se taisent ; elles ne parleront jamais, car l'occupant est en pleine débandade.

Il n'y a plus d'électricité et l'eau ne coule plus guère. De la terrasse de la villa, ce soir-là, nous nous montrons du doigt les incendies qui rougeoient sous le ciel devenu brumeux.

Au cours de la nuit, Katiouchka donne de la voix. « La petite Catherine », le petit canon russe de campagne qui, depuis le début de la libération de l'U.R.S.S., chante comme un fleuve dévalant la montagne. Les Russes, placés à l'est de la colline, tirent par-dessus Bratislava sur les positions d'Autriche. Pendant vingt-quatre heures, le feu durera, couvrant la ville comme d'une cloche d'acier. Le tir tendu des Russes ne présente pas de danger pour nous, mais gare si les Allemands répondent et tirent trop court.

On entend parfois, passant à quelques centaines de mètres d'altitude, le vol des rafales d'obus, qui claque comme le déploiement d'une lourde étoffe.

La même nuit viennent les bombardiers russes et, dans les faubourgs, des immeubles explosent. Au-dessus des nuages, les « chandelles de Staline » s'allument, descendent lentement, guidant les avions. Mais notre colline est calme ; une seule fois un éclat s'enfonce dans le mur de la villa : un projectile est tombé à une centaine de mètres. Sauf deux

hommes de garde à la porte, nous nous endormons dans la cave jonchée de matelas, heureux et presque paisibles : la guerre est bientôt finie, la terreur va prendre fin. La légion tchécoslovaque suivra de près les Russes.

Encore un jour indécis : faisant ma tournée des hôpitaux et des postes de Croix-Rouge, le brassard au bras, quelques pansements et des morceaux de sucre dans les poches, la vie me semble si réelle, si charnue. Je comprends toutes les imprudences et toutes les paniques des bombardés, ce mélange de curiosité et de peur. Tiens, le siège évacué de la Croix-Rouge a reçu une bombe, qui a comblé l'escalier et éventré deux fenêtres. Les Allemands ont quitté, à la rue Zamocka, l'ancienne cantine juive : Juraj pourra bientôt la rouvrir. Un stormovik vole tout bas et soudain lance de chaque aile les flèches rouges de ses mitrailleuses ; d'un saut, mon corps me jette dans une allée et je m'insulte de mon imprudence : deux ou trois balles avaient ricoché sur des pavés de la rue, mais je ne les entends consciemment que quelques instants après.

La place Hlinka est vide. Hlinka ? Lorsqu'il a proclamé sa théorie chrétienne d'une Slovaquie libre, il n'a guère prévu Hitler ni Tiso. Comment s'appellera dans quelques jours la place Hlinka ?

Le gratte-ciel de Manderla est mâchuré de noir. Des soldats allemands l'ont occupé et, cassant des vitres, ont pointé des mitrailleuses dans l'enfilade de la rue de l'Hôpital. Cependant, tout semble tranquille et les soldats, sous les arcades de l'édifice, ne s'offusquent pas du tout de voir passer un civil. Ils n'ont pas l'air très martial et ils regardent tranquillement brûler devant eux l'hôtel Rudolf, une des jolies vieilles maisons de la ville. La façade brûle, posément,

léchée par de longues flammes. Pas un habitant, pas de meubles que l'on évacue, pas de pompiers.

J'avise un sous-officier :

— Qu'y a-t-il en face ? Pourquoi n'y a-t-il pas de pompiers ? On ne se bat pas de ce côté.

— Non, pas encore, mais cette maison n'a qu'à brûler.

— Si je vous envoie des pompiers, pourront-ils travailler ?

— Quant à moi, je veux bien, mais (il ricane) ils ne mettront pas le nez dehors, ils ont peur.

Je cours au Palais Primatial tout proche. La municipalité fonctionne. Le premier bourgmestre, isolé de Bratislava à Pâques, a pu par un détour rejoindre son poste. Quand le ciel est trop agité, il traverse la place et passe dans le refuge avec les fidèles de son personnel.

— Est-ce vrai que les pompiers se terrent ?

— Oui, répond un des chefs de service, ils ont disparu dans les caves, avec les autres hommes, car ils ont peur que les Allemands ne les emmènent de force.

— Si le vent se lève, l'incendie deviendra général. Où se trouve maintenant le commandement allemand ?

Des explosions viennent de se produire quelque part mais un jeune homme s'offre pour me conduire. Il faut traverser la moitié de la ville à pied, en se collant aux murs quand les avions russes volent trop bas, mais ils ne tirent guère. Plus haut que la rue Sulekova, le commandement allemand a occupé une petite villa. Il ne reste qu'un ou deux camions, sous des filets de camouflage, mais des entonnoirs montrent qu'on a voulu les bombarder. La sentinelle m'arrête à peine, et un officier sortant par hasard d'une chambre m'accueille.

— Il y a plusieurs incendies en ville.

— Nous n'avons pas le temps de nous en occuper.

— Je le comprends. Il y a des pompiers pour cela, mais ils se cachent, craignant que vous ne les emmeniez de force si vous rectifiez votre front. Puis-je demander au Festungskommandant un ordre protégeant ces hommes contre les réquisitions des officiers de quartier ?

Il réfléchit un instant et, haussant les épaules, se met à la machine à écrire, passe dans la chambre à côté et revient avec la signature du commandant.

Je retrouve mon guide vers la guérite de la sentinelle. Des mécaniciens font tourner les moteurs des camions.

— Votre pays va être libre, demain je pense, dis-je au jeune homme en redescendant la colline.

Il hésite un peu.

— Oui, mais que deviendrons-nous ? Je suis né ici, mon père et mon grand-père aussi, mais nous sommes de langue allemande.

Une persécution va prendre fin. Une autre va commencer, due à une colère justifiée, mais bientôt aveugle.

Cependant Bratislava n'est pas encore libérée. Katiouchka reprend le tir.

Le lendemain matin, l'eau ne coule plus et l'on ne pourrait sortir de la villa qu'en rampant. Des balles de carabine passent en sifflant devant la porte depuis l'aube : les Russes grignotent les faubourgs et font, entre les maisons, un mitraillage de précaution. Deux soldats allemands s'embusquent dans le jardin voisin, mais ils ne viennent pas chez nous au moment de se décrocher jusqu'à la prochaine haie. Si cela continue ainsi, et que les Russes n'emploient ni artillerie, ni aviation, nous serons saufs.

Mes amis ont sorti de la cachette où il était muré depuis

1939 le drapeau tchécoslovaque qui flottait sur la maison aux jours de fête.

— Nous permettrez-vous de l'arborer un peu plus tard ?

— Diable, vous me posez un vrai problème : j'ai fait officiellement de votre maison le siège de la délégation du C.I.C.R. Et voulez-vous attirer sur la villa le feu d'escadrilles allemandes ?

Dans la cave où l'aube pénètre, nous sourions tous, heureux à la pensée que la Tchécoslovaquie, dans quelques heures, sera restaurée dans la ville.

— Une contre-offensive allemande est bien improbable.

— Mais le délégué du C.I.C.R. doit rester neutre ! Faisons un compromis : le drapeau de la Croix-Rouge en haut, le drapeau tchécoslovaque en dessous. Cela vous va ?

— Bon, bon, cela va !

Par l'escalier de la cave, on perçoit des sifflements plus nombreux et de petites explosions sèches. Un des hommes descend en courant.

— Ils se canardent à côté.

— L'ami de garde à la porte a mon brassard ?

— Oui, je le lui ai passé. Restez en bas, ce serait idiot qu'il vous arrive quelque chose maintenant.

Cependant, deux à deux, pendant les quarts d'heure qui suivent, les hommes montent... se faire la barbe à la salle de bains. Dans les moments critiques, c'est un excellent calmant et, en me savonnant, je pense, avec un petit mouvement de fierté qui m'amuse moi-même, à cet aide de camp de Napoléon qui, tout au long de la retraite de Russie, s'était rasé chaque matin...

LES PREMIÈRES     Katiouchka s'est tue dans le ciel.

VOIX RUSSES     La fusillade a cessé à terre.

Soudain, nous entendons dans le chemin un bruit de harnais et de roues qui cahotent. Et aussi une rumeur confuse : les premières voix russes. Le jardin, sur la rue, est fermé d'un mur et, par l'ouverture du portail, nous apercevons un lent défilé de petits chars à ridelles et, sur les chars, des caisses, des hommes armés : un détachement du train militaire russe.

— Allons, amis, le quartier est libéré. Voici nos brassards.

On avait pu les faire coudre et imprimer clandestinement : autour de la croix rouge, l'inscription « Comité international — Genève », cette fois en slovaque et en russe. Une nouvelle plaque, en carton, était prête aussi pour la porte et l'une des jeunes femmes l'y fixait en souriant juste au moment où deux Russes enjambaient la haie.

Mes cent mots de russe ne suffiraient guère mais nous avons une interprète : une jeune femme qui a fait le maquis avec le détachement français. Je sors avec elle devant la porte.

Le premier Russe est un capitaine. Il avance tranquillement, un pistolet dans la main droite, une canne élégante à la main gauche. Il est suivi d'un soldat, qui tient un fusil mitrailleur en position.

— Amis. Délégation du C.I.C.R. de Genève.

— Bonjour, n'ayez crainte. Avez-vous des Fritz dans la maison ?

— Pas un Fritz, explique l'interprète. Le délégué occupe toute la maison avec ses collaborateurs de la Croix-Rouge *tchécoslovaque*.

Le capitaine s'incline gentiment et dit :

— Je vais me permettre de visiter la maison, car des Fritz auraient pu y pénétrer sans que vous le sachiez.

— Je vous en prie, monsieur le capitaine !

Nous ne sommes pas trop rassurés, car les Allemands ont dit et publié tant de choses sur les excès que commettraient les troupes russes, et les partisans revenus de l'est ne les ont pas toutes démenties. Le capitaine est européen, mais son ordonnance est de toute évidence mongole. L'interprète vient avec moi accompagner les deux visiteurs dans leur tournée des chambres. Si la porte est fermée au loquet, le capitaine l'ouvre lentement, en pointant tout d'abord son revolver. Si la porte est fermée à clef, comme c'est le cas d'une ou deux armoires, le capitaine, en s'excusant, appuie son revolver sur la porte, puis sur l'un des côtés, tire deux fois et s'éloigne sans pousser plus loin son examen : un Fritz qui y serait caché serait liquidé. (J'avais mon seul costume convenable dans une de ces armoires, et la balle y a percé une enfilade de sept trous dans la veste et le pantalon. C'est dans ce costume, raccommodé tant bien que mal, que je me suis présenté au mois de mai, à Prague, au Président Bénès !)

— Mon capitaine, dis-je encore, en un russe approximatif, j'ai été envoyé de Genève pour me présenter au commandant russe de la ville, qui a été informé par l'intermédiaire de Moscou. Pouvez-vous me dire où il se trouve ?

— Vous le trouverez en suivant les indications routières. Il a dû s'installer cette nuit. Mais ne sortez pas encore, la ville n'est pas calme et il y a de bons Russes, mais aussi de mauvais Russes. Restez tranquille aujourd'hui.

Bratislava n'est plus allemande. Le forsythia a fleuri cette nuit dans le jardin. J'ai collé un deuxième écriteau sur la

porte du jardin : Délégation du C.I.C.R., Genève, en Tchécoslovaquie. Les deux drapeaux montent au mât.

Cependant, on tiraille encore un peu partout, mais sans combattre, semble-t-il. Dans le jardin voisin, deux Russes sont morts. Au tournant du chemin, un cheval a été dételé et crève. Par le portail laissé ouvert à dessein, viennent quelques soldats attirés par la croix rouge.

— Camarades, avez-vous à boire ?

— Non, rien à boire que de l'eau, mais il y a du pain et des saucisses.

— Pas besoin de pain, j'en ai de trop, en voulez-vous ?

Il prend l'eau qu'une des jeunes femmes a montée de la cave et la mélange dans son gobelet à un liquide versé de sa gourde. Curieuse odeur. On jurerait de l'alcool à brûler et nous nous inquiétons pour lui et pour nous : s'il s'empoisonne, ses camarades nous accuseront... Rien ne se produit.

Viennent aussi des blessés, que l'interprète panse.

Un autre soldat, visiblement ivre, a voulu obstinément descendre à la cave. Tatjana en monte et commence avec lui sur l'escalier une longue conversation. Il est vague, mais de très bonne humeur et dit à un moment donné :

— La Russie est grande, mais vous êtes très civilisés, vous autres, *kulturnii*.

Ce mot lui plaît et nous l'entendrons dans la bouche de beaucoup de ses camarades.

— Venez-vous avec moi ? dis-je à l'interprète. Je n'ai pas envie d'attendre à demain pour me présenter, et je voudrais voir ce que sont devenus nos amis.

Elle en a vu bien d'autres et, troquant sa jupe contre un pantalon, elle est prête. Nous descendons à la gauche du Hrad. La rue des Palissades est déserte, mais, dans un coin,

il y a quelques soldats allemands morts, face contre terre. Entre l'église des Capucins et le Parlement, on s'est battu et, au coin de la place Hlinka, des Russes et des Allemands gisent côte à côte. Plus loin, un cheval est tombé au milieu de la chaussée ; il restera là plusieurs jours, le trafic militaire faisant un petit détour pour l'éviter ; fermentant, il se gonflera peu à peu, roulera sur le côté et, dans une semaine, sera sur le dos, les quatre fers en l'air, grotesque et innocent, menaçant d'éclater.

La place Hlinka fourmille de chars et d'autos et la rue de l'Hôpital est bordée sur l'un de ses côtés de petites maisons en ruines qui fument encore. A la façade d'un édifice moderne flotte le drapeau soviétique, c'est le commandant de ville, avec déjà tout un va-et-vient de civils. Un officier nous reçoit très vite, petit et râblé, l'air mongol, parfaitement propre et rasé, comme s'il était installé ici depuis longtemps.

— Nous connaissons bien la Croix-Rouge en Russie, que désirez-vous ?

— M'annoncer au commandement soviétique et prendre contact avec les autorités tchécoslovaques. Le Comité international a signalé ma présence à Moscou.

L'interprète explique, un peu à sa manière, ce qu'est le comité de Genève. L'officier réfléchit un instant et conclut :

— Faites votre travail. Si vous vous y tenez, nous vous laisserons tranquille.

La préfecture de police est presque en face du commandement russe ; il y a déjà un drapeau tchécoslovaque. L'un des commissaires qui, le plus courageusement, avaient aidé aux personnes traquées à se cacher sous l'ancien régime, a pris la direction intérimaire de la police. Un des assistants, voyant mon brassard, m'apostrophe avec violence :

— Vous êtes le délégué du Comité international ? Que faisiez-vous avant-hier au commandement allemand ?

— Mon travail, Monsieur. Qui êtes-vous ?

— Commissaire tchécoslovaque.

— Vous venez de Kosice ?

— Je n'ai pas à répondre à vos questions. Qu'avez-vous combiné avec les Fritz, ces derniers jours ?

— Je demandais une garantie pour vos pompiers. Mais quels sont vos pouvoirs à vous ?

L'homme semble ivre et il est armé. Mais le chef de la police s'interpose avec vivacité et écarte le commissaire.

— Excusez-nous, je vous prie. Cet homme vient en effet de Kosice, mais nous vous connaissons, cela suffit.

Ce petit incident est d'ailleurs le seul à se produire pendant tout le changement de régime, et dans les ministères qui s'organisent provisoirement à Bratislava pour la Slovaquie, l'accueil est cordial et la collaboration immédiate. La tension qui s'est produite à cette époque entre la Suisse et l'U.R.S.S. rend les subalternes hésitants, mais les nouveaux chefs, qui ont trouvé dans la ville les partisans communistes ou bourgeois témoins de l'action du C.I.C.R., marquent qu'ils connaissent mon rôle.

En une ou deux heures, la rue s'est animée. Les passants sont déjà plus nombreux. Les chars à chevaux chargés de munitions continuent à passer, lentement mais sans arrêt, et il y a maintenant l'avant-garde des camions soviétiques, qui défilèrent pendant plusieurs jours en route vers Vienne ou la Bohême. Mieux que les chars de paysans innombrables, ils manifestent la puissance de l'U.R.S.S. et ils la proclament par des inscriptions mille fois répétées au sommet des cabines

de chauffeurs : « Au grand Staline », « A l'armée russe triomphante », « Sus à l'hydre nazie », « Nous vaincrons ».

A ce trafic se mêlent des milliers d'autos de tourisme chargées de soldats qui chantent : des tacots, des limousines, des spiders, des six-places de luxe, des topolinos, des autos de course, une ambulance civile et même un corbillard dont les occupants semblent particulièrement joyeux. Toutes les autos qui subsistaient à Bratislava ont été raflées sur l'heure et ce qui défile ici n'est déjà plus que la queue d'un cortège qui monte vers Vienne en cherchant un pont pour passer le fleuve...

En cas de panne, ces autos seront jetées dans le fossé. Sur des centaines de kilomètres, en 1945, on pouvait ainsi suivre la trace du passage des armées, sur tous les fronts d'attaque de l'Allemagne, le long de toutes les routes, à l'ouest comme à l'est.

Je continue ma tournée, au consulat de Suisse, à la nonciature, à mon appartement resté intact, à la Croix-Rouge, qui est déjà à l'œuvre dans le sous-sol de l'école de la rue Hodza.

Quelques hommes, quelques femmes, sont sortis du rang, et tant qu'il y a eu encore de l'eau et de l'électricité, ils ont fait cuire du pain, répartissant des provisions dans les postes de la D.C.A. en ville. Ce matin, quand le mince rideau allemand a été retiré, ils ont arboré le drapeau tchécoslovaque, à côté de l'étendard à croix rouge ; les blessés ont commencé à affluer et, avec un jeune médecin qui opérait, les femmes présentes ont fait les pansements, tandis que les hommes préparaient les brancards. Du siège central tout proche, par-dessus l'escalier bombardé, ils sortiront l'essentiel des meubles et des dossiers et le travail administratif pourra reprendre.

LES SURVIVANTS    Le crépuscule tombe, je rentre à mon  
DES CAMPS        refuge dans la villa.

— Un ami vous attend.

Souriant, tout pâle de ses mois de vie recluse, Juraj est là.

— Nous avons rouvert aujourd'hui la centrale juive.

Il a mis ce manteau gris-vert dont la Gestapo avait eu le signalement. Mais il peut maintenant sortir à toute heure et se consacrer aux survivants de la guerre des *bunkers*. Il n'y a plus de *bunkers* à Bratislava, aujourd'hui.

Une fois, cet hiver, à bout de forces, il a sangloté comme un enfant dans mes bras, puis il a repris la lutte. Aujourd'hui, nous voilà presque embarrassés l'un devant l'autre.

— Seli, Bumi, Margita, Resö et les autres sont-ils morts ? Reviendront-ils ?

On a craint de mourir, et plus encore d'être empêché de combattre. Maintenant, survivre seul est amer. Combien reviendront des camps de la mort ?

C'est encore la guerre, mais c'est déjà un peu la paix.

Il n'y a plus d'alerte aux avions.

Les partisans constituent, dans les villes et les villages, les premiers conseils populaires.

Le parti démocratique et le parti communiste ont ouvert des bureaux signalés par de grandes banderoles et, au palais présidentiel resté intact, installent en commun un premier conseil de commissaires slovaques.

L'armée tchécoslovaque reconstituée soit à Londres soit en Russie envoie de Kosice un état-major à l'hôtel Carlton.

Les juifs ont donc rouvert leur centrale. Que les murs sont patients. Des bureaux de Gisy Fleischmann, la S.S.

avait fait la première étape de la concentration et de la torture des gens des *bunkers*. En partant, les hommes du Sicherheits-Dienst ont brisé les fenêtres et les meubles, mais ils ont laissé à la cave des murs bruns du sang des interrogatoires. Juraj et quelques autres survivants de la communauté se sont mis au travail, déblayant les débris et lavant les traces les plus visibles.

Car les réfugiés affluent déjà.

Les premiers ont été les partisans, les communistes, les travailleurs requis ou les juifs cachés dans la ville. Ils sont désormais libres, mais ils manquent de tout. De toit, d'eau, de gaz, d'électricité, et surtout de nourriture. Il y a de l'argent, les billets tchécoslovaques imprimés en Russie en 1944 déjà et les billets slovaques qui resteront valables encore pendant quelques semaines. Mais l'argent ne sert pas à grand-chose maintenant ; l'abondance slovaque n'a pas résisté au passage de deux armées. Il faudrait des marchandises venant de l'étranger.

Heureusement, la ville est presque intacte et les provisions des ménages sont sauvées. La Croix-Rouge de Bratislava a retrouvé ses stocks disséminés en ville ; elle n'a plus d'auto, mais, au bout de quelques heures, un intendant débrouillard a trouvé deux chars à ridelles et deux vieux chevaux ; il met un fanion à croix rouge sur chaque carriole et les soldats ne touchent à rien de ce qu'il transporte. A la rue Zamocka, sous le Hrad, la cuisine rituelle juive est ouverte. Les chaudières sont en ordre mais il n'y a que des raves, un peu de sucre et de farine. Les derniers achats que j'avais faits pour les juifs de Vienne n'ont pas tous pu être évacués ; dans l'entrepôt entièrement pillé, on a méprisé sept mille kilos de comprimés de potage, le solde que, il y a

quelque temps, je n'avais pas pu charger sur le camion de la S.S. ! Les caisses peuvent être réparties maintenant entre la Croix-Rouge et la cantine israélite.

Mais c'est bien peu de chose. Au fur et à mesure que les troupes russes progressent vers l'ouest, les partisans terrés, les prisonniers alliés, les juifs massés autour de Vienne sortent de leurs cachettes et reprennent la route. Un mot d'ordre se répand mystérieusement parmi les Occidentaux : « On sera rapatrié par Odessa », et, comme les Slaves et les juifs, ils partent à pied, sans provisions. Ils sont ensemble comme le reflux de la marée humaine que la retraite allemande avait aspirée. Ils coulent sur toute la largeur de la pente danubienne, empruntant les routes qui paraissent conduire à l'est. Contre le Danube, ils s'accumulent et prennent la première passerelle ou le premier pont de bateaux, se faufilant entre les tanks, les camions, les autos ou les carrioles russes.

Huit jours après la libération de la ville, leur flot atteignait Bratislava. Le lendemain, ils étaient deux mille, surtout des prisonniers occidentaux et des juifs hongrois revenant de Vienne.

Il n'y a pour les uns comme pour les autres ni centre militaire d'accueil, ni stocks notables de nourriture, ni eau en suffisance. La Croix-Rouge slovaque et la cantine juive distribuent quelques centaines de maigres rations. La municipalité met les ex-pg dans des écoles. L'armée tchécoslovaque me donne la disposition d'un grand immeuble en construction, une future banque. En quelques heures, il est plein mais nous n'avons rien à donner à ces gens, ni pain, ni eau, ni médicaments, ni couvertures.

Les stations médicales organisées avec art par le médecin-

chef de la D.C.A. avant le « siège » sont débordées et d'ailleurs il faudrait beaucoup plus de médicaments, de pansements, de désinfectants, de tout.

Or le flot des réfugiés est maintenant ininterrompu. La banque de la rue Grössling est devenue une écurie. Il n'y avait pas encore de portes, mais les fenêtres étaient en place et elles restent malheureusement fermées. Des centaines de réfugiés, surtout des femmes et des enfants, se sont affalés dans les salles, accoudés sur d'immondes baluchons. Les cabinets, immédiatement bouchés, emplissent le bâtiment d'une puanteur aigre de dysenterie. Les couloirs grouillent de corps à demi endormis et l'escalier est occupé sur chacune de ses marches.

Et il n'y a rien à manger, rien à boire que l'eau des puits hâtivement curés avant le changement de front, un peu de vin sauvé par la Croix-Rouge.

Les bambins sales, déguenillés, le visage creusé, amènent les larmes aux yeux. Dans la poche de mon manteau de pluie, je n'ai que quelques morceaux de sucre et j'ai honte de ne leur tendre que cela, en caressant furtivement une tête ou l'autre. Je voudrais arracher mon brassard, qui doit leur donner des pensées de haine contre cette Croix-Rouge une fois de plus impuissante.

Les femmes, en haillons, marquées par les sévices, les terreurs des camps, ont l'air d'animaux à l'aguet. Souvent, la beauté d'un visage éclate comme une flamme, mais elle éclaire encore plus crûment les membres squelettiques et les corps secoués par la fièvre. Redescendant l'escalier, je lève la tête et vois des cercles concentriques de visages échevelés qui me suivent d'un regard vide ou trop brillant. Et toute la horde vocifère avec des voix que l'enfer a éraillées.

Une fois de plus, la Croix-Rouge doit rester presque inactive.

Il est indispensable, devant cette pénurie et à cause du danger d'épidémies et du risque encore sérieux d'explosion antisémite, de faire partir ces gens en Hongrie. De premiers trains circulent vers l'est. La garde russe laisse monter tous ceux qui s'approchent à temps et, peu à peu, l'invasion des libérés sera canalisée par la gare tandis que les piétons seront dirigés au large de Bratislava.

A fin avril, les fleuves ne sont déjà plus un obstacle infranchissable. Les Russes n'ont pas de matériel Bailey, mais en quelques jours leur génie, recrutant de force des milliers de civils par ailleurs bien traités, a construit avec des montagnes d'arbres abattus sur place le minimum indispensable de ponts, à côté ou au-dessous des ouvrages détruits. Deux rampes de terre battue font la jonction avec l'ancienne route. En été, ces ponts de bois vert se déformeront souvent et s'effondreront, mais maintenant ils font leur office : les plus gros tanks russes montent à l'assaut des lignes allemandes et, en sens inverse, les blessés, les prisonniers et les réfugiés s'écoulent.

L'aspirateur allemand rejette maintenant la poussière des races humaines. Son outre enflée s'aplatit. Il n'y a pas de journaux à Bratislava, mais un office d'information a dressé dans sa vitrine une grande carte d'Europe centrale où les deux fronts sont marqués par des cordons cloués. L'empire nazi prend cette curieuse forme que vous avez suivie en Occident : un sac mince en son milieu, avec deux renflements sur le Danemark et l'Italie du nord.

Pourquoi les Allemands se battent-ils encore ? Ou ne se battent-ils plus et est-ce simplement que les Alliés, de part

et d'autre, hésitent à avancer et consultent les accords de Yalta ?

Une guerre va finir. Mesure-t-on le terrain pour un nouveau duel ?

LA PAIX     Il est nécessaire que j'établisse au plus vite le contact avec le gouvernement tchécoslovaque et avec Genève. Kosice, récupérée sur les Hongrois, est la capitale provisoire. Mais comment franchir les cinq cents kilomètres qui la séparent de Bratislava ? Sur l'unique voie de chemin de fer, les Allemands ont fait sauter un grand tunnel et ils ont emmené le matériel roulant. Il n'y a point d'autos même pour les commissaires slovaques. Heureusement, des trains circulent déjà à la mi-avril entre Bratislava et Piestany. La direction de la Croix-Rouge y est saine et sauve et les troupes russes lui ont laissé les deux autobus qu'elle avait évacués de la capitale. Une mission part pour Kosice et la Russie subcarpathique, où la détresse est particulièrement grave. Chargé de pansements et de provisions et emmenant quelques infirmières, un des vieux autobus escalade les cols de la Slovaquie centrale. Au delà de la montagne, entre les villages déchiquetés par les batailles récentes, le printemps a semé les bouquets roses des pêcheurs contre les pentes tournées vers la douceur de la Hongrie. Les ponts de bois enjambent déjà de grands ravins ; d'autres sont posés au ras des rivières en crue. La poussière pénètre à flots par la portière éventrée et l'on ne trouve dans les bourgs que de l'eau et parfois de la soupe. Mais toute la compagnie chante des airs slovaques et rit de chaque incident. Après deux jours, au delà d'une ligne de peupliers, voici Kosice.

Le Président Bénès est là, un ministère est constitué et le premier ministre Fierlinger accorde sans discussion l'agrément officiel au délégué du C.I.C.R., qui est à ce moment, à part l'ambassadeur d'U.R.S.S., le seul représentant étranger auprès du gouvernement tchécoslovaque !

Madame Bénès, la Présidente de la Croix-Rouge tchécoslovaque qui, de Londres, a protégé pendant toute la guerre les émigrés et les légionnaires, accueille avec amitié le délégué de Genève.

Dans la capitale provisoire, la vie quotidienne est difficile, car la nourriture manque, mais Tatjana M. (qui, le sac au dos, est partie avec moi pour annoncer au gouvernement la Croix-Rouge nationale survivante) m'assure l'hospitalité du frère de Clementis, le vice-ministre des affaires étrangères, qui allonge sa table et divise ses provisions pour accueillir le délégué du Comité international.

A midi, tout Kosice se retrouve dans un restaurant populaire où il y a, invariablement, une épaisse soupe aux pois avec une unique tranche de saucisson ou de petit-salé, relevées d'un délicieux *vinko*, d'un petit vin sec et joyeux des coteaux voisins.

O *vinko* de Kosice, soleil d'avril, printemps de la libération, lune pure et fraîche sur les toits de la paix.

Car la paix a sonné, le 8 mai en Occident, le 9 mai à l'est.

MARIENKA REVIENT    La vie. La vie, qui se déverse dans  
l'océan de la mort.

A la centrale juive comme à l'hôtel de ville de Bratislava, là où affluent les réfugiés de passage, les murs se tapissent de messages, de signalements, de demandes de renseigne-

ments, de photographies de disparus. Photos de passeport, photos de famille, photos souriantes d'amoureux, photos de jolies filles, photos de beaux garçons satisfaits, photos de malades, photos de vieux et de vieilles, et de nouveau-nés. Combien reviendront de ces disparus ? De dizaines de milliers, on ne saura même pas où les tortionnaires ont jeté leurs cendres.

Mais quelqu'un revient.

Un jour, *Vater* me saisit le bras à la centrale juive :

— Regardez !

Sa femme est un peu plus loin, dans la foule pathétique qui bloque les bureaux et il y a devant elle une jeune tête : Marienka !

— Monsieur le délégué, monsieur le délégué... balbutie le père rayonnant, nous sommes si heureux. Notre petite est revenue.

Marienka est revenue, contre toute probabilité, des portes de la chambre à gaz. Battue, affamée, elle avait été conduite à Auschwitz avec ses camarades. Les autres fillettes prises dans le couvent avaient été tuées, elle pas, sans savoir pourquoi. Les Russes avaient conquis le camp. Avec des centaines d'autres détenus, elle avait été soignée par les médecins soviétiques, puis était partie à pied, traversant comme un animal migrateur les Carpathes pour rejoindre Bratislava. Reposée par une ou deux semaines de lit chez ses parents qui ont trouvé une chambre, elle me montre avec fierté ses bras ronds, ses mollets fermes et, d'un joli allemand d'oisillon, tandis que nous descendons tous quatre la rue, elle me demande :

— Dites à mes parents de me laisser me baigner. Ils ne veulent pas. Il fait chaud. Je suis assez forte.

Le marché devant lequel nous passons est vide, mais il y a des fleurs à vendre. La petite femme écarquille les yeux, puis rougit de plaisir, parce que, dans ses bras redevenus forts, j'ai placé un hortensia rose.

Mariénka est revenue et marche sous les fleurs.

La République est reconstituée. Les premiers camions de l'U.N.R.R.A., chargés de benzine et ensuite de marchandises, atteignent Bratislava venant d'Odessa moins de six semaines après la libération. Bénès est venu de Bratislava à Prague en avion. Les fonctionnaires et les archives de Kosice ont rejoint Bratislava à la mi-mai. Un train de vieux wagons est prêt et il y a sur une banquette une place pour le délégué du C.I.C.R. Le train avance lentement, comme en tâtant du pied les viaducs de bois. En Moravie, nous croisons un premier convoi chargé des grosses caisses de l'U.N.R.R.A. venant de Brême, puis de longs trains de réfugiés qui campent sur des wagons plats ou, débordant des fenêtres, sont couchés sur les toits des wagons à voyageurs, brûlés par le soleil et noircis de fumée, farouches, squelettiques et silencieux. Sur les routes avancent aussi de nouveaux troupeaux humains : les prisonniers de guerre allemands en route vers la Russie.

Après Brno, dans les défilés de la Suisse morave, plusieurs viaducs sont détruits. Pendant une journée radieuse, tandis que les caisses d'archives nous rejoignent dans la halte de relai, nous nous baignons dans un joli canal, en dessous d'un train de réfugiés bloqué dans son voyage vers le Sud. Les fourgons à marchandises ont été transformés en maisons roulantes, avec des fourneaux dont les tuyaux sortent le coude. Qui a distribué ces wagons, qui donne l'ordre d'y atteler une locomotive ? Nul ne le sait. De gare en pont

branlant, les réfugiés progressent, ou tournent en rond, restant simplement dans leur wagon qui ne va nulle part, mais leur fournit un foyer sordide.

Voici enfin Prague, Prague Dorée aux cent clochers, frémissante encore de la révolte libératrice, impérissablement belle et sévère, avec le pont Saint-Charles aussi noble que le pont Saint-Ange à Rome, la Mala Strana aux rues tortueuses, l'hôtel de ville mutilé, les Hradcany où flotte le drapeau du Président Rénovateur, le consulat de Suisse où M. Huber m'accueille fraternellement.

Sous la terreur allemande, quelques hommes et une femme surtout, la vieille Madame Havrankova, ont maintenu une Croix-Rouge tchèque à demi clandestine, dont le drapeau flotte à nouveau.

Dans un palais de la vieille ville, Montandon, pendant les journées tragiques de la défaite allemande, a maintenu une délégation du Comité international, ouverte en avril, et a fourni un lieu de rencontre entre les patriotes et la Wehrmacht pour la pacification de la ville.

Dès le lendemain de la paix, un cri d'alarme a été lancé de Terezin (Theresienstadt), du ghetto modèle et de la « petite forteresse » que les Allemands avaient bourrée de détenus politiques. Montandon a lancé par radio un appel à Genève. Au Comité international, Bachmann, le chef des secours, et Schwarzenberg, le chef de la D.A.S., ont essayé d'envoyer un avion, mais on leur refuse le permis d'atterrissage. Une colonne de camions tente l'aventure : le premier convoi du C.I.C.R. à traverser la ligne de démarcation entre les Russes et les Occidentaux, le futur rideau de fer.

Je verrai Terezin quelques jours après : un village de casernes déjà à moitié vides, où les médecins russes sont

venus en bons samaritains et que gère un conseil d'israélites. Dans les rues, les visages pathétiques et les jambes enflées des scorbutiques, qui pillent un camion de pommes de terre. Un major russe débonnaire, qui accueille avec amitié les convoyeurs du C.I.C.R. A la porte de l'enceinte, pour éloigner les curieux, la tête de mort et les tibias croisés signalent un danger d'épidémie.

Est-ce vraiment là que s'est jouée l'une des comédies les plus cruelles du Troisième Reich ?

Mais où sont mes jeunes amis de Slovaquie, les derniers soldats des *bunkers* ? Les derniers temps, on n'a plus tenu à Terezin de fichier des nouvelles arrivées. Sont-ils venus là, ou ont-ils été mourir à Buchenwald, soumis à une *Sonderbehandlung* ?

Non, pour une fois tout va bien : un soir de la fin mai, revenant à l'hôtel Alcron à Prague, je trouve dans le hall, encore pâles et maigres, mais souriants, Bumi, Margita, d'autres jeunes que j'avais entrevus dans la nuit hivernale. Seli au doux visage et sa sœur sont sauvés également et sont déjà reparties pour Bratislava. En mars, après un interrogatoire brutal, ils avaient été enwagonnés pour Terezin. La vie au camp avait été misérable et morne, mais un autre délégué du C.I.C.R., parti de l'ouest à l'aventure, Paul Dunant, avait pénétré dans le camp au début d'avril et avait fait distribuer les paquets accumulés par la garnison. Enfin, sur les talons des nazis en fuite, les Russes étaient venus avec leurs ambulances.

Les soldats survivants de la nuit pouvaient cesser la lutte et rentrer à Bratislava ou partir pour la Palestine, reconstruire ou construire. Mais Margita attendait encore son mari, que la bouche noire des fours ne rendrait pas.

Dans le pays entre Prague et Bratislava, les routes ont changé profondément d'aspect : les soldats russes retournent dans leur pays. Des milliers d'hommes vont à pied, poussant devant eux les vaches ou les moutons réquisitionnés pour leur ravitaillement. Des milliers de camions et de tanks ont pris la direction de la patrie, ornés de drapeaux, de guirlandes de fleurs, couverts de branchages, de matelas, de fauteuils, de bicyclettes. Des milliers de chars enfin ramènent des soldats, des femmes, des enfants. Les caisses de munitions sont remplacées par des ballots de marchandises, des meubles, des fourneaux de cuisine, des toiles de tente. Les chevaux sont fatigués et les gens couverts de poussière, mais on avance *pomaly* vers la petite mère Russie. Le chemin est long, mais le but est devant les yeux, rappelé à l'entrée des villages par ces arcs de feuillage surmontés de grands tableaux naïfs : une femme, un enfant qui disent : « Héros russe, nous t'attendons ». Les grosses décorations font un cliquetis cristallin sur les poitrines des soldats, le cheval efflanqué secoue ses grelots, et sur le devant du char, couronné de fleurs, un portrait de Staline ou de Lénine protège les fidèles.

## MALHEUR AUX VAINCUS

Cependant, en sens contraire, d'est à ouest, s'écoule un autre flux humain : les *volksdeutsche* chassés de leurs territoires de peuplement par la colère slave. L'U.N.R.R.A. secourt les Tchécoslovaques. Pour sa part, le C.I.C.R., que l'arbitraire nazi a empêché d'aider efficacement la République du temps de l'occupation, doit déjà entreprendre une nouvelle tâche : secourir les vaincus.

Malheur aux vaincus : ils sont responsables des crimes de leurs chefs ; ils sont écrasés, mais on les craint encore.

Le C.I.C.R., dès le 8 mai 1945, a commencé à intervenir en faveur de la population allemande. L'action du Comité international, au cours des diverses phases d'un conflit, reste immuable dans son principe qui est de prendre l'initiative d'aider ceux qui ont besoin d'aide, en laissant le rôle du juge à d'autres, plus qualifiés pour l'œuvre politique du règlement de la guerre et de la construction de la paix. Il ne tente même pas de savoir si la victime est digne d'être aidée : en conséquence d'une guerre internationale ou civile, cette victime a besoin d'être secourue, cela suffit pour que le C.I.C.R. désire agir.

Mais encore faut-il, immuable condition, que le pouvoir

qui est le maître de cette victime, l'autorise à agir. Le maître ? En Tchécoslovaquie restituée, c'est le gouvernement, à peine réinstallé dans Prague meurtrie.

Au fur et à mesure que la nuit hitlérienne se retirait du territoire tchécoslovaque, la haine accumulée contre les Hongrois en Slovaquie et les *volksdeutsche* dans tout le pays devait nécessairement éclater et le Comité international devait immédiatement tenter d'agir.

A la fin mai, le Président Rénovateur, Bénès, recevait aux Hradcany le délégué du C.I.C.R. Les rancœurs de 1938, l'exil et la maladie avaient creusé son visage. Mais il souriait avec amitié au souvenir de Genève et de la Suisse.

— Monsieur le Président, je viens, dans votre pays encore saignant de leurs coups, vous parler de vos ennemis : les Allemands du Reich et les Tchécoslovaques de langue allemande.

La partie serait perdue si elle ne se trouvait pas gagnée d'avance dans le jugement et le cœur du Président. Elle est donc gagnée, sur le terrain des principes, comme elle sera gagnée auprès de Jan Masaryk et de Clementis aux Affaires étrangères, auprès de Nosek à l'Intérieur. Le gouvernement central, qui a la volonté irréductible de transformer le pays en une république des seuls Tchèques et Slovaques, souhaite cependant que l'exode des *volksdeutsche* se fasse de façon humaine. Une lettre officielle part aussi de Prague à Bratislava ; il y est dit :

« Au cours de cette opération, le C.I.C.R. recevra l'occasion d'exercer son action humanitaire. »

Hélas, sur le terrain pratique, l'aide aux vaincus de 1945, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en France, en Grande-Bretagne, en Amérique, en Allemagne même,

se heurtera aux obstacles nés des œuvres mêmes du Reich : la haine trop justifiée, la misère de nombreux vainqueurs, la défiance nécessaire des autorités d'occupation, les hésitations des donateurs qui sentent l'urgence de secourir tout d'abord les victimes les plus anciennes et les plus innocentes — celles que l'Allemagne nazie a faites, avec le raffinement de la folie.

Mais il est trop tôt pour parler de tout cela avec plus de détails que ne le fait le C.I.C.R. dans son rapport sur son œuvre de guerre<sup>1</sup>.

*« Dieu punit l'iniquité des pères  
sur les enfants, jusqu'à la troi-  
sième et à la quatrième génération. »*

En ce printemps de 1945, où une rétribution terrible s'abattait sur le peuple germanique, je retournais dans mon cœur, révolté et frémissant, le souvenir d'une soirée passée à Bratislava chez un vieux professeur. J'ai oublié ce qu'il enseignait. Je l'avais connu parce qu'il ravitaillait un collègue juif caché avec sa famille. A l'autre guerre, il avait été jeté en prison à Budapest, pour avoir propagé la Bible en slovaque. Il avait un long visage ascétique, un air sévère et fou, le regard inflexible et toute l'innocence d'un cœur pour qui Dieu est sans mystère.

— Monsieur le professeur, lui demandais-je, je vois que la persécution antisémite existe et je sens que beaucoup des

---

<sup>1</sup> Rapport du C.I.C.R. sur son œuvre pendant la seconde guerre mondiale, vol. I, notamment pp. 702 et 704.

bourreaux sont convaincus de bien agir, mais je ne réussis pas à comprendre cela, à le concevoir.

— Il y a plus de choses ici-bas que le seul entendement humain n'en peut concevoir, monsieur le délégué. Cependant, une chose est claire : les juifs ont encouru une punition.

— Une punition, pour avoir crucifié le Christ, peut-être ?

— Oui, pour avoir crucifié le Christ et pour le crucifier encore tous les jours, par leur refus de sa parole. Et, dans notre Slovaquie, pour avoir été les agents des oppresseurs hongrois.

— Tous, et eux seuls ?

— Non, pas tous, peu même d'entre eux quant au nombre. Mais ne sont-ils pas un corps, Israël ? Inentamé par vingt siècles de diaspora ? Le peuple élu que Dieu visite d'âge en âge, mais qui ne croit qu'à l'argent, qui adore le Veau d'Or.

— Pas plus que nous tous, vous excepté peut-être.

— Mais nous sommes également punis.

— Oui, par ce goût de cendres et ce but qui fuit toujours plus loin. Mais pas par la chambre à gaz.

— Oui, le traitement est révoltant et crie vers le ciel. Exécuteurs de la colère divine, les Allemands se croient Dieu lui-même. Ils seront lourdement frappés, par leur défaite inéluctable, par la persécution qui commencera demain, qui abattra leur orgueil et leur chair.

— Cette persécution sera donc juste à vos yeux ?

— Oui, dans son principe.

— Même lorsque les femmes seront livrées aux soldats, les enfants condamnés à la faim et à la vermine et les hommes enchaînés dans les mines ?

— Je crains que nos peuples ne sachent pas choisir, lorsque Dieu les éprouvera en restaurant leur liberté.

— Et seront-ils aussi punis ? Par un autre peuple aussi aveugle ?

— Qui sait ?

Et ainsi, de siècle en siècle ? O Dieu insondable, qui nous a donné la notion du pardon et qui punit les crimes des pères dans les enfants et les petits-enfants. Dieu mort peut-être, astre mort de nos nuits sans aube.

Ou les hommes, recherchant la trace d'un chemin qu'ils ont perdu, accepteront-ils de régler le bon plaisir politique, de protéger les innocents, d'atténuer la haine, d'interrompre la malédiction ?

## TABLE DES MATIÈRES

|                                              | Pages |
|----------------------------------------------|-------|
| SUR LES ARRIÈRES DU FRONT DE L'EST . . . . . | 9     |
| LES BUNKERS. . . . .                         | 61    |
| LES SOLDATS DE LA NUIT . . . . .             | 95    |
| CROIX-ROUGE CONTRE GESTAPO. . . . .          | 130   |
| LA SAUVEGARDE DE LA CITÉ . . . . .           | 172   |
| TENIR JUSQU'AU BOUT . . . . .                | 195   |
| DEMAIN NOUS SERONS LIBRES. . . . .           | 216   |
| MALHEUR AUX VAINCUS . . . . .                | 240   |

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
SUR LES PRESSES DES IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.  
A LAUSANNE, LE 15 NOVEMBRE 1949

MAX HUBER

## LE BON SAMARITAIN

« Un petit livre, une grande doctrine.

« A propos de la parabole qui, à l'heure que nous vivons, revêt un caractère de tragique grandeur, M. Max Huber a groupé en des pages incisives ses expériences de chrétien, de moraliste et d'homme d'action. Comme on pouvait s'y attendre, l'éminent président du Comité international de la Croix-Rouge a marqué de manière frappante la tâche, le devoir de cet organisme né sur le sol genevois : il a décrit ses buts, ses possibilités, mais aussi les impossibilités barrant parfois la route à l'œuvre qu'il entend accomplir... »

Ed. Ch.

JEAN-G. LOSSIER

## SOLIDARITÉ

SIGNIFICATION MORALE  
DE LA CROIX-ROUGE

Le sujet de ce livre n'est pas la Croix-Rouge : son activité pratique n'y est nullement décrite. Pourtant l'auteur la connaît bien, mais dans ce texte ramassé, il s'agit plutôt de réflexions dont l'institution charitable a été le prétexte. J.-G. Lossier médite sur l'appauvrissement que constitue pour l'homme moderne son isolement au sein d'une société élargie et mécanisée, et sur la sauvegarde que représente pour certaines valeurs et certaine dignité humaines le sentiment de la solidarité.

## HISTOIRE ET SOCIÉTÉ D'AUJOURD'HUI

Collection dirigée par MM. S. STELLING-MICHAUD, professeur,  
et WILLIAM MACKENZIE, privat-docent, à l'Université de Genève.

Quelques titres :

### POLITIQUE ET DIPLOMATIE

Comte GALEAZZO CIANO, *Journal politique* (1939-1943), 2 vol.  
ULRICH VON HASSELL, *D'une autre Allemagne*, journal posthume (1938-1944).  
Général JOSEPH W. STILWELL, *L'aventure chinoise* (1941-1944). Illustré.  
ANTAL ULLEIN-REVICZKY, *Guerre allemande, paix russe : le drame hongrois*.  
HAROLD NICOLSON, *Diplomatie*.

### SCIENCES

BERNHARD BAVINK, *Conquêtes et problèmes de la science contemporaine*. Des sciences  
de la nature aux sciences de l'esprit. 2 vol., avec une introduction de René  
Sudre. Illustré.  
FRIEDRICH DESSAUER, *L'énergie atomique et ses applications*. Illustré.  
JULIAN HUXLEY, *L'homme, cet être unique*.  
ROM LANDAU, *Sexe, vie moderne et spiritualité*. Illustré.

### DROIT

CHARLES CARABIBER, *Les juridictions internationales de droit privé*, avec une intro-  
duction de Georges Scelle.  
LELAND M. GOODRICH et EDVARD HAMBRO, *Commentaire de la Charte des Nations  
Unies*.

### LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE

1946 : *L'esprit européen*.  
1947 : *Progrès technique et progrès moral*.  
1948 : *Débat sur l'art contemporain*.  
1949 : *Pour un nouvel humanisme*.

### LES OUVRAGES PARAISSANT A LA BACONNIÈRE SONT DISTRIBUÉS EN FRANCE PAR :

LA PRESSE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE, O. ZELUCK, 11, rue Royale,  
Paris 8<sup>e</sup>.

LA MAISON DU LIVRE FRANÇAIS, 4, rue Félibien, Paris 6<sup>e</sup>.

LE CENTRE DE DOCUMENTATION ET VENTE DU LIVRE SUISSE,  
57, rue de l'Université, Paris 7<sup>e</sup>.